

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
BANQUE AGRICOLE
DE
YOUGOSLAVIE

SON RÔLE DANS LA CRISE AGRICOLE ACTUELLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Mercredi 8 Juin 1932, à 14 heures

PAR

Nicolas VOUTCHO

Président : M. AFTALION.

Suffragants { MM. C. PERREAU
R. PICARD { *Professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13 (v°)

1932

*Tous droits de reproduction, de traduction et adaptation
réservés pour tous pays*

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA
BANQUE AGRICOLE
DE
YUGOSLAVIE

SON RÔLE DANS LA CRISE AGRICOLE ACTUELLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Mercredi 8 Juin 1932, à 14 heures

PAR

Nicolas VOUTCHO

Président : M. AFTALION.

Suffragants } MM. G. PERREAU { Professeurs.
 } R. PICARD {



PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13 (v°)

1932

*Tous droits de reproduction, de traduction et adaptation
réservés pour tous pays*



LA BANQUE AGRICOLE DE YOUGOSLAVIE

Son rôle dans la crise agricole actuelle

INTRODUCTION

Il y a plus de cinquante ans que le réformateur agraire Henry George a esquissé, dans son célèbre ouvrage « *Progrès et Pauvreté* », l'image la plus saisissante du type de la crise économique, dont on ne pouvait soupçonner alors l'étendue future : « Si l'un des hommes du siècle dernier — dit-il au début de son ouvrage — avait pu voir, dans un rêve d'avenir, le bateau à vapeur remplacer le navire à voiles, le chemin de fer remplacer la voiture de poste, la faucheuse à vapeur remplacer la faux, et la batteuse le fléau ; s'il avait pu entendre le halètement des machines, qui, soumises à la volonté humaine et servant à satisfaire des désirs humains, peuvent faire plus de travail que tous les hommes et toutes les bêtes de somme de la terre réunis... Qu'aurait-il conclu, en ce qui concerne l'état social de l'humain-

nité ». Il répond, avec raison « son imagination lui aurait représenté ces forces, exhaussant le niveau même des fondements de la société affranchissant jusqu'aux plus pauvres de la possibilité de manquer de rien, libérant jusqu'aux plus humbles de l'anxiété et du souci du pain quotidien ». « Et quelle est, en regard, demande-t-il en terminant, l'image que nous montre la réalité ? » (1).

Nous pouvons nous poser, aujourd'hui, la même question et tracer, en réponse, une image frappante de la crise économique mondiale qui sévit depuis un certain nombre d'années. Ses manifestations varient selon la structure économique des Etats mais en général sont caractérisées par l'effondrement de la valeur des produits, la stagnation sur les marchés financiers et commerciaux, l'appauvrissement de la classe ouvrière, l'apparition du chômage et de la misère, le trouble de la confiance, etc... bref, un état qui n'est plus une dépression passagère, mais bien un danger qui risque de ruiner de nombreuses existences et anéantir des millions de propriétés individuelles.

Dans cette crise intégrale, l'agriculture ne fait aucune exception, et nombreux sont ceux qui considèrent que la crise agricole et l'affaiblissement du pouvoir d'achat de la classe rurale, sont une des causes principales de la crise dans les autres branches économiques. Une pareille opinion peut être soutenue surtout dans les pays de prédominance agricole, comme le nôtre, où les trois quarts de la population s'occupent de l'agriculture.

(1) Julius WOLF, *La Crise économique mondiale et le Système Capitaliste*. L'esprit International, janvier 1932, p. 56 et 74.

On est généralement d'accord sur deux points :

1° La crise agricole est due à une sorte de déséquilibre entre la production qui est dans l'état de surproduction, et la consommation qui est dans l'état de sous-consommation ;

2° La crise agricole se manifeste par un rapport anormal entre le coût de production et le prix de vente des produits agricoles.

Aussi la recherche des moyens qui pourraient atténuer la situation douloureuse dans laquelle se trouvent actuellement la grande majorité des cultivateurs du monde et les remèdes que l'on préconise, sont dirigés, en général, dans deux sens.

Pour l'agriculteur qui vit de la vente de ses produits, la crise se manifeste avant tout dans la faiblesse des prix qu'il obtient pour ses produits, dont le niveau est actuellement des plus bas qui soit marqué sur les marchés. Des efforts pour enrayer la baisse, sont faits dans presque tous les pays producteurs et ils tendent principalement à assurer aux agriculteurs une rémunération équitable de leur travail. A cet effet, on constate que l'agriculture manque d'une organisation systématique d'écoulement des produits qui permettrait d'assurer aux prix plus de fixité et à l'agriculture une amélioration durable. On préconise l'organisation de la vente des produits agricoles par le moyen d'organisations centralisées, qui permettraient de passer des marchés dans des conditions de prix équitables à la fois pour le consommateur et pour le producteur. C'est ainsi que l'organisation du « pool » canadien trouve des imitateurs zélés. Aux Etats-Unis, le « Fédéral Farm Board » s'efforce d'organiser le marché des produits agricoles

et leur vente en commun. L'Australie étudie les avantages que présenterait l'établissement d'un « pool » du blé, obligatoire ou facultatif. En Europe, la Pologne fonde en 1929 une Union des exportateurs de céréales, la Yougoslavie crée en 1930 une Société Anonyme privilégiée pour l'exportation des produits agricoles, chargée de coordonner les activités jusqu'alors dispersées des exportateurs et des coopératives agricoles. La Bulgarie et la Roumanie créent des organisations analogues. Ainsi, dans la plupart des pays, le commerce des céréales a déjà atteint un tel degré de concentration que des accords entre Compagnies Nationales, semblent possibles pour éviter des fluctuations violentes et soudaines de prix.

Mais les recherches que l'on entreprend pour atténuer la crise agricole, peuvent être dirigées dans une toute autre direction. L'agriculture s'exécute dans des milliers et des millions de propriétés individuelles. Pour chaque propriété considérée individuellement, la rentabilité peut être soutenue, malgré la baisse continue des prix, si le producteur réussit à réduire, dans la proportion de la baisse, les frais de sa production. Sans doute, la réduction du coût de production est plus facile à proclamer qu'à réaliser, particulièrement aujourd'hui, car c'est justement les prix des produits nécessaires à l'exploitation de l'agriculture qui sont beaucoup plus élevés que les produits finis — surtout les céréales. Le coût de production, dans tous les pays, a suivi un mouvement de hausse marquée. Aux Etats-Unis d'Amérique, l'indice des produits achetés par les agriculteurs pour la production et pour leur ménage qui, de 1926 à 1929, se tenait à un niveau supérieur de 20 points en-

viron aux prix des produits agricoles, n'a pas accusé de baisse marquée en 1930, et, en décembre 1930, il dépasse de plus de 50 points le niveau des prix agricoles. Une tendance semblable s'est fait sentir en Yougoslavie, où, de 1926 à 1928, l'indice du coût de la production agricole, se tenait à un niveau invariable, supérieur de 20 à 30 points environ aux prix agricoles.

Afin de réduire le coût de production, les gouvernements s'efforcent de diminuer les taxes et contributions qui frappent l'agriculture, les tarifs de transport des produits agricoles à l'intérieur du pays. Il exercent leur action sur les fournisseurs de produits ou de matériel utilisés par la culture : engrais, semences, aliments pour le bétail, machines, instruments, et les amener à consentir des prix aussi bas que possible et des conditions avantageuses de paiement. Mais toutes ces mesures sont insuffisantes pour empêcher l'écart des prix toujours croissant entre ces produits, qui depuis huit ans environ pèse lourdement sur l'agriculture.

*
* *

Les changements profonds, dont a été l'objet, ces dernières années l'agriculture, ont encore plus accentué ses besoins en capitaux, dont l'alimentation devient de plus en plus difficile, car l'argent est peut-être la marchandise la plus chère sur le marché.

Alors que dans la période de prospérité, des capitaux abondants furent investis dans l'agriculture, dans la période de dépression, on assiste à une restriction considérable de crédits. L'insécurité et la non-rentabilité des placements agricoles, ont laissé l'agriculteur à ses

propres moyens, au moment où il doit lutter pour sauvegarder son existence.

Pourtant, l'importance du crédit agricole, dans la situation actuelle, est incontestable. On considère même que sa solution favorable contribuerait à atténuer dans une grande mesure les méfaits de la crise agricole, d'une part, par la modification de la production, d'autre part, par l'augmentation de la consommation de la classe rurale ; deux conditions indispensables à l'amélioration générale de la situation de l'agriculture.

Telle fut également l'opinion de la Commission d'étude pour l'Union Européenne, qui était chargée d'examiner la possibilité d'une organisation internationale du crédit agricole, à la suite d'un appel pressant fait à la Société des Nations par la conférence économique de Genève, en faveur du crédit agricole.

La Commission a souligné d'une façon précise le rôle bienfaiteur du crédit agricole, en disant que « la pénurie des capitaux est l'un des facteurs principaux « qui empêchent les agriculteurs à changer de cultures. « De plus, toutes les mesures qui visent à élever le « niveau de la vie dans ceux des pays européens où il « est aujourd'hui relativement bas, contribuent nécessairement à accroître, dans ces pays, la demande des « produits agricoles de valeur plus élevée... L'octroi « de crédits, plus particulièrement dans les pays où « les taux d'intérêt sont anormalement élevés, contribuerait donc à modifier la production et à augmenter « la consommation, deux conditions également nécessaires à l'amélioration de l'agriculture. En outre, ces « mesures auraient certainement pour conséquence « d'augmenter le pouvoir d'achat des populations

« agricoles et, notamment, leur demande en produits « industriels » (1).

C'est ainsi qu'on est arrivé à considérer le crédit agricole comme une mesure de première importance dans l'atténuation de la crise agricole actuelle.



Spécialement pour la Yougoslavie, l'organisation du crédit agricole présente un intérêt doublement important. D'abord, parce que l'agriculture est à la base de l'activité économique du pays, et de sa prospérité dépendent toutes les autres branches économiques. En second lieu, son emploi dans la crise agricole actuelle, comme régulateur de la production, permettrait une diminution sensible de la dépression économique particulièrement aiguë dans notre pays.

En tant que facteur de la production, le crédit agricole joue un rôle primordial en Yougoslavie, car la propriété rurale extrêmement morcellée n'est pas suffisamment forte pour tirer d'elle-même le capital nécessaire à ses besoins ordinaires et encore moins à ses besoins extraordinaires. Le crédit est pour elle une nécessité constante. En tant que régulateur de la production, le crédit agricole est un facteur important qui permet aux cultivateurs de changer de cultures en renonçant aux productions actuellement trop abondantes pour adopter celles dont la consommation tend à s'accroître.

Ces considérations ont donné à cette question un

(1) Société Internationale de Crédit hypothécaire agricole. Convention, charte et statuts. Publication de la S. D. N. C. 375, N° 155, p. 8.

caractère de prépondérance et l'ont élevé au rang des grands problèmes nationaux à résoudre.

Il n'était pas facile, dans un pays constamment en proie à des luttes intérieures et extérieures de résoudre sérieusement un problème d'une si grande portée. Même dans les pays qui se sont développés dans des conditions plus favorables et plus heureuses, l'organisation du crédit agricole s'est effectuée beaucoup plus lentement que ce ne fut le cas pour l'organisation du crédit au commerce et à l'industrie. Cela est tout à fait compréhensible étant donné la nature de l'activité agricole comparée aux traits caractéristiques des autres branches économiques, son étendue et la possibilité restreinte de contrôler le travail et d'écarter les risques qui sont au dessus de toute puissance humaine.

Jusqu'à la fondation de la Banque Agricole, les facteurs qui réglaient le crédit agricole dans le pays ne furent pas en mesure de remplir cette tâche, ni par leurs possibilités matérielles, ni par le système d'action, ni, parfois, par les principes d'affaires. Dans toutes ces directions, il n'allèrent pas de pair avec la grandeur et l'importance dans notre pays du cultivateur et de sa production, de sorte que leur collaboration fut souvent insuffisante et parfois même nuisible au développement de l'agriculture. D'autre part, les mobiles politiques avaient une telle influence sur la résolution de cette question, qu'ils pouvaient plutôt corrompre la population rurale que de faciliter son relèvement économique et social. C'est pourquoi l'agriculteur Yougoslave, (surtout dans certaines contrées), n'ayant pas suffisamment de capitaux propres, n'a pas été à même de se préparer lui-même, ni de préparer sa terre à une culture

agricole rationnelle. Dans les années de bonne récolte, il pût encore réussir à équilibrer sans déficit son budget de dépenses et recettes ; mais les mauvaises années le poussèrent vers les dettes, et n'ayant presque aucune organisation pouvant lui venir en aide dans des moments pareils, il tomba entre les griffes des usuriers, d'où il ne put sortir qu'au prix de grands efforts, souvent même tout à fait matériellement épuisé.

On conçoit aisément que la création d'une institution destinée uniquement à l'agriculture, devait soulever un enthousiasme et fonder de grands espoirs parmi la classe la plus nombreuse de notre population.

Pour la première fois, la loi du 16 avril 1929 sur la Banque Agricole présente une tentative sérieuse de résoudre la question du crédit agricole. Avec sa fondation on s'est engagé dans une voie toute nouvelle, jusqu'alors inconnue, qui ouvrira, sans aucun doute des possibilités nouvelles.

Une institution de telle importance nous incite à parler d'elle, à étudier son activité, à critiquer ses défauts et envisager ses possibilités futures. Tel sera le sujet principal de notre étude.

Mais avant d'aborder ce sujet, nous croyons utile d'examiner brièvement la situation de notre agriculture en indiquant ses caractères généraux et ses difficultés présentes si intimement liées à la nouvelle institution. Cette étude préliminaire est d'autant plus nécessaire qu'elle constitue un ensemble de circonstances sans lesquelles il serait difficile de comprendre la véritable fonction de la Banque Agricole.

PREMIÈRE PARTIE

La situation de l'agriculture en Yougoslavie

CHAPITRE PREMIER

Généralités

L'Agriculture, en Yougoslavie, est la branche économique la plus importante, non seulement parce qu'elle occupe la majeure partie de la population, mais aussi parce que la valeur de sa production est la plus grande, de sorte qu'elle est le plus fortement représentée aussi bien dans le commerce intérieur que dans le commerce extérieur. Les trois-quarts de la population, soit environ 10 millions d'habitants, vivent de l'agriculture, ce qui veut dire que plus de deux millions de familles y puisent leurs principaux moyens d'existence. Les agriculteurs sont les consommateurs principaux de nos produits industriels et des métiers, ainsi que des articles de notre commerce d'importation. C'est pourquoi la situation de l'agriculture a les plus grandes répercussions sur toute la vie économique et sociale du pays, et que, de sa prospérité, dépend le progrès de toutes les autres branches de l'activité économique.

L'agriculture yougoslave possède toutes les possibilités de culture car le pays est très riche en éléments agricoles. Par la variété du climat, la diversité du sol et par sa bonne position géographique, notre pays est classé parmi les plus favorisés par la nature. Ces éléments favorables permettent une production très variée qui à l'heure actuelle est d'une grande importance, car elle

permet, en cas d'une récolte défavorable ou d'un effondrement de prix, comme cela c'est produit dernièrement pour le blé, une substitution facile des cultures. Exception faite de certaines régions comme la Voïvodina, la culture est en général mixte et souvent combinée avec l'élevage.

I. — La population

D'après le recensement du 31 mars 1931, le chiffre total de la population est de 13.929.988, ce qui donne seulement 56,02 habitants par km² sur une superficie totale de 24.848.829 hectares. La superficie et la densité de la population, suivant les banovines (départements), se répartit de la manière suivante :

	BANOVINES	Superficie km ²	Habitants	Densité par km ²
1	De la Drave.	15.936	1.037.838	70.32
2	De la Save	37.110	2.336.739	70.16
3	Du Urbas	20.436	828.556	49.33
4	Du Littoral	19.368	786.357	45.59
5	De la Drina.	29.577	1.354.200	27.27
6	De la Zeta	30.741	782.972	29.61
7	Du Danube	30.158	2.107.658	76.60
8	De la Morava	26.218	1.211.812	55.42
9	Du Vardar	38.879	1.386.091	42.60
	Préfecture de Belgrade . .	242	152.688	1.205.53
	TOTAL.	248.665	13.930.918	48.20

Cette petite densité de la population montre le bas niveau de l'économie nationale de notre pays, et la répartition de la population par banovine affirme que nous n'avons pas encore de centres industriels, et que le pays reste éminemment agricole même dans les ré-

gions les plus peuplées. En comparaison avec la plupart d'autres pays européens, cette densité est assez petite : Ainsi, par exemple, en France, la densité moyenne du pays atteint 74,4 habitants par km² et dans certains départements industriels elle dépasse 9.192. De même ; la densité moyenne en Pologne est de 77,7 habitants ; en Tchécoslovaquie de 102,5, en Italie 131,6, en Allemagne 133,5, en Belgique 260 habitants. Mais il faut noter que la Yougoslavie est un pays très prolifique dont l'accroissement réel est évalué à 1,50 0/0. Le dernier recensement nous montre, en effet, que la population en 1931, par rapport à l'année 1921, a augmenté de 16,24, pour 100.

II. — Répartition des terres

La Yougoslavie occupe une surface de 24.849.425 hectares. D'après les statistiques du Ministère de l'Agriculture, pour l'année 1930, il y avait 13.721.419 hectares, soit 55,2 pour 100 de terres arables cultivées, le reste se composant de forêts et autres terrains improductifs.

Les superficies cultivées, pour les années 1925 et 1930 se présentent ainsi :

	1925	0 / 0	1930	0 / 0
	—	—	—	—
Terres labourables.	6.017.178	54.10	7.076.481	51.57
Jardins et potagers	125.265	1.13	139.037	1.01
Prairies.	1.640.805	14.75	1.819.791	13.26
Pâturages.	2.758.729	14.80	4.095.684	29.85
Vignobles.	177.971	1.60	183.530	1.34
Vergers.	250.955	2.26	242.320	1.77
Marais productifs .	151.960	1.36	164.476	1.50
TOTAL. . .	11.122.863		13.721.419	

Malgré l'augmentation des cultures, que ces chiffres nous présentent pour les six dernières années, l'étendue des terres cultivées est loin d'être satisfaisante, surtout quand on la compare avec celle des autres pays européens, parmi lesquels nous occupons une place peu enviable.

Le plus grand nombre de terres improductives se trouve au Monténégro 71,83 0/0 de la superficie ; dans la Serbie Méridionale 57,83 0/0, dans la Serbie du Nord 41 0/0. Dans les autres régions le pourcentage varie entre 0,37 et 10. Pour le pays entier, la superficie improductive occupe 6.135.419 hectares, soit 24,6 0/0 de la superficie totale.

III. — *Cheptel et outillage*

L'agriculteur yougoslave travaille ses terres avec un outillage insuffisant, souvent rudimentaire et utilise un bétail élevé d'une manière primitive.

Par suite de la prédominance de la petite propriété rurale, rendue plus forte encore par l'application de la réforme agraire les paysans sont pour la plupart des petits propriétaires ne possédant que de petites parcelles de terres justement suffisantes pour leur consommation ménagère et pour l'acquisition des articles indispensables à leurs besoins courants. Ils sont routiniers, assez arriérés et vivent d'une vie patriarcale qui coïncide exactement à leur façon primitive de pratiquer la culture.

Le mode de culture laisse beaucoup à désirer : Le paysan fait peu d'efforts pour améliorer la qualité de ses produits et comme il ne les porte que très irrégu-

lièrement sur le marché, la quantité seule, l'intéresse. Très souvent, il n'a aucune notion des engrais chimiques ; les engrais naturels (fumier) il ne les emploie que rarement, en cas d'infertilité complète du sol. La sélection des grains est très peu pratiquée et quoiqu'il existe quelques stations pour le sélectionnement, le grain est en général dégénéré.

L'outillage, en prenant ce mot dans le sens le plus général est souvent insuffisant et arriéré, malgré les très grands progrès qui ont été réalisés avant et surtout après la guerre. D'après les données du Ministère de l'Agriculture, nos cultivateurs travaillent encore toujours avec environ 324.393 araires en bois, donc avec des instruments que l'on employait il y a plusieurs siècles (1). Le travail manuel, qui coûte plus cher, prédomine et place notre pays dans une position désavantageuse au regard des pays où le travail mécanique est plus développé.

IV. — *Production agricole*

La base de la production agricole consiste en céréales utilisées pour la nourriture de la population et du bétail ; l'excédent étant exporté, viennent ensuite les légumes, les vignes, les plantes industrielles et oléagi-

(1) Le nombre de machines et outils, employés en 1920 et 1925 est le suivant :

	1920	1925		1920	1925
Araires . . .	347.012	324.393	Semeuses. . .	64.971	78.758
Charrues. . .	762.388	786.220	Houes	188.853	219.892
Herses. . . .	512.870	647.371	Moissonneuses.	9.276	9.813
Rouleaux . .	48.411	63.390	Faucheuses. .	3.102	6.244

neuses. Nous n'envisagerons ici que la production de céréales, car la crise actuelle touche surtout ces produits.

Les céréales occupent 81 pour 100 de la superficie totale cultivée. La moitié de cette surface occupe le maïs qui est cultivé partout, car il constitue l'aliment principal de la population. Le maïs et le blé occupent les $\frac{3}{4}$ de la superficie arable. La superficie de principales sortes de céréales dans la période 1920-1931, se présente comme suit (1). (Voir le tableau ci-contre.)

Il ressort de ce tableau que la surface cultivée a augmenté en 1931 par rapport à 1920 de 35,89 pour cent.

Si nous comparons les deux dernières années, nous constatons que la superficie ensemencée de blé a augmenté de 0,54 pour 100. Le maïs 1,01 pour 100 ; le seigle, avoine et orge marquent au contraire une diminution d'environ 24.000 hectares. Il résulte que ces augmentations d'ensemencement en 1931 sont très peu importantes.

Comparée à tous les pays du globe, la Yougoslavie occupe, par sa superficie ensemencée de blé, la onzième place (superficie mondiale 135.503.000 h., c'est-à-dire 0,05 0/0 de moins qu'en 1930) après la Russie, les Etats-Unis, l'Inde, le Canada, l'Argentine, l'Australie, la France, l'Italie, l'Espagne, et la Roumanie. Pour le maïs, elle occupe la cinquième place (superficie mondiale 63.133.000 hectares, soit 3,94 0/0 de plus qu'en 1930)

(1) « Terres labourées et rendement de la récolte ». Publication officielle du Ministre de l'Agriculture, 1931.

ANNÉES	Blé	Orges	Seigle	Avoine	Maïs	TOTAL Hectares	Montant par rapport à 1920
1920.	1.440.593	374.932	198.064	416.396	1.815.339	4.245.254	100.
1921.	1.497.038	368.163	186.670	405.907	1.880.309	4.338.087	102.19
1922.	1.486.382	375.065	197.277	391.056	1.910.897	4.360.617	102.73
1923.	1.555.017	360.601	187.107	375.362	1.801.578	4.279.665	100.82
1924.	1.717.343	363.641	195.323	352.671	1.965.355	4.594.333	108.22
1925.	1.743.042	357.532	198.377	343.178	2.071.581	4.713.720	111.04
1926.	1.690.720	350.915	202.195	332.305	1.994.726	4.590.861	105.79
1927.	1.829.767	391.004	208.878	378.662	2.066.199	4.874.510	114.81
1928.	1.895.235	381.747	200.810	369.678	2.030.841	4.878.311	114.91
1929.	2.109.720	427.074	237.671	385.874	2.318.350	5.478.689	129.07
1930.	2.167.965	457.000	253.000	419.000	2.460.028	5.756.993	135.61
1931.	2.181.421	447.341	252.186	396.086	2.492.215	5.709.248	135.89

après les Etats-Unis, la Roumanie, la Russie et le Mexique (1).

En ce qui concerne le rendement de ces cinq principales céréales, les statistiques officielles font ressortir les quantités que nous reproduisons ci-contre et le rendement moyen par hectare, dans la période 1920-1931 (en quintaux) (2).

Comme le montrent ces données, la récolte de ces céréales, à partir de 1926, commence à fléchir et surtout en 1927, l'année de la grande sécheresse, elle a considérablement diminué. En 1928 la mauvaise récolte de maïs a été dans une mesure, compensée par une excellente récolte de blé, tandis que les autres céréales marquent une baisse sensible. En 1929, toutes les cultures, à l'exception du blé, accusent des chiffres records pour la période d'après guerre. C'est le rendement du maïs qui a surtout été important. Bien que par la quantité, la récolte de 1929 soit supérieure à celle de la récolte précédente, son rendement par hectare est quelque peu plus faible. En 1930, le rendement de la récolte est en général inférieur à celui de 1929, mais supérieur à la moyenne 1926-1929. La récolte de maïs est surtout inférieure ainsi que son rendement à l'hectare, qui a baissé de 17,89 à 14,45 quintaux. Le rendement moyen du blé a également baissé de 12,25 quintaux à l'hectare, en 1929, à 10,30 quintaux en 1930. Quoique le rendement moyen pour toutes les céréales ait baissé par rapport

(1) « L'économie nationale en 1931 ». Publication du service d'études économiques de la Banque nationale de Yougoslavie, p. 8 et 9.

(2) Rendement total d'après les données statistiques officielles du Ministère de l'Agriculture « Terre labourée et rendement de la récolte », 1931.

ANNÉES	BLÉ		ORGE		SEIGLE		AVOINE		MAÏS	
	Rendement total	par h. a.	Rendement total	par h. a.	Rendement total	par h. a.	Rendement total	par h. a.	Rendement total	par h. a.
1920. .	11.705.840	8,13	2.873.837	7,61	1.547.207	7,81	3.228.499	7,76	25.689.963	14,15
1921. .	14.100.300	9,42	2.912.719	7,91	1.477.255	7,36	2.744.314	6,75	18.743.119	9,97
1922. .	12.103.337	8,14	2.410.105	6,43	1.148.858	5,83	2.652.164	6,78	22.809.568	11,93
1923. .	16.620.147	10,69	3.062.221	8,48	1.500.152	8,02	3.117.303	8,31	21.535.671	11,95
1924. .	15.722.496	9,15	2.934.577	8,06	1.407.508	7,21	3.018.477	8,55	37.979.376	19,31
1925. .	21.404.302	12,28	3.950.523	11,03	1.997.523	10,90	3.450.438	10,06	37.906.647	18,29
1926. .	19.439.513	11,50	3.761.072	10,72	1.893.424	9,37	3.577.250	10,10	34.101.063	17,09
1927. .	15.954.455	8,72	3.145.922	8,05	1.504.483	7,19	2.919.537	7,70	21.085.050	10,20
1928. .	28.112.362	14,83	3.942.016	10,02	1.911.967	9,51	3.662.966	9,90	18.190.571	8,96
1929. .	25.854.647	12,25	4.118.785	9,64	2.100.201	8,82	3.507.679	9,08	41.476.640	17,89
1930. .	21.861.501	10,30	4.043.931	9,11	1.987.561	8,05	2.849.866	6,98	34.645.745	14,45
1931. .	26.886.273	12,32	4.239.916	9,18	2.183.000	9,01	2.939.822	7,02	32.180.196	12,92

à l'année 1929, il est contrebalancé par une plus grande étendue des emblâvures. Le rendement des cultures en 1931, sauf pour le maïs, dépasse nettement en quantité celui de l'année 1930. Le blé a produit 5.024.772 quintaux de plus, soit une augmentation de 23 0/0 par rapport à 1930, tandis que le maïs marque une diminution de 4,85 0/0.

Les graphiques ci-contre représentent la production du blé et du maïs et leur rendement par hectare, dans les périodes respectives 1926-1931 et 1924-1930 :

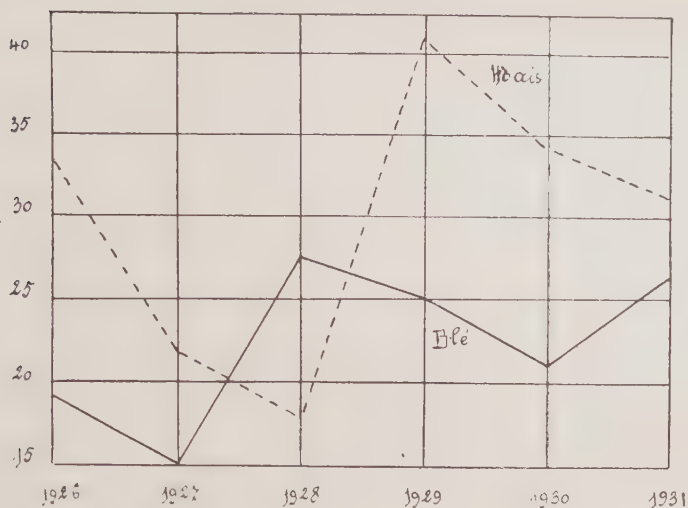
V. — *Destination de la production*

La plus grande partie des produits agricoles, à l'exception des plantes industrielles, est consommée sur place. Le surplus est exporté sur les marchés européens voisins ou éloignés. Les principaux pays auxquels la Yougoslavie a exporté ses produits agricoles, au cours de l'année 1931, sont : l'Italie, qui participe avec 25,92 0/0, l'Autriche 14,77 0/0 ; le Tchécoslovaquie 14,47 0/0, l'Allemagne 11,56 0/0, La Hongrie 7,01 0/0, la Grèce 4,91 0/0, la France 4,75 0/0, la Suisse 3,13 0/0, la Roumanie 1,56 0/0, l'Angleterre 1,55 0/0 etc.

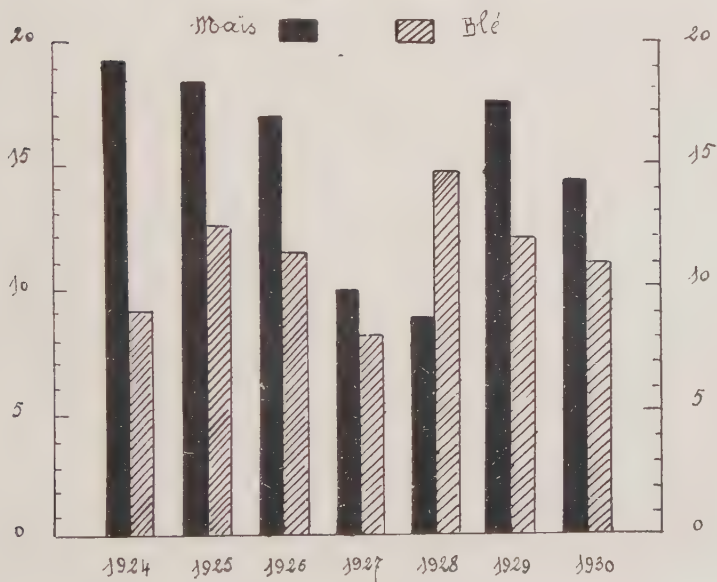
Le tableau de la page 23 donne les chiffres des principaux produits d'exportation, dans la période 1920-1931.

De ce qui précède nous pouvons conclure que l'agriculture Yougoslave est loin de posséder toutes les qualités et qu'il serait important, si l'on veut améliorer la vie économique du pays, d'intensifier la production agricole afin d'obtenir un meilleur rendement tant en qualité qu'en quantité. Notre production est relativement faible et l'on ne peut guère parler d'une

Production en millions de quintaux



Rendement moyen par Hectare en quintaux



Graphiques établis par le
 Service des Etudes Economiques de la Banque Nationale de Jugoslavie
 Bulletin trimestriel N° 4 - 1931

I. En tonnes		1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931
1. Blé . . .		41.593	87.073	24.576	96.458	172.401	169.953	297.285	64.053	162.279	554.012	252.408	309.041
2. Farine de Blé.		27.267	29.988	22.717	38.241	59.075	37.755	32.928	12.665	1.946	10.601	7.509	3.419
3. Orge. . .		6.419	24.452	3.907	2.178	63.301	17.970	27.954	23.830	5.564	10.683	3.477	13.550
4. Seigle. . .		456	1.580	1.070	65	4.747	3.004	11.900	6.398	737	1.697	563	1
5. Avoine . . .		1.280	12.935	31	890	7.086	13.962	9.673	7.155	4.718	409	84	652
6. Maïs . . .		127.077	329.829	11.964	102.158	245.146	1.011.273	893.716	197.689	3.966	166.936	503.476	224.719
7. Fruits. . .		28.803	47.048	43.335	90.851	32.685	56.247	88.896	75.034	67.188	54.084	109.484	71.973
8. Opium, Chanvre, Houblon. . .		4.181	8.031	6.612	6.844	7.373	11.033	17.247	21.119	19.048	17.519	11.114	8.959
Total. . .		236.876	500.938	113.712	337.677	551.764	1.321.205	1.380.491	407.946	965.416	815.943	888.115	632.314
II. En milliers de dinars													
1. Blé . . .		111.866	151.177	116.463	181.504	683.579	501.465	846.094	195.522	410.102	1.229.943	474.110	475.052
2. Farine de Blé.		94.304	123.466	136.284	233.189	343.070	198.678	156.805	59.190	7.744	34.741	22.142	8.100
3. Orge. . .		11.502	40.558	11.272	5.654	79.308	42.671	46.630	50.693	13.631	18.448	4.636	1.673
4. Seigle. . .		1.097	3.552	4.426	207	14.869	3.783	20.642	13.869	1.637	3.347	861	1
5. Avoine . . .		1.465	13.947	115	2.422	22.255	27.467	16.775	14.960	12.198	722	102	85
6. Maïs . . .		150.593	385.923	42.808	333.713	585.229	2.055.661	1.838.653	337.194	10.510	273.393	547.696	296.100
7. Fruits. . .		76.460	168.720	236.901	441.365	250.412	261.565	333.757	170.117	250.881	212.988	348.833	176.200
8. Opium, Chanvre, Houblon. . .		28.535	57.817	123.590	235.727	242.579	424.722	352.033	317.316	398.942	239.177	134.138	78.600
Total. . .		475.624	885.160	671.889	1.633.817	2.221.601	3.321.012	3.111.394	1.164.891	1.405.575	2.012.723	1.532.518	945.811

surproduction quand on considère que le rendement par hectare pour le blé n'atteint comme moyenne des six dernières années (1926-1931) que 11,4 quintaux et pour le maïs que 14,5. La nécessité la plus urgente pour notre Agriculture, serait une augmentation de son rendement par hectare; tout en permettant à l'agriculture de produire mieux et moins cher.

D'autre part, les circonstances particulièrement difficiles (nous les verrons en parlant de la crise agricole) dans lesquelles a lieu l'exploitation agricole aujourd'hui, empêchent notre agriculture d'obtenir un revenu plus grand de son travail. Ainsi le revenu de l'Agriculture, en comparaison avec le revenu global du pays, est loin d'être satisfaisant. Le revenu national était évalué (commencement 1927) à une somme globale de 80.101, 9 millions de dinars (1) et parmi les différentes branches de l'économie nationale, le revenu de l'Agriculture et de l'élevage s'élève à 31.579,2 millions, soit 39,42 0/0. En comparaison avec le revenu des autres branches économiques (58,58 0/0) l'agriculture reçoit beaucoup moins qu'elle devrait recevoir si la répartition se faisait proportionnellement (2).

Si nous recherchons la cause principale de cette

(1) DJOURITCHITCH, TOCHITCH... : *Notre Economie nationale et revenu national*, p. 29.

(2) A l'occasion de la discussion du budget 1932-1933, au mois de mars 1932, le ministre des Finances, parlant du revenu global du pays a déclaré qu'en raison des changements économiques et de la baisse considérable des prix des produits de la terre, le revenu global du pays, actuellement ne peut être évalué à plus de 42 à 43 milliards de dinars. Nous ne possédons pas des renseignements précis sur le revenu des différentes branches de l'économie nationale, aucune étude nouvelle n'ayant traité ce sujet.

infériorité du revenu de notre agriculture, infériorité due à la façon primitive dont la culture est pratiquée chez nous, nous constatons qu'à côté du manque de l'enseignement, c'est la pauvreté, le manque de capitaux qui a toujours empêché notre paysan à suivre les progrès de la science. Pour intensifier sa production, le cultivateur manque non seulement de savoir nécessaire ou d'apprentissage, mais il n'a ni assez d'argent, ni assez de crédits pour améliorer sa production par l'achat du bétail, des machines et instruments agricoles modernes et de meilleures semences. Aussi ses produits sont-ils en général d'une qualité médiocre et supportent difficilement la concurrence des pays plus avancés et mieux préparés.

CHAPITRE II

Caractères généraux de la crise agricole en Yougoslavie

Avant d'aborder le problème de la crise agricole en Yougoslavie, quelques considérations d'ordre général nous paraissent nécessaires, comme entrée en matière, pour signaler les répercussions de la crise agricole mondiale dans notre pays.

La crise agricole mondiale a pour origine les bouleversements provoqués par la guerre. Pour assurer la nourriture des belligérants, les pays extra-européens ont été sollicités d'accroître leur production. Les courants commerciaux réguliers ont changé de place, ont été précipités, puis refoulés. La paix revenue et les dévastations réparées, les pays lointains sont apparus comme des concurrents ; ils se sont heurtés à la défensive des agricultures nationales renaissantes. Tous les efforts ont tendu vers l'accroissement de la production agricole, qu'il s'agisse des plantes ou des animaux. Il n'était question que d'accroître le rendement. L'agriculture s'est acharnée au travail ; elle a accru la production au-delà des besoins.

Le rendement des terres a été augmenté non seulement par l'extension des superficies cultivées, mais aussi par le recours à des méthodes scientifiques, par la sélection des semences et la vulgarisation de variétés

nouvelles, par l'emploi des engrais et des fumiers massifs, par l'utilisation des machines perfectionnées etc... La technique agricole a été bouleversée de fond en comble. Il s'en est suivi un déséquilibre général ; la production n'est plus adaptée à la consommation. Cet écart est encore plus accentué par la restriction de la consommation. Les besoins s'étant singulièrement multipliés, le rôle de la nourriture par rapport à l'ensemble des besoins de l'individu tend à perdre de son importance. D'autre part, les progrès réalisés dans la conservation des produits alimentaires de toute nature ou dans leur utilisation plus complète, ont contribué à restreindre les achats de matières agricoles.

Les entreprises industrielles, surexcitées par les commandes de la guerre, ont voulu persister dans des productions qui ne sont plus en rapport avec les besoins. L'équilibre ancien entre l'agriculture et l'industrie a été rompu. L'industrie a réussi à maintenir élevés les prix de ses produits. L'agriculture n'a pu le faire ; ses prix ont enregistré des fléchissements considérables, qui ont plongé les agriculteurs de presque tous les pays, dans la misère la plus noire.

La baisse qui frappe la plupart des produits agricoles n'aurait pas apporté un tel trouble dans la vie économique si les frais de production avaient baissé en même temps. Différents facteurs ont empêché les frais de la production agricole de suivre le mouvement de baisse, qu'ont subi les prix des produits. Les salaires, les traitements et les bénéfices des intermédiaires commerciaux se sont très fortement accrus pendant la guerre. Ceux-ci, dont le nombre s'est accru plus rapidement que le trafic, prélèvent sur un chiffre d'affaires inférieur à celui

d'avant guerre, une marge plus élevée pour leurs frais et leurs bénéfices. En outre, dans beaucoup de pays, le taux des intérêts s'est majoré. Partout les impôts se sont accrus, et cette circonstance s'aggrave encore, dans quelques Etats, des obligations internationales. C'est ainsi, qu'en dépit des progrès techniques et de la rationalisation des exploitations, le coût de la production agricole se trouve plus élevé qu'avant la guerre.

La difficulté d'écoulement des produits agricoles se trouve encore plus aggravée par des mesures protectionnistes intensifiées et combinées avec des nombreuses entraves d'ordre divers prises par les gouvernements en faveur de la culture indigène. La protection agricole a pris une ampleur qui dépasse de beaucoup ce qu'on pouvait constater avant la guerre. On assiste à une élévation rapide et répétée des droits, et la protection engendre la protection.

Tels sont les principaux phénomènes qui ont provoqué une crise agricole générale. La crise agricole yougoslave, qui se rattache indéniablement à la crise mondiale, est aggravée en Yougoslavie par des causes propres à l'économie intérieure de ce pays.

Au lendemain de la guerre mondiale l'agriculture yougoslave s'est trouvée aux prises avec deux grosses difficultés : La reconstitution des moyens de production détruits pendant la guerre et l'adaptation de la production aux nouvelles conditions des marchés.

Le sol appauvri, le bétail décimé et notre agriculture épuisée par l'exploitation forcée, dépouillée de nombreuses matières premières importantes, était tout d'abord hors d'état de subvenir à l'alimentation de la

population. D'autre part, les changements politiques, économiques et financiers, ont supprimé beaucoup de marchés existants et en ont créé de nouveaux, dont les exigences et les besoins sont tout à fait différents et qui imposent aux agriculteurs des orientations nouvelles, entraînant des dépenses énormes, des troubles et des découragements.

Alors que tout était encore instable dans le monde politique et que le calme était encore loin d'être revenu, le paysan yougoslave se remit au travail avec une volonté remarquable. Les préjudices causés par la guerre, dans la mesure où ils pouvaient techniquement disparaître, furent rapidement réparés, le sol fut à nouveau fécondé, le bétail fut reconstitué et la production reprit. Profitant des conjonctures favorables, l'agriculture yougoslave avait connu une réelle prospérité. La période favorable atteignit son point culminant au cours des années 1924 et 1925, lorsque les principaux produits agricoles marquèrent des prix très élevés.

Mais tout n'était pas sain dans cette prospérité. La crise agricole qui avait éclaté déjà dans les pays d'outre-mer était dissimulée chez nous par la pénurie des denrées alimentaires en Europe et par les phénomènes de l'inflation d'après guerre. Des fluctuations de prix au cours d'une même année, telle qu'on en voyait rarement avant la guerre, des arrêts dans les ventes affectant tantôt l'une, tantôt l'autre branche de l'agriculture, provoquèrent une insécurité croissante dans sa marche normale. A peine la production croissante avait-elle été organisée que le niveau des prix des denrées agricoles tomba et que surgit la préoccupation des débou-

chés, préoccupation qui n'a pas cessé depuis, d'être à l'ordre du jour. L'endettement de la classe rurale, par suite de la pénurie des capitaux dans le pays, n'a fait qu'aggraver les suites désastreuses de la crise. Alors que l'agriculteur s'efforce constamment de faire rendre toujours davantage au sol, il obtient de moins en moins pour ses produits. Bref, la crise présente les caractères suivants, qui sont entre eux en relation étroite :

1° La baisse des prix, des denrées agricoles et augmentation des prix de revient.

2° Diminution du pouvoir d'achat de la classe rurale.

3° L'endettement des agriculteurs.

4° Difficulté d'écoulement.

Nous examinerons successivement ces différents aspects, tels qu'ils se présentent à l'heure actuelle.

I. — *La baisse des prix agricoles*

Il n'est pas douteux que la cause générale et essentielle de la dépression dont souffre actuellement l'agriculture yougoslave, réside dans la baisse des prix agricoles, qui, commençant vers le milieu de 1925, s'est poursuivie depuis, avec une allure accélérée.

Ce sont les céréales, plutôt que les autres produits agricoles, qui ont fait brusquement apparaître à la masse de nos cultivateurs le problème des débouchés et des prix. Parmi les céréales, c'est surtout le blé et le maïs qui ont enregistré les plus fortes baisses. Le tableau suivant montre les changements survenus dans les prix (minimum et maximum) du blé et du maïs en 1929 et 1930 par rapport aux prix de 1925, enregistrés à la bourse de Novi-Sad, la plus importante bourse du pays.

PRIX MINIMUM ET MAXIMUM D'UN QUINTAL DE BLÉ EXPRIMÉ EN DINARS.

	1925		1929		1930	
	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
Janvier . . .	402.50	500.00	234.00	247.50	195.00	217.50
Février . . .	445.00	455.00	242.50	250.00	207.50	220.00
Mars	455.00	460.00	245.00	252.50	190.00	212.50
Avril	455.00	475.00	240.00	247.50	192.50	205.00
Mai	475.00	490.00	205.00	245.00	192.50	210.00
Juin	442.50	452.50	205.00	212.50	190.00	212.50
Juillet	285.00	320.00	207.50	217.50	185.00	190.00
Août	265.00	275.00	195.00	230.00	167.50	177.50
Septembre . .	242.00	250.00	190.00	212.50	145.00	167.50
Octobre . . .	220.00	252.50	187.50	207.50	140.00	157.00
Novembre . .	245.50	275.00	177.50	205.00	125.00	152.50
Décembre . .	260.00	295.00	192.50	212.50	130.00	155.00

PRIX MINIMUM ET MAXIMUM D'UN QUINTAL DE MAÏS EXPRIMÉ EN DINARS.

	1925		1929		1930	
	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
Janvier . . .	190.00	240.00	245.00	260.00	100.00	107.50
Février . . .	197.50	200.00	257.50	265.00	100.00	107.50
Mars	172.50	222.50	260.00	275.00	80.00	102.50
Avril	162.50	200.00	257.50	270.00	95.00	105.00
Mai	172.50	217.50	215.00	260.00	90.00	97.50
Juin	167.50	210.00	267.50	230.00	94.00	97.50
Juillet	165.00	267.50	202.50	217.50	100.00	135.00
Août	170.00	205.00	185.00	210.00	120.00	137.00
Septembre . .	162.50	185.00	147.50	190.00	100.00	122.50
Octobre . . .	175.00	185.00	102.50	112.50	70.00	75.00
Novembre . .	160.00	182.50	100.00	110.00	60.00	75.00
Décembre . .	160.00	165.00	100.00	107.50	72.50	85.00

Les chiffres indiqués dans ce tableau ne peuvent être considérés comme suffisants pour apprécier s'il y a véritablement baisse de prix agricoles. Il ne suffit pas de suivre les hausses et les baisses. Une semblable méthode conduirait à des résultats erronés ; une baisse réelle peut fort bien être cachée par une hausse apparente due à un changement dans la valeur de la monnaie (1). Cette remarque est d'autant plus fondée qu'on pourrait croire que la baisse des prix agricoles dans notre pays, a été la conséquence de la politique de déflation inaugurée justement à cette époque. Une appréciation correcte de la marche des prix agricoles ne peut ressortir que d'une comparaison avec la marche des prix industriels.

Tandis que les indices des prix des produits industriels sont encore à un niveau bien supérieur à celui d'avant guerre, les indices des prix agricoles ont atteint un niveau bien inférieur aux prix d'avant guerre. Cette tendance, qui était déjà marquée avant la fin de 1929, s'est accentuée au cours de 1930 et 1931. Considérons les indices des prix agricoles et industriels à partir de 1927 ; leurs fluctuations se présentent ainsi :

(1) René COURTIN et Pierre FROMONT, *Essai sur la Crise agricole* (production et population), Recueil Sirey, 1930, p. 8.

(Voir tableau, pages suivantes).

MOIS	PRODUITS VÉGÉTAUX	PRODUITS ANIMAUX	PRODUITS MINÉRAUX	PRODUITS INDUSTRIELS	INDICE TOTAL (55 articles) (1)
1926 = 100. 1927					
Janvier	96.9	97.0	96.0	97.9	97.2
Février	104.3	97.3	95.3	96.5	98.5
Mars	101.1	99.4	94.8	97.0	98.3
Avril	97.3	103.7	92.5	96.0	97.5
Mai.	103.4	103.1	91.1	97.9	99.6
Juin	99.6	100.6	91.1	96.7	97.6
Juillet.	118.9	102.7	90.7	97.0	102.3
Août	124.4	112.6	92.6	106.8	110.6
Septembre. . . .	122.6	111.7	91.6	108.0	110.4
Octobre.	124.2	108.0	90.2	99.1	105.9
Novembre. . . .	124.0	109.3	90.3	99.1	106.1
Décembre. . . .	131.5	106.3	89.9	99.9	107.4
Indice de l'année.	112.3	104.3	92.2	99.3	103.4
1928					
Janvier	126.9	104.3	88.4	100.4	106.0
Février	130.5	104.3	87.9	98.8	106.0
Mars	128.1	101.7	88.4	101.5	105.9
Avril	135.2	103.6	88.9	101.7	108.2
Mai.	6'981	108.0	87.5	101.0	109.0
Juin	124.6	110.0	86.6	99.6	106.1
Juillet.	115.2	113.1	87.7	97.1	103.7
Août	127.2	114.3	85.8	95.9	105.8
Septembre. . . .	132.0	117.1	84.3	96.0	107.2
Octobre.	133.5	111.9	84.0	95.9	107.3
Novembre. . . .	134.9	107.1	83.8	93.9	104.7
Décembre. . . .	130.8	108.0	84.0	93.9	104.1
Indice de l'année	130.1	108.6	86.4	98.0	106.2

MOIS	PRODUITS VÉGÉTAUX	PRODUITS ANIMAUX	PRODUITS MINÉRAUX	PRODUITS INDUSTRIELS	INDICE TOTAL (55 articles) (1)
1929					
Janvier	137.5	102.5	84.2	94.4	104.4
Février	133.1	109.0	83.3	95.8	105.5
Mars	137.6	109.0	83.3	96.2	106.6
Avril	135.7	110.2	82.8	95.5	106.0
Mai	127.6	110.0	83.6	94.6	104.0
Juin	117.5	109.5	82.5	93.1	101.0
Juillet	109.8	113.3	84.2	91.8	99.7
Août	106.3	113.7	84.2	91.2	98.6
Septembre	102.9	107.2	84.4	90.2	96.2
Octobre	106.6	106.6	84.4	89.9	96.8
Novembre	106.0	99.2	88.2	89.3	95.3
Décembre	102.3	95.8	88.2	89.2	93.7
Indice de l'année	118.6	107.2	84.4	92.6	100.6
1930					
Janvier	104.5	98.2	88.5	86.6	93.6
Février	100.7	97.1	88.3	85.9	92.1
Mars	95.9	102.5	88.7	83.6	91.1
Avril	95.3	99.2	88.7	82.1	89.6
Mai	94.0	99.9	87.5	81.0	88.8
Juin	91.5	93.7	88.3	80.5	86.8
Juillet	96.7	97.7	89.1	80.2	88.8
Août	93.9	96.7	88.6	79.7	87.7
Septembre	78.0	95.6	88.4	78.2	82.8
Octobre	77.3	93.3	88.4	75.4	80.9
Novembre	71.4	95.1	87.4	74.8	79.2
Décembre	72.5	86.4	87.0	75.2	78.0
Indice de l'année	89.3	96.3	88.2	80.3	86.6

MOIS	PRODUITS VÉGÉTAUX	PRODUITS ANIMAUX	PRODUITS MINÉRAUX	PRODUITS INDUSTRIELS	INDICE TOTAL (55 articles) (1)
1931					
Janvier	71.7	82.0	84.9	72.8	75.7
Février	73.5	78.1	82.1	72.5	74.8
Mars	73.3	77.4	80.2	72.6	74.6
Avril	77.6	75.4	77.4	73.9	75.5
Mai	80.5	73.2	77.6	73.0	75.4
Juin	77.8	71.7	77.4	71.7	73.8
Juillet	78.9	74.7	76.0	71.3	79.9
Août	75.7	75.6	75.7	70.8	73.6
Septembre	70.4	70.6	74.2	72.2	71.6
Octobre	71.1	66.1	73.7	69.3	69.5
Novembre	70.9	63.6	73.4	68.7	68.6
Décembre	70.6	58.6	73.4	68.5	67.2
Indice de l'année	74.3	72.2	77.2	71.4	72.9

D'après ce tableau détaillé on constate que de 1927 à 1929, les prix des produits agricoles se tiennent alternativement au-dessus et au-dessous des prix des produits industriels ; à partir de 1929, ils restent à un niveau de plus en plus inférieur. La rapidité avec laquelle les prix agricoles ont baissé par rapport aux prix industriels a été considérable : de février 1930 (100,7) à décembre 1931 (70,6) l'indice des prix agricoles a baissé de 30 points environ, c'est-à-dire pour autant que la baisse de l'indice des prix industriels de 1926 à 1931.

(1) Cet indice est calculé par le Service des Etudes Economiques de la Banque Nationale suivant la méthode de la moyenne géométrique.

Le fléchissement des prix agricoles en Yougoslavie a été causé, comme partout ailleurs, par la dépression des prix internationaux, survenue par suite de l'abondance de la production mondiale. Notre pays était, de 1920 à 1923, très favorisé en ce qui concerne la vente de ses céréales. Il pouvait les vendre favorablement en Tchécoslovaquie, Autriche et Allemagne. Mais dès 1924 un revirement se produit. Les principaux acheteurs des céréales yougoslaves s'efforcent de relever leur production nationale : La Tchécoslovaquie élève sa production de 22 à 50 millions hectares métriques ; l'Autriche de 7 à 85 millions. La Hongrie, notre concurrent principal, de 30 à 45 millions. — Mais, la véritable cause de la dépression doit être recherchée moins dans les petites augmentations d'emblavures de l'Europe danubienne que dans l'accroissement rapide et disproportionné des surfaces cultivées au Canada, en Argentine, aux Etats-Unis, en Australie. Le Canada, l'Argentine, et l'Australie ontensemencé, en 1930, 14 millions d'hectares de froment de plus qu'en 1909, ce qui revient à un accroissement de 110 0/0. L'introduction du « dry-farming » qui permet d'utiliser pour une récolte les précipitations de deux années a permis d'étendre la culture à des régions nouvelles. L'accroissement des rendements du froment par l'emploi de nouvelles sélections est évalué à 25 0/0. La production, en outre, a bénéficié d'une série de bonnes années. Le tracteur a rendu superflu un grand nombre d'animaux de trait, et l'on sème aujourd'hui du froment sur des superficies occupées autrefois par l'avoine ou par des pâturages (1). L'application du machinisme à la culture

(1) La Crise agricole, publication de la S. D. N., 1931, p. 299.

extensive des céréales a apporté un abaissement des frais de production dans certaines régions ; ce résultat n'a pu être obtenu que sur une superficie limitée ; il n'en constitue pas moins pour les intéressés un stimulant qui les engage à étendre les superficies cultivées. Ainsi la production s'est considérablement accrue dans les régions d'Outre-mer. — D'autre part, l'afflux massif des produits soviétiques de bonne qualité, systématiquement offerts à des prix toujours plus bas, orientant le marché par des ventes à termes, a été le coup de grâce qui a transformé la baisse en effondrement.

II. — *Diminution du pouvoir d'achat des produits agricoles*

Les conséquences de la baisse des prix, se manifestent au point de vue économique, par la diminution et même la disparition des bénéfices de l'agriculture et par l'affaiblissement de la capacité de consommation de la population paysanne. Ces constatations ont été faites déjà en 1927 par la Conférence économique de Genève, qui dans son rapport a clairement formulé « qu'il s'est produit une rupture d'équilibre entre les prix des produits agricoles et les prix des produits manufacturés ». Elle a eu pour résultat que les agriculteurs, dans un grand nombre de pays, ne reçoivent plus une rémunération suffisante de leur travail et de leurs capitaux (1).

L'écart que nous avons déjà constaté (2) entre les

(1) Rapport de la Conférence économique de Genève de 1927.

(2) Voir tableau, p. 34 et suiv.

prix agricoles et les prix industriels a eu pour résultat une disproportion des prix entre les objets et services que l'agriculteur doit payer et les produits qu'il faut vendre. Cette disproportion des prix a fait l'objet d'une étude détaillée (1), dans laquelle l'auteur a étudié le rapport des prix des différents articles que l'agriculteur vendait et achetait, avant et après la guerre, c'est-à-dire en 1913 et au mois de juin 1929, dans différentes localités de notre pays. Il a trouvé que les prix des principaux articles de la production agricole, exprimés en or, étaient en juin 1929, à la parité d'avant guerre et que la baisse qu'ont subie les prix des produits agricoles, en automne 1929, a détruit cette parité, de sorte que les prix actuels des produits agricoles se trouvent inférieurs à leur niveau d'avant guerre. En ce qui concerne les produits manufacturés que l'agriculteur achetait, il a trouvé que leur prix, exprimé en or, était beaucoup plus élevé au mois de juin de 1929 qu'avant la guerre. Ainsi, le prix des charrues était au mois de juin à 134 0/0, des voitures à 162 0/0, des vêtements de travail à 331 0/0, du drap de laine à 293 0/0, des bas de laine à 264 0/0, de la chaussure à 327 0/0, etc... par rapport aux prix d'avant guerre. Il en est de même pour les articles qui lui sont nécessaires à sa production.

Ces écarts énormes entre les prix auxquels notre agriculteur vend ses produits et ceux auxquels il achète les produits manufacturés, rendent la rentabilité de notre agriculture extrêmement faible. D'autre part, la production agricole a lieu à des prix qui ne sont plus

(1) S. ПОСЫТИЧ, *Frais de production et rentabilité de la culture du blé, du maïs et de la vigne en 1928*, Courrier du Ministère de l'Agriculture, n° 28, 1929, p. 6 et suiv.

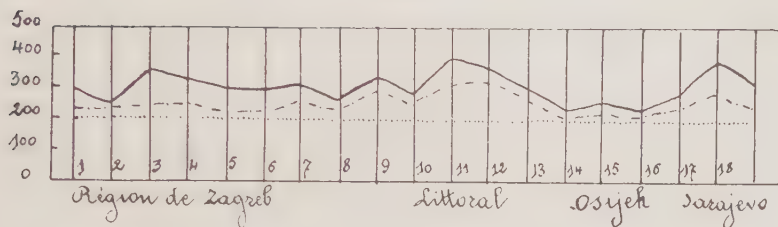
rénumérateurs. Les dépenses relatives à la production sont en majeure partie, engagées par le cultivateur un an, ou même plus, avant qu'il ne puisse vendre ses produits. Le niveau des prix ayant baissé dans l'intervalle, le cultivateur a subi une perte à laquelle il ne s'attendait pas. En outre, comme la baisse des prix s'est poursuivie pendant une longue période, la baisse des frais de production avait tendance à ne suivre que de loin celle des produits. Ce phénomène a eu pour résultat d'augmenter les difficultés que le cultivateur a éprouvé dans la période de baisse des prix, qui a provoqué à son détriment des perturbations dans le rapport normal qui existe entre le prix de revient des produits et leur prix de vente, ce qui a réduit, ou même absorbé complètement, sa marge de bénéfice. On peut même affirmer, qu'actuellement, dans notre pays, les exploitations grandes et petites, travaillent à perte. Dans l'étude précitée sur l'économie agricole, M. Pochtitch a trouvé que les frais moyens de production, aussi bien par hectare que par quintal de blé et de maïs, ont été beaucoup plus élevés que le montant brut des prix obtenus. Ces pertes par quintal de blé ont été de 1 à 132 dinars et par quintal de maïs de 3 à 351 dinars.

Les graphiques ci-contre montrent les fluctuations des frais de production et des prix obtenus pour les deux céréales, au courant de l'année 1928, dans certaines régions de notre pays.

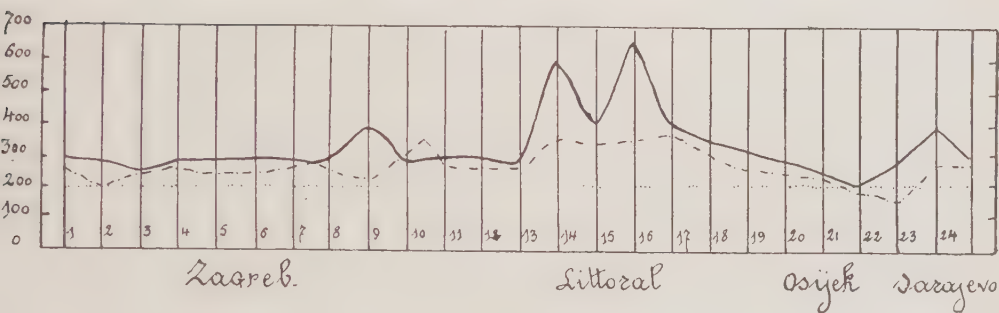
Si le coût de production est trop élevé, c'est la conséquence de l'élévation du coût de presque tous les postes qui le composent : machines, engrais, objets manufacturés divers, frais de construction, etc....., élévation

Frais de Production et prix de vente pour le blé et le maïs en 1928 ⁽¹⁾

Blé



Maïs.



- Frais de Production par Hectare métrique
- - - - Prix de vente
- Prix à la Bourse de Novi.Sad (août 1929)

Graphiques établis par S. Boštitch dans "Le Courrier agricole" du
Ministère de l'Agriculture. N° 28 - 1929 - p. 49

souvent très forte par rapport aux prix d'avant guerre. La plupart de ces articles, tels que machines et instruments agricoles, engrais artificiels et un grand nombre d'articles nécessaires à la culture sont importés de l'étranger et par suite sont accablés de droits de douanes élevés. Leurs charges ont encore plus augmenté par l'introduction en 1925 du nouveau tarif douanier. Poursuivant une politique de protection de l'industrie yougoslave, dont le développement a semblé urgent au point de vue économique et social, le gouvernement a établi des droits très élevés sur l'importation des articles manufacturés, non seulement de luxe, mais même sur des produits indispensables à notre agriculture. Le nouveau tarif a rendu, par conséquent, très onéreux l'achat des articles mentionnés et de ce fait a encore plus élevé le coût de la production.

Les bénéfices de l'agriculture sont encore plus réduits par l'accroissement du fardeau des impôts qui pèsent sur les propriétaires fonciers. Les contributions — impôts nationaux, départementaux et communaux — sont beaucoup plus élevés qu'elles ne l'étaient avant la guerre. Les agriculteurs supportent la charge excessive des impôts qui avaient été établis, pour certaines catégories de cultures d'un bon rendement, à l'époque où les prix étaient élevés et qui absorbent aujourd'hui une part importante du revenu brut. Ainsi les impôts sur certains produits varient entre 15 et 20 0/0 du revenu brut. — Parmi les impôts directs, les octrois occupent la première place. Ils ont chez nous, en général, un caractère fiscal et sont considérés comme très commodes pour l'alimentation des budgets de l'Etat et d'autres corps administratifs. Leur application

facile est d'autant plus dangereuse et néfaste surtout pour les petits producteurs isolés, qui sont obligés de vendre leurs produits, sans trop attendre, et de ce fait ne réussissent pas à mettre cet impôt à la charge des intermédiaires ou consommateurs, mais les assurent eux-mêmes ; il résulte une diminution de leur revenu déjà très éprouvé par la baisse des prix.

L'agriculture est un facteur trop important dans la vie économique yougoslave pour que son malaise ne s'étende pas un peu partout. Sa faible rentabilité a exercé une influence considérable sur le pouvoir d'achat de la classe rurale (1). Comme l'agriculteur est dépourvu de ses bénéfices, il tend à limiter à l'extrême ses propres besoins et les besoins de son exploitation. Il se borne à l'indispensable et cesse d'intensifier la culture de la terre. Il résulte une réduction considérable de son approvisionnement en produits industriels dont les prix sont restés, comme nous l'avons vu, à un niveau très élevé. L'affaiblissement de leur capacité d'achat a porté un grave préjudice à cette branche de l'économie nationale car la plus nombreuse de toutes les catégories de consommateurs s'impose des sévères restrictions. En dépit d'un fléchissement des prix industriels (2) évidemment faible par rapport à celui des prix agricoles, la restriction de la consommation a été telle, que les différentes

(1) La capacité d'achat d'un kilogramme de blé et de maïs a beaucoup baissé depuis la fin de la guerre. Tandis qu'avant la guerre, on recevait pour 2 kg. 1 /2 de maïs, 1 kg. de sel, en 1930, il en fallait 4 kg. Une charrue « Comète » valait avant la guerre 400 kg. de blé tandis que maintenant elle en vaut 680.

(2) 21,2 points depuis 1929. V. tableau p. 35 et 36.

entreprises se sont vues contraintes de réduire et même de suspendre leur activité (1).

L'affaiblissement du pouvoir d'achat des agriculteurs se manifeste également par la diminution de nos importations en 1930 et surtout en 1931. Les importations en 1930 étaient de 6.960 millions de dinars, soit 635 millions de moins qu'en 1929 et en 1931 4.800 millions, c'est-à-dire 2.100 millions de moins qu'en 1930. Une diminution aussi importante dans un pays encore insuffisamment développé est la preuve de l'affaiblissement du pouvoir d'achat des consommateurs, constitués chez nous principalement par les paysans qui représentent environ 80 0/0 de la population entière.

III. — *L'endettement des agriculteurs*

Nombreuses sont les propriétés en Yougoslavie qui ne peuvent satisfaire elles-mêmes leurs besoins et doivent avoir recours au crédit. Les ressources du cultivateur sont peu développées. Dès qu'une récolte ne rémunère pas son travail d'une façon satisfaisante, il lui est difficile de subvenir à l'entretien de sa famille sur les économies péniblement amassées durant les bonnes années. Il est normalement impossible que le paysan fasse, dans ces conditions, marcher son exploitation sans recours au crédit. *A fortiori*, toute amélioration financière, toute transformation d'outillage ne peut s'effectuer sans emprunt.

Une disproportion existe entre la surface cultivée,

(1) *Bulletin trimestriel de la Banque nationale de Yougoslavie*, n° 3, 1930, p. 16.

le système de culture et le nombre de la main-d'œuvre, qui est une charge pour les propriétés agricoles. L'excédent de main-d'œuvre qui, dans les pays à industrie développée et à plus fortes agglomérations urbaines trouve toujours à s'employer, demeure, chez nous, au village et exerce une lourde pression sur les propriétés. Dans certaines régions cet excédent de main-d'œuvre a émigré, le plus souvent hors du pays et c'est ainsi que beaucoup de contrées purent, non seulement conserver la propriété rurale, mais aussi réussir à accumuler du capital (Slovénie, Dalmatie, une partie de la Croatie).

Le recours au crédit dans un pays où une bonne organisation du crédit agricole a fait longtemps défaut, avait nécessairement pour conséquence un endettement considérable et difficile, qui fatalement se terminait par un épuisement matériel du débiteur et une stagnation involontaire de la production agricole.

L'endettement de l'agriculteur yougoslave a ses causes générales et spéciales. Générales, par suite de la faible structure économique du pays, caractérisée par le faible développement des villes et de l'industrie ; l'insuffisance des moyens de transport ; l'absence des marchés organisés surtout pour les produits agricoles, manque chez l'agriculteur de connaissances techniques rationnelles, etc...

Mais ce sont surtout les causes spéciales qui ont particulièrement agi chez nous pendant la période d'après guerre. La grande guerre a non seulement bouleversé la vie économique, mais elle a surtout apporté des changements notables dans la vie du peuple serbe. Les paysans-soldats en contact avec ceux des pays alliés, s'étaient habitués à une meilleure nourriture et à des dépenses

plus grandes. La force physique de la population recherchée pour les nécessités de la guerre était arrivée à un degré plus grand d'estime, de force, et de droit pour l'utilisation et la consommation des biens. Le paysan a presque cessé de jeûner. A l'occasion des invasions et surtout comme réfugiés, nos soldats, pour la plupart paysans, avaient l'occasion de voir des pays plus civilisés, qui ont grandement influé, lors du retour dans leur pays natal, sur le relèvement du niveau de leur vie. Etouffé pendant les longues années de la guerre, l'instinct de la vie, après la guerre, s'est enflammé dans toute sa force et la population enivrée par la victoire, dans l'espoir d'en cueillir tous les fruits, chercha des nouvelles satisfactions et jouissances. Ces circonstances ont donné un grand essor à la mode. La mode a pénétré dans le village et a augmenté les dépenses déjà très grandes des familles paysannes. En effet, tout de suite après la guerre, il fallait restaurer les propriétés endommagées par la guerre : le paysan était obligé de compléter son inventaire, de renouveler son cheptel, de réparer et élever les hangars, de bâtir des nouvelles maisons pour les partages retardés par la guerre, de marier ses enfants et leur procurer une habitation. Le mariage devint difficile par suite d'énormes pertes de jeunes gens tués à la guerre et on fut obligé d'introduire l'habitude de la dot qui n'existait pas auparavant. Malgré toutes ces dépenses, le paysan soutenait toujours ses anciennes habitudes, fêtes de parrain, fêtes de mariages, repas funèbres, etc... au nombre de 120 par an (1).

(1) M. AVRAMOVITCH, *Notre économie paysanne en 1928*, p. 29.

L'endettement provoqué par ces dépenses était facilement supportable, grâce à la conjoncture favorable d'après guerre. Au bout de deux ans, la campagne a tellement renouvelé son économie, que l'agriculteur produisait autant qu'avant la guerre.

Les prix élevés des produits agricoles ont fait que maintenant on considérerait la production agricole comme très avantageuse, et il s'en suivit une forte demande de la terre. Cette acquisition de terres s'effectua dans toutes les régions. Le désir de posséder des terres est un phénomène ordinaire chez les propriétés disposant d'une main-d'œuvre abondante et sous le régime de culture extensive. Les conjonctures favorables ont seulement renforcé cette tendance. Les terres furent achetées souvent même à crédit et à des prix ne correspondant pas à leur rapport, surtout plus tard, quand les prix des produits agricoles commencèrent à baisser. Elle était vendue par ceux qui ont pris de diverses professions en ville, qui se sont enrichis pendant la guerre, ou se sont installés en ville délaissant le village, ou par les héritiers lointains des familles disparues, matériellement et moralement ruinés ainsi que par les spéculateurs et usuriers. La demande de la terre était surtout fortifiée par la crainte de la baisse de la valeur monétaire par suite de l'inflation qui s'est produite après la guerre et qui a duré pendant quelques années. Outre la terre le paysan s'endetta aussi pour acheter du bétail, de meilleurs outils et machines agricoles et, dans une certaine mesure, pour des travaux d'amélioration des terres. On a aussi contracté des dettes à cause des intempéries ou dans les années de mauvaise récolte, pour acheter la nourriture ainsi que pour maintenir

le standard de vie au village qui, dans les périodes de conjonctures meilleures, fut considérablement élevé. De plus, l'accroissement des autres charges fut beaucoup plus rapide que le développement même de l'agriculture.

Comme il n'existait aucune organisation pour le crédit agricole, les coopératives agricoles n'étant pas assez répandues et n'ayant pas de moyens suffisants, et comme d'un autre côté le paysan ne pouvait contracter des emprunts chez le Crédit Foncier (seule institution hypothécaire), il était nécessairement obligé de s'adresser aux banques et créanciers privés, le paysan payait un intérêt plus élevé, variant entre 24 et 40 0/0. Pour les petits emprunts, donnés par les véritables usuriers, l'intérêt allait jusqu'à 80 0/0 et même davantage. Des usuriers habiles profitaient de la situation difficile du paysan et lui faisaient payer suivant l'ancienne pratique, cinquante centimes ou un dinar par mois pour un billet de dix dinars. Pour plus de sûreté certains créanciers pratiquaient des manœuvres en vertu desquelles les paysans s'engageaient en commettant des délits et ainsi tombaient dans des pièges d'où ils ne pouvaient sortir que par la volonté de ses créanciers et au prix de gros sacrifices. Les traites contre-faites étaient une pratique assez courante; par ce moyen le paysan était sous la dépendance complète de son créancier, car celui-ci pouvait, en cas de non paiement, le dénoncer quand bon lui semblait (1).

(1) Notes sténographiques de la Skoupchtina, 1925.

IV-XVII réunion, pp. 251 et 354.

XVIII-XXXVII réunion, pp. 52 et 73.

Toutes ces dettes, en dépit des conditions défavorables auxquelles elles furent contractées, aussi bien au point de vue du taux d'intérêt qu'à celui du délai de remboursement, ont été supportées par notre propriété paysanne tant qu'elle a eu la possibilité d'écouler ses produits à un prix relativement élevé. Les agriculteurs croyaient que les prix élevés des produits agricoles seront maintenus encore longtemps et qu'une bonne récolte pourra rembourser facilement toutes leurs dettes. Il y avait dans ce raisonnement une forte dose d'insouciance, une faible expérience et l'oubli qu'après les prix élevés suit ordinairement une baisse inattendue.

L'excellente conjoncture économique commença déjà à faiblir en été 1925, pour disparaître totalement en 1926. A partir de ce moment les prix des produits agricoles commencent à baisser pour atteindre en 1929 et 1930 un niveau extrêmement bas. La baisse graduelle des prix qu'on a constaté au cours de cette période a eu pour effet de doubler la charge effective des dettes encourues par les agriculteurs. Pour bien faire comprendre comment cette charge réelle de dettes est aggravée par la baisse du niveau des prix, on peut donner les exemples suivants : A supposer qu'en 1924, la vente de 1000 kgs de blé permettait à un agriculteur de régler une dette déterminée ou de verser un certain intérêt fixe, il lui fallait, en 1930, la vente de 2000 kgs de blé de la même qualité pour régler la même dette ou verser le même intérêt fixe. En 1924, la vente de 1000 kgs de blé aurait permis de régler une dette dont la liquidation demandait, en 1930, la vente de 2000 kgs. Evidemment, c'est pousser les choses à l'extrême que de comparer 1930 avec 1924 ; malheureusement, comme

il a été indiqué ci-dessus, cette situation fâcheuse est, en fait, actuellement, celle d'un grand nombre d'agriculteurs ; rares sont les paysans qui, ayant emprunté au cours des années de prospérité, ont pu éviter de graves difficultés financières. En outre, tous ceux qui n'ont pas été en mesure de s'acquitter de leurs dettes en 1924-25, lors du relèvement des prix, se trouvèrent fort compromis à cet égard, par la nouvelle baisse en 1930.

Au surplus, la politique de déflation inaugurée en 1925 a encore plus réduit les chances aux agriculteurs de se libérer de leurs dettes (1). La déflation représentait un accroissement de la pression des dettes et, en général, des charges sur le pays. Et malgré cette nouvelle circonstance, la propriété paysanne, cultivée surtout par les familles elles-mêmes, a supporté cette pression, réduisant tout d'abord son standard de vie, et évitant tout investissement. Mais quand la crise mondiale atteignit aussi notre pays, la situation de la propriété rurale fut considérablement plus difficile.

En ce qui concerne le montant de l'ensemble des dettes paysannes dans notre pays, nous ne possédons pas des renseignements précis. A la suite de difficultés toujours croissantes, le Ministère du Commerce avait ouvert une enquête en 1928 dans le but de fixer autant que possible, le montant de l'endettement des agriculteurs. L'enquête a fixé des résultats pour 31 contrées,

(1) Le cours du franc suisse à la Bourse de Belgrade, pour la période 1919-1928 était le suivant (en dinars) :

1919 : 3,08 ; 1920 : 5,23 ; 1921 : 8,08 ; 1922 : 14,21 ; 1923 : 17,15 ; 1924 : 14,15 ; 1925 : 11,38 ; 1926 : 10,95 ; 1927 : 10,25 ; 1928 : 10,95.

ВУРЧНО. — *La Banque agricole de Yougoslavie.*

332 circonscriptions et 4.390 communes, comprenant en tout 10.995.998 habitants dont 410.476 sont débiteurs. L'ensemble des dettes s'élève à 2.665.660.657 dinars. Or, depuis cette époque jusqu'à la fondation de la Banque Agricole, deux années se sont écoulées, très défavorables pour notre agriculture. Nous pouvons donc élever cette somme à trois milliards et demi sans exagération, car les données suivantes montreront que ces chiffres, quoique basés sur des renseignements qui n'ont pas été statistiquement contrôlés, ne sont pas arbitraires.

Parmi les institutions de crédit public qui se sont occupées des prêts directs aux agriculteurs, on peut prendre en considération la Banque Hypothécaire de l'Etat. Cet établissement était primitivement destiné à devenir une institution de crédit agricole, et s'est au cours de son évolution, transformé en une institution de crédit éminemment urbain. Elle a placé, jusqu'à la fondation de la Banque Agraire, environ deux milliards de dinars dans des affaires hypothécaires et sur cette somme il ne revient au crédit hypothécaire agricole qu'une fraction de 10 0/0, c'est-à-dire environ deux cents millions de dinars. En ce qui concerne les autres institutions de crédit d'un caractère public, telles que Caisses d'Epargne communales, cantonales et régionales, qui disposent de deux milliards de dinars en tout, nous pouvons admettre qu'elles n'ont pas placé dans l'agriculture plus de 100 millions de dinars, car ces institutions ne s'occupent que très peu du crédit agricole.

Les coopératives agricoles sont le facteur le plus important en matière de crédit agricole. La part de ces

coopératives est évaluée à une somme approximative d'un milliard et demi de dinars. Cette évaluation est très plausible, car il est certain que la totalité des capitaux dont disposent les dites coopératives, se trouve entre les mains des agriculteurs, qui sont la seule classe à laquelle il a été permis de bénéficier de cette forme de crédit.

L'évaluation est plus difficile quand il s'agit de déterminer la participation des banques privées et des différentes sociétés anonymes s'occupant du crédit agricole. A la fin de l'année 1929 ces institutions avaient placé environ 14 milliards et demi de dinars. On peut négliger les sommes désignées par les rubriques « débiteurs d'après les comptes courants » et « affaires de consortium » (neuf milliards de dinars), car dans cette sorte d'affaires, la part des agriculteurs et d'une importance minime. Il ne reste donc que cinq milliards et demi de dinars pouvant être pris en considération pour le crédit agricole. Pour cette catégorie d'emprunts, les seules banques qui entrent en ligne de compte sont celles qui possèdent un réseau développé de succursales et les banques locales, car ce sont les seules qui puissent entretenir des relations étroites avec le village. Nous estimons donc que, de cette somme de cinq milliards et demi, 20 0/0 seulement sont placés dans l'agriculture, c'est-à-dire un milliard en tout.

Dans certaines parties du Royaume où l'organisation du crédit est peu développée (Bosnie, Monténégro, une partie de la Serbie) on ne doit pas chiffrer trop haut la part qui revient aux individus et aux commerçants, qui satisfont à des besoins du crédit de consommation, et à court terme ; cette forme de crédit se trouve

également, mais d'une façon sporadique, dans les autres régions de notre pays. Pour les chiffres donnés plus haut, la participation de ces créanciers n'est pas considérable, mais elle peut être évaluée à deux cents millions de dinars.

Si tous ces chiffres sont approximativement exacts, il s'ensuit que l'agriculture aurait bénéficié, sous toutes les formes de crédit, d'un total d'environ 3.800.000.000 de dinars, c'est-à-dire d'une somme un peu plus grande que l'on pouvait s'y attendre d'après les résultats de l'enquête de l'année 1928 et d'après les circonstances changées après cette enquête.

Cependant, même en présence de cette somme, on ne peut point parler d'un endettement excessif du paysan, car, en regard des 12 millions d'hectares de terre labourée, la somme de 3.800.000.000 ne représente qu'une charge de 300 à 325 dinars par hectare, soit 10 0/0 de la valeur du sol. Ce qui constitue le vrai problème, ce n'est guère le chiffre des capitaux dus, mais les conditions de paiement ; c'est-à-dire le taux de l'intérêt, dans la forme des dettes et les moyens de liquider celles-ci.

IV. — *Difficulté d'écoulement*

L'aggravation de la crise agricole actuelle en Yougoslavie est également déterminée par l'état de son commerce des céréales et des autres produits de la terre, dont l'organisation n'est nullement à la hauteur de l'importance des transactions effectuées. Les marchés sont complètement inorganisés, tant pour le commerce international que pour les ventes domestiques. En

général, les transactions se font selon des systèmes primitifs et ne sont dominées par aucune règle réfléchie.

Le désordre a lieu surtout à l'occasion de la fixation des prix : les prix locaux que les agriculteurs obtiennent sont en général beaucoup plus bas que les prix cotés à la bourse ; ils varient de place en place entre 20 et 30 dinars (1) par hectare métrique. Cette disparité est encore plus grande pour les transactions internationales (2). — Ces variétés des prix s'expliquent par la situation économique des agriculteurs qui sont souvent forcés de vendre leurs produits à des intermédiaires et d'obtenir un prix inférieur à celui qui leur serait dû, en tenant compte du prix payé par les consommateurs. Ils s'expliquent également par des causes techniques : absence d'entrepôts, transports difficiles, éloignement des stations d'embarcations et autres difficultés. Pour pallier à ces inconvénients on a essayé des nombreuses solutions possibles : création des sociétés locales pour les éleveurs, construction des entrepôts et magasins publics (3), organisation de l'achat pour les maisons étrangères, etc... On a pensé également à standardiser la production des céréales, c'est-à-dire à limiter leurs qualités nombreuses à un nombre restreint, de partager la terre en rayons et d'adapter les cultures à ceux-ci. Ces mesures ont fait l'objet de nombreuses conférences, congrès et enquêtes professionnelles. Le problème est complexe. La solu-

(1) D. YOVANOVITCH, *Politique agraire*, 1930, p. 167.

(2) Par exemple, le 20 août 1929, le froment était coté à la Bourse de Noir-Sad 205-208 dinars ; à Budapest, 228 ; à Bratislava, 238 ; à Vienne, 267 ; à Chicago, 274. Le même jour, en Serbie, les paysans vendaient le froment à 140-150 dinars par hectare.

(3) Loi du 23 août 1930.

tion est possible, mais non facile. Système d'élévateurs, standardisation, crédit agricole, ce sont là des questions interdépendantes, dont la solution consiste la base indispensable pour réduire les prix de revient qui, en Yougoslavie sont relativement très élevés, précisément par suite d'une application insuffisante des principes de la technique moderne dans l'organisation commerciale.

Parmi les causes qui mettent obstacle au libre écoulement de nos produits agricoles, nous citerons également la politique protectionniste, pratiquée par les pays importateurs. — Avant la guerre, et même dans les premières années qui ont suivi l'armistice, les exportations avaient été favorisées par l'écart entre le prix de revient et le prix qu'il était possible d'obtenir sur les marchés mondiaux de consommation. Cette situation s'est modifiée très rapidement. Aujourd'hui domine le principe que chaque nation doit se suffire à elle-même, et les efforts de chaque pays tendent à se libérer de l'importation des produits étrangers. Le résultat de cette politique est un protectionnisme exaspéré, que la plupart des Etats ont adopté comme base de leur vie économique.

Les relations commerciales avec les principaux pays importateurs ne permettent pas d'améliorer la situation de l'agriculture yougoslave et d'alléger ses maux, dus aux facteurs précités. Elles sont souvent entravées par un système de protectionnisme indirect, se manifestant sous les formes les plus variées, comme la limitation de la mouture des céréales, l'application des marques d'origine et autres, ou encore par des discriminations et restrictions déguisées sous la forme d'application arbitraire de mesures vétérinaires. Leur stabilité

est parfois compromise du fait de l'application, par certains Etats, du système des droits de douane mobiles. On sait qu'à l'encontre des sages conseils de la Conférence économique de 1927, la plupart des pays industriels déficitaires en produits agricoles n'ont cessé de renforcer le protectionnisme agricole déjà excessif et se sont obstinés à suivre cette politique qu'on peut appeler politique des « tarifs de combat ou de défense ». Tout cela a contribué à la limitation des marchés et a apporté des nouvelles entraves au libre écoulement des produits agricoles yougoslaves.

Afin d'améliorer le système de vente des produits agricoles, le gouvernement a institué, par la loi du 15 avril 1930, une *Société anonyme privilégiée pour l'exportation des produits agricoles*. Avant la fondation de cette société, l'organisation du commerce des produits agricoles avec l'étranger, en Yougoslavie, était peu développée. L'agriculteur, pauvre en capitaux, était souvent obligé de vendre ses produits immédiatement après la récolte, quand les prix sont beaucoup plus bas que les mois suivants. Comme les maisons nationales d'exportation et les organisations agricoles ne disposaient pas de moyens financiers suffisants, et comme d'autre part, les entrepôts (silos) faisaient défaut dans le pays, il n'était pas possible d'assurer l'exportation de tous les excédents des récoltes. En général, les maisons étrangères disposant de moyens financiers supérieurs, tiraient parti de cette situation, et il arrivait souvent que le pays ne pouvait pas exporter tous les excédents de récoltes, et qu'il ne bénéficiait que rarement des prix du marché international.

La Société a été fondée avec un capital de 30 mil-

lions de dinars, répartis en 30.000 actions de mille dinars chacune, dont la moitié a été versée immédiatement. Ce capital a été souscrit en partie par l'Etat et en partie par les coopératives agricoles et par les maisons d'exportation. En outre, dès les premiers jours de son existence, la Société a obtenu un crédit de 150 millions de dinars que lui a accordé la Banque Agricole et un autre de 50 millions accordé par la Banque Nationale. En vue de l'organisation de cette Société, le Ministre des Finances a mis à la disposition du Ministre du Commerce et de l'Industrie, au cours de l'année budgétaire 1930/31, un crédit extraordinaire de 50 millions de dinars. — De cette façon, la structure financière permet à la Société de déployer une vaste activité pour le placement, en temps opportun et aux conditions les plus avantageuses, sur le marché extérieur, de l'excédent de la production en assurant en même temps le meilleur prix aux agriculteurs.

L'art. 9 du Statut fixe comme suit les buts de la Société : 1° elle devra s'occuper du placement direct des produits agricoles dans le pays importateur et de leur vente aux meilleurs prix et aux conditions les plus favorables ; ce placement sera effectué principalement sur commission des commettants de la Société (coopératives agricoles, associations agricoles, maisons d'exportation, exportateurs, etc.....) ; 2° dans des cas spéciaux et si les intérêts du pays l'exigent (par exemple, pour soutenir les prix), la Société peut faire les achats pour son propre compte et, elle peut accorder des crédits sur la marchandise ou intervenir auprès des tiers pour obtenir ces crédits ; 3° elle participe à la construction des silos des magasins généraux et des dépôts ;

4^o elle encourage la sélection et la standardisation de la production agricole ; 5^o elle pourvoit au transport des produits agricoles (assurance, expédition, transbordement), etc.

Dans l'exécution de ce programme, la Société doit plutôt combler les insuffisances existant dans le commerce extérieur, en ne s'occupant que des grosses exportations et en laissant aux exportateurs du pays le soin de pourvoir directement à l'exportation des quantités moindres dans les pays voisins. Elle peut également effectuer, pour leur compte, la vente sur commission, dans les pays voisins avec lesquels les exportateurs n'ont pas de relations directes.

En ce qui concerne les coopératives agricoles, elles peuvent confier en dépôt où à la commission, leurs principaux produits agricoles à la Société afin que celle-ci en effectue la vente sur les marchés étrangers de façon que l'agriculteur, membre de la coopérative, ait la certitude d'obtenir les prix du marché international pour ses produits. On assure, ainsi, une étroite collaboration entre les principaux organismes économiques du pays en excluant toute possibilité de concurrence préjudiciable.

Les tâches suivantes peuvent aussi rentrer dans la compétence de la Société : 1) l'étude des marchés anciens ou nouveaux par la recherche de plus grandes possibilités de vente ; 2) l'élimination de l'intermédiaire spéculateur, grâce à la liaison plus étroite entre producteur et consommateur ; 3) la collaboration avec le Gouvernement par des conseils techniques dans la conclusion des traités de commerce ; 4) le soin de demander au Gouvernement la réduction des tarifs de transport et des charges fiscales.

On a voulu par cette Société, centraliser les efforts et coordonner l'activité des exportateurs et des coopératives agricoles pour éviter la concurrence mutuelle dans la vente des produits agricoles et surtout pour émanciper l'exportation d'un nombre excessif d'intermédiaires, aussi bien indigènes qu'étrangers, afin que les prix, auxquels les producteurs vendent leurs produits, soient rapprochés, autant que possible, du véritable prix international.

Ne s'occupant au début que des principales céréales (froment et maïs) en raison de leur importance spéciale dans l'économie du pays, la Société avait commencé son œuvre dans une situation extrêmement difficile, car elle avait à surmonter d'innombrables obstacles pour pouvoir exécuter, tout au moins, une partie de son vaste programme, le maintien des prix.

La baisse continue des prix des céréales sur le marché mondial, la concurrence des pays d'outre-mer et de l'U. R. S. S., rendaient les ports de l'Europe Occidentale presque inaccessibles au froment yougoslave. Sur les marchés de l'Europe Centrale, les prix étaient plus favorables, mais la capacité d'acquisition limitée.

Pour sortir de cette situation, la Société avait demandé au Gouvernement l'autorisation d'acheter les quantités de froment, offertes par les agriculteurs yougoslaves, à des prix correspondants à ceux de l'Europe Orientale, c'est-à-dire supérieurs à ceux de l'Europe Occidentale, sous réserve qu'en cas de baisse des prix, elle aurait le droit de le vendre à un prix inférieur au prix d'achat. Le Gouvernement avait accepté cette proposition et, par une loi du 27 juin 1930, la Société obtint le droit exclusif d'exportation du froment. En

vertu de cette loi la Société fixa un prix minimum de 160 dinars par quintal qui est garanti aux producteurs, bien que, d'après les prix sur le marché mondial, elle ne peut réaliser des prix supérieurs à 70-80 dinars. La différence entre le prix qu'elle paye au producteur et le prix auquel elle effectue les exportations devait être supporté par l'Etat. Il est certain que l'Etat, par suite de la baisse continuelle des prix sur le marché mondial, risquait de s'engager par cette mesure, dans des pertes considérables, qui finalement seraient supportées par les contribuables, en occurrence les paysans. — On procéda alors, à une mesure plus ingénieuse. Par une loi du 5 septembre 1930, le commerce intérieur du froment, fut placé sous le contrôle de l'Etat. D'après cette loi, la Société d'exportation est seule autorisée à pratiquer le commerce du froment, et toutes les entreprises de meunerie sont tenues de s'en approvisionner auprès de cette Société, à un prix d'une centaine de dinars par quintal (1), supérieur aux prix auxquels la Société achète le blé aux producteurs. Une telle différence dans les prix devra servir de couverture, pour une partie du déficit qui se produirait par les ventes extérieures dont les prix, comme nous l'avons dit, sont inférieurs aux prix intérieurs légalement fixés.

Devant la difficulté d'écouler leurs produits agricoles, particulièrement les céréales, et devant la baisse continuelle des prix, les pays agricoles de l'Est Européen se sont vus obligés de se rapprocher les uns des autres

(1) Le prix de vente fixé par la loi pour la qualité type (Tissa I) va graduellement de 240 dinars le quintal pour les ventes en septembre à 270 dinars pour les ventes en décembre ; les prix des autres qualités sont réglés d'après ceux de la qualité type.

et de chercher dans une action commune un remède à la situation. Telle fut l'origine des conférences tenues en 1930 et 1931 à Bucarest, Sinaïa, Varsovie, Belgrade, et Sofia. Après avoir étudié avec soin leur situation agricole et notamment les conditions de vente de leurs produits agricoles, les participants à ces conférences, par essence exportateurs des produits agricoles (Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Yougoslavie), sont arrivés à la conclusion que le remède le plus sûr pour améliorer la situation économique des agriculteurs consistait dans le relèvement des prix agricoles. Cette question fut même soulevée aux séances de la Société des Nations. Etant donné que l'Europe consomme beaucoup plus de blé qu'elle n'en produit, et qu'elle est pour cela obligée d'en importer de grandes quantités des pays d'outre-mer, les pays agricoles de l'Europe Orientale, participant aux conférences ci-dessus mentionnées, ont présenté à l'occasion de l'Assemblée de la Société des Nations de 1930 et à la deuxième Conférence en vue d'une action économique concertée, selon lesquelles les Etats industriels de l'Europe devraient consentir certains privilèges à leurs produits agricoles sous forme de droits préférentiels qui ne seraient pas applicables aux céréales des pays d'outre-mer. Tout d'abord, les Etats industriels ne voulurent rien entendre à ce sujet et ce n'est que plus tard, lorsque la situation des pays agricoles s'aggrava, que la Société des Nations permit la conclusion de conventions commerciales préférentielles et l'abandon de la clause de la nation la plus favorisée.

Jusqu'à présent, la Yougoslavie a conclu des conventions préférentielles avec trois Etats : la France, la

Tchécoslovaquie et l'Autriche. A titre d'exemple nous exposerons la convention préférentielle avec la France signée le 7 novembre 1931. Conformément à cette convention, la Yougoslavie jouit du tarif préférentiel sur 1/10 de l'importation française totale de blé. Cela veut dire que si la France importe 100.000 wagons de blé, nous pourrons y importer au taux préférentiel 10.000 wagons.

Le tarif préférentiel s'élève à 30 0/0 des droits d'entrée français. L'on sait que la France applique à l'importation du blé une échelle de douane mobile. Cette échelle permet d'assurer au marché intérieur français un prix fixe pour le blé. Si le prix du blé sur le marché mondial baisse, les droits d'entrée sont relevés et inversement. Sur ces droits de douane mobiles, notre pays bénéficie d'une réduction de 30 0/0 quelque soit leur montant.

En France, le droit d'entrée actuel sur le blé est de 80 francs par quintal. Comme la Yougoslavie bénéficie d'une réduction de 30 0/0 elle paye 24 francs, soit 53 dinars de moins. Sur 1.000 wagons, cela représente 5,3 millions de dinars, et sur 10.000, 53 millions. — La réduction de 30 0/0 sur les droits d'entrée est valable pour une quantité représentant les 10 0/0 de l'importation totale de blé pendant la campagne 1931-32. Cette importation étant prévue à 150.000 wagons, notre pays pourra donc importer en France 15.000 wagons en bénéficiant du tarif préférentiel, c'est-à-dire qu'il obtiendra de ce contingent environ 80 millions de dinars.

La convention que la Yougoslavie vient de conclure avec la France lui permet d'obtenir à l'importation de 10.000 wagons de blé environ 80 millions de dinars de

plus que ce que l'on obtiendrait sans ce tarif préférentiel. Dans le cas contraire, notre pays aurait obtenu pour le blé exporté en France seulement le prix du marché mondial, moins les frais de transport. En d'autres termes, par suite de la convention préférentielle avec la France, le déficit de la Société Privilegiée pour l'Exportation sera de 80 millions de dinars inférieur à ce qu'il aurait été si la Yougoslavie avait vendu cette quantité au prix régnant sur le marché mondial.

CHAPITRE III

Les anciens facteurs du Crédit agricole

L'origine des institutions du crédit agricole chez nous remonte à l'époque qui précédait l'union nationale, lorsque les différentes régions, à l'exception de la Serbie, se trouvaient sous la domination étrangère. Cette époque se place dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, après la suppression du régime féodal et la formation des propriétés paysannes indépendantes. La nécessité d'organiser le crédit agricole était d'autant plus urgente, car à cette époque s'est opérée la transition de l'économie naturelle en économie capitaliste qui a tant bouleversé notre agriculture.

Les différentes provinces qui composent actuellement notre Etat, n'ont pas été, dans le passé, toutes très heureuses en ce qui concerne l'organisation du crédit agricole. L'absence d'une organisation législative quelconque a longtemps duré dans les provinces qui faisaient partie de l'ancienne monarchie austro-hongroise, tandis qu'en Serbie, de bonne heure, certaines mesures ont été prises pour procurer aux paysans des crédits dans le but de soutenir leur propriété. Déjà à partir de 1836 Knez Miloche a publié une série de lois (loi de 1836 sur les biens de famille insaisissables ; 1836 sur les greniers agricoles ; 1837 sur la limitation du taux de l'intérêt ; 1838 sur l'administration des fonds pupillaires ;

1839 sur la caisse publique) en vertu desquelles sont instituées les premières bases d'un crédit public, créé spécialement pour éviter les dangers de l'usure et la sauvegarde de la propriété paysanne. Quoique les fondements de ces lois ont été insuffisants pour empêcher le paysan de s'endetter chez l'usurier, néanmoins elles étaient d'une grande importance et montrent que le législateur avait un esprit prévoyant à une époque où la production était encore à un degré très primitif.

La première institution véritable de crédit agricole en Serbie, fut le crédit foncier appelé Direction des fonds « Ouprava Fondova », fondée par la loi du 12 août 1862. La direction avait à gérer tous les fonds publics ainsi que les fonds pupillaires et les sommes consignées qui étaient auparavant administrés par les tribunaux. Son but était de distribuer aux agriculteurs, sous forme de prêts hypothécaires à long terme, les fonds et capitaux ainsi recueillis et d'aider par ses crédits, en premier lieu, la population des régions qui avaient à souffrir des intempéries, des années de disette, des épidémies parmi le bétail et autres fléaux (1). Mais dès le début de son fonctionnement, la Direction des Fonds était condamnée à rester étrangère aux paysans. En effet, 1^o elle n'avait pas de succursales à l'intérieur du pays ; 2^o elle ne pouvait exercer un contrôle sévère sur l'emploi des crédits accordés. Pour remédier à ces défauts (inconvenients) on avait créé des caisses d'épargne départementales (1871) qui devaient servir d'intermédiaires afin de rendre la Direction plus accessible aux paysans.

(1) Protocoles de la Skoupchtina, 1864. Séance V, rapport du ministre des Finances.

Ces institutions restèrent inefficaces. La Direction des Fonds n'a jamais accordé à l'agriculture plus de 1/7 de ses crédits et même la plupart étaient distribués aux gros propriétaires sans parler de nombreux abus qui ont été pratiqués à l'occasion de leur distribution.

Afin d'éviter dans une certaine mesure l'appauvrissement de la classe paysanne, le législateur a eu recours à des mesures directes, en mettant obstacle à la capacité d'endettement du paysan. Dans ce but il a introduit dans le Code du commerce de 1860 une disposition suivant laquelle le paysan est incapable de s'endetter par voie de lettre de change. D'autre part, dans le code de procédure civile de 1865, l'ancienne institution du bien de famille insaisissable a été rendue équivalente à deux journées de terre (Par. 471). On arriva à l'idée que cette disposition du code pouvait très bien servir à protéger les paysans de l'usure et en 1873 on compléta le Par. 471 en énumérant ce qui doit être considéré comme minimum insaisissable des biens paysans (1).

La question du minimum insaisissable a soulevé de nombreuses critiques surtout de la part des représentants du mouvement coopératiste, qui lui reprochaient d'avoir éloigné le paysan serbe du marché monétaire solide et l'a laissé à la merci des usuriers provinciaux. Les paysans consentirent à toutes les opérations illégales et pratiques immorales, pour éviter la disposition du minimum insaisissable (2). Par ces faits, les dangers de l'usure devenaient encore plus grands. La situation

(1) Protocoles de la Skoupchtina, 1904, Séance V, rapport du ministre des Finances.

(2) M. NEDELJKOVITCH, *La protection de la petite propriété*, Belgrade 1907, p. 35 et suivantes.

difficile de l'agriculteur serbe a été encore plus aggravée par les récoltes exceptionnellement défectueuses et par la crise financière qui à cette époque régnait dans l'Europe Occidentale.

A partir de 1869 on commence à fonder quelques établissements monétaires privés, qui étaient tous organisés d'après le système des caisses d'épargne Schulze-Délitch et étaient avant tout destinés à l'entr'aide mutuelle et l'épargne de ses membres, pour se transformer plus tard en banques capitalistes ordinaires (1). Tout cela n'a pas amélioré les conditions du crédit agricole. Même la loi de 1883 sur la fondation de la Banque Nationale ainsi que ses modifications postérieures, n'ont rien prévu pour l'agriculture.

Les établissements monétaires évitaient, à cette époque, de donner des emprunts aux paysans pour les raisons suivantes :

1^o La terre n'avait aucune organisation cadastrale ni des registres de propriété, de telle sorte que la propriété paysanne offrait une garantie insuffisante et moindre que les propriétés urbaines.

2^o A cause du minimum insaisissable. La Serbie étant un pays où dominait la petite propriété, la moitié

(1) Les établissements monétaires, à partir de 1884, jusqu'à la guerre, se sont ainsi développés :

Année	Etablissements	Capital en millions de dinars
1884	7	3,2
1889	37	7,6
1900	80	16,6
1906	118	23,9
1910	101	39,4
1912	187	51,2

des agriculteurs ne pouvait profiter des emprunts hypothécaires.

3° La procédure de remboursement des dettes paysannes était beaucoup plus lente, plus onéreuse et plus incertaine car les autorités villageoises étaient faibles et incertaines dans l'exécution de leurs fonctions.

4° L'agriculture offrait très peu de rentabilité pour un bon placement, excepté certaines exploitations situées à proximité des villes, ou bien à l'occasion d'une année prospère qui permettait un bon contrat. En général, le paysan n'avait pas assez de revenu pour amortir sa dette.

5° Enfin, le paysan n'avait pas le droit de se servir de la traite, en vertu des articles 77 & 78 du code de commerce. Comme les banques accordaient des emprunts uniquement sur traite, système de crédit très répandu en Serbie, qui permet un moyen de crédit sûr, une capitalisation facile et un remboursement rapide, ils évitaient, justement pour ces raisons, les transactions avec les paysans.

Ainsi, jusqu'à la fin du siècle dernier, les banques s'étaient limitées dans leurs opérations, aux commerçants, fonctionnaires, artisans et rares industriels. La Serbie avait, en 1912, 187 établissements monétaires dont aucun ne s'occupait du crédit hypothécaire pour les paysans. Pour les raisons que nous venons de voir, pendant longtemps, aucune banque hypothécaire privée ne fut fondée en vue de cette sorte de crédit.

La possibilité de faire payer des intérêts excessifs et au delà des limites de la loi, encourageait la création de petits établissements monétaires qui étaient toujours disposés à créditer la petite et incertaine clientèle.

C'est de là qu'est née cette habitude de fonder un grand nombre de petits établissements qui vers 1912 ont commencé à se multiplier même dans les villages, par les paysans plus aisés. Une évolution régulière, au point de vue du crédit, demande la concentration des capitaux et la fusion des banques en vue d'une action plus concentrée, pour éviter la concurrence dans l'intérêt de l'économie nationale.

Avec la fondation des coopératives agricoles de crédit (1894), l'organisation du crédit agricole s'est dans une certaine mesure améliorée. Les premières coopératives étaient instituées exclusivement sur les principes des coopératives Raiffeisen, et quoique créées spécialement pour le crédit, elles s'occupaient également de l'approvisionnement et de la vente des produits. Les autres coopératives, créées plus tard, adoptaient la forme qui répondait le mieux à leur champ d'action. — Elles avaient toutes un même problème à résoudre, à savoir, comment se procurer les moyens financiers nécessaires au fonctionnement de leur institution.

L'épargne au début était très peu développée et malgré leur institution obligatoire, le paysan s'habituaît difficilement à cette pratique. Quelques subventions furent accordées en 1897 et 1900. La loi de 1898 a réglé leur situation juridique et à partir de ce moment leur développement est plus grand.

En 1914, les coopératives de crédit étaient au nombre de 787 sur 1515 coopératives agricoles existantes. Actuellement, l'Union Générale des Sociétés Coopératives Agricoles Serbes à laquelle ont adhéré un grand nombre des coopératives de toutes les régions du pays,

compte 2219 coopératives agricoles dont 1187 de crédit.

Tout comme les établissements de crédit, les coopératives de crédit ont, en partie, refoulé les usuriers et travaillé à la satisfaction des besoins en crédit de la population rurale. Le mouvement coopératif a poursuivi cette action avec plus ou moins de succès, ce qui a dépendu de l'activité des coopératives locales elles-mêmes. Mais, il n'a pu réaliser les espoirs qu'on avait placés en lui. Tirant sa puissance financière des propriétés rurales, pour lesquelles nous avons vu qu'elles sont de très faibles accumulateurs de capitaux, bénéficiant d'un autre côté, des avances *minimes* que l'Etat lui a accordé, le mouvement coopératif n'a pu développer sa puissance financière, même pour pouvoir couvrir les besoins en crédit de ses membres, bien qu'il reste en dehors des coopératives un très grand nombre de propriétés.

* * *

La situation n'était pas meilleure dans les autres provinces yougoslaves, qui étaient sous la domination Austro-hongroise et qui forment actuellement notre pays. Le libéralisme pratiqué après 1848 a produit la séparation des communautés familiales, la division de la propriété paysanne, l'appauvrissement et l'émigration d'un grand nombre des agriculteurs. — En raison de la proximité des marchés, l'économie capitaliste, surtout dans les provinces du Nord, se répandait rapidement ; nous assistons ici à la même évolution que celle qui s'est produite en Serbie, seulement d'une allure plus accélérée.

Les conditions du crédit agricole, étaient dans ces

provinces plus avantageuses ; l'endettement hypothécaire sur la propriété paysanne était libre, sans entraves, puisque l'institution du minimum insaisissable en vigueur en Serbie était ici inconnue. Mais la situation des paysans était également difficile. L'usure par suite d'aucun contrôle, prenait des dimensions considérables ; les autorités haustro-hongroises montraient un désintéressement total à l'égard des paysans, surtout ceux de race slave. — Pour secourir la classe paysanne, certaines banques nationalistes, surtout la Banque Serbe et la Banque Agricole de Zagreb, ont essayé de créditer les paysans, mais leurs efforts restèrent sans succès, par suite des moyens financiers insuffisants. En 1896, les autorités hongroises créèrent, dans un but de propagande, les associations de prêts, sortes de coopératives ; l'activité de ces associations était sous le contrôle de la Caisse Centrale de Budapest, qui leur accordait de grosses subventions.

Comme réaction à cet état de chose, fut la naissance de plusieurs mouvements coopératifs en CROATIE, SLAVONIE, VOÏVODINE, et SLOVÉNIE. Ils avaient tous un trait commun, une tendance politico-économique, de sauvegarder leurs race et nationalité, de sauver les agriculteurs de l'emprise des usuriers, de leur apprendre à pratiquer l'épargne et une meilleure culture de la terre. Les coopératives eurent un succès considérable en Slovénie où, à partir de 1881, elles ne cessent de se développer. Aujourd'hui en Slovénie, elles sont tellement nombreuses que presque chaque branche de l'activité économique fait partie d'une fédération coopérative. Les paysans slovènes bénéficient actuellement d'un crédit de 6,7 et 8 0/0 dont l'abondance est telle qu'ils

sont obligés de le donner aux banques privées. — Dans les autres régions, le mouvement coopératiste a eu un succès plus faible, mais malgré les difficultés considérables qu'il avait à surmonter, il s'est maintenu et même dans certaines régions a réalisé des résultats assez satisfaisants.

La guerre mondiale a complètement ruiné le crédit en Serbie ainsi que les sociétés coopératives, qui à peine commençaient à prospérer. Pendant les années d'occupation ennemie, les banques serbes étaient fermées ; après la libération, elles commencèrent à fonctionner avec des moyens très réduits et dont la valeur était encore plus affaiblie par suite de la nationalisation de la couronne autrichienne très dépréciée qui se trouvait en circulation sur le territoire yougoslave. — L'échange de la couronne autrichienne fixé dans la proportion de 4 : 1 était visiblement désavantageuse pour le dinar et ce furent les anciennes provinces serbes qui en souffrirent le plus. Cette mesure était surtout néfaste pour les fonds publics et privés, fondations et dépôts en banques et coopératives agricoles. Le secours de 2,7 millions que l'Etat donnait avant la guerre aux coopératives, signifiait beaucoup, mais par suite de la nationalisation de la couronne, ce secours était minime, sans compter que les coopératives avaient subi pendant la guerre des pertes énormes en marchandises et inventaires emportés par l'ennemi.

L'entrée dans les coopératives des éléments politiques n'était pas restée sans préjudice pour les coopératives. Avant la guerre, la coopération s'était bien gardée d'entrer dans les luttes politiques. Après la guerre,

M. Avramovitch, le fondateur et le pionnier de la coopération en Serbie, commet cette faute, en compagnie de certaines personnes, amies du mouvement, de fonder en 1919 le parti agrarien politique. Ce parti avait un succès politique assez faible mais avait assez bien envahi la coopération de telle sorte que les partis gouvernants radicaux et démocrates, prirent une position hostile à l'égard des coopératives et cherchèrent, toutes les fois qu'il était question du crédit agricole, à affermir leur position parmi les paysans. De ce fait, le mouvement coopératif serbe, perdit le rôle primordial qu'il devait jouer dans l'organisation des coopératives yougoslaves, tellement dispersées, et porta dommage à lui-même, en permettant des luttes au sein même de l'Union Fédérale.

D'autre part, la désharmonie dans le développement du mouvement coopératif dans les autres régions de notre pays, l'isolement de leurs organisations ainsi que certains phénomènes qui, dans bien des cas, ébranlèrent la solidité intérieure et l'autorité morale de ce mouvement, l'ont rendu inapte à devenir l'organe exclusif du crédit agricole.

Cependant, le problème du crédit agricole devenait une question très urgente, qu'il fallait absolument résoudre, car l'agriculture durement éprouvée par la guerre, avait besoin pour son relèvement des capitaux importants à bon marché. Les conjonctures favorables au lendemain de la guerre ont nécessité une organisation solide du crédit agricole, car les capitaux empruntés chez les particuliers et les banques privées risquaient de devenir plus tard une charge très lourde pour les paysans. L'intervention de l'Etat était plus que jamais néces-

saire. Certains essais timides ont été tentés. La loi additionnelle de 1920 sur la Banque Nationale a permis à celle-ci d'accorder des emprunts sur gage des obligations émises par les Fédérations des coopératives agricoles ; le montant de ces avances a été insignifiant. La réforme agraire de 1920 a prévu la création des *associations agraires*, sortes des corps autonomes bénéficiant d'une subvention de l'Etat ; ces institutions ne furent fondées que dans quelques régions du sud.

Ce n'est que la loi du 12 juin 1925 sur le crédit agricole, qui présente un essai véritable de créditement des agriculteurs dans le pays entier. La discussion des mesures projetées, tant par l'opinion publique que par la chambre, fut telle qu'on aboutit seulement après deux années d'études à la fondation des institutions prévues par cette loi. L'organisation d'après cette loi n'est que la copie de l'organisation du crédit agricole en vigueur en France, établie par la loi du 5 novembre 1894, complétée par celle du 5 août 1920. — La loi du 12 juin 1925, institue avec le secours de l'Etat, un organisme pour le crédit agricole sur la base coopérative, formé par des caisses locales et régionales, sous la surveillance d'une Direction autonome pour le crédit agricole. Les moyens dont la direction dispose sont : 500 millions de dinars comme dotation de l'Etat, versés dans un délai de six ans ; 50 0/0 des bénéfices nets réalisés par la Loterie Nationale ; les fonds agricoles déposés à la Banque Hypothécaire. La direction peut consentir des crédits à court, à moyen et à long terme ayant pour durées respectives au maximum un an, huit ans et vingt-cinq ans.

L'intention du législateur était double : 1° de créer

un organisme de crédit qui aurait non seulement le secours de l'Etat, mais serait entièrement sous sa dépendance ; 2° D'affaiblir, dans un but politique, les coopératives de crédit existantes, par la création des nouvelles coopératives privilégiées. — Une très forte opposition a été faite à cette loi, surtout par l'Union Générale des coopératives agricoles, qui voyait dans cette nouvelle institution une arme dirigée contre elle. La tendance de la loi était visiblement d'écarter les anciennes organisations coopératives de crédit, tandis qu'il était plus logique de les fortifier et les utiliser pour la nouvelle organisation. Au demeurant, la direction pour le crédit agricole n'a fonctionné que sept mois environ. Celle-ci n'a pas intégralement répondu au but fixé, ses ressources financières étant insuffisantes. La somme totale mise à la disposition de la Direction ne dépassait pas 120 millions de dinars, lesquels, étant donné les grands besoins, furent très vite épuisés. La difficulté principale pour la Direction consista en ce qu'elle fut obligée de créer son propre appareil dont l'établissement soulève toujours bien des obstacles. En outre, quand la Direction fut dans l'impossibilité d'obtenir de nouveaux moyens, son activité fut tout à fait suspendue. Le nombre des coopératives fondées en vertu de la loi sur le crédit agricole atteignait, à la fin de 1928, 952 avec 40.713 membres. La somme totale versée par la Direction, jusqu'au jour de sa liquidation en 1929, était 115.517.538,55 dinars, de cette somme il fut versé 105.296.858,05 aux caisses locales et 10.220.680 aux autres organisations coopératives Agricoles.

On peut reprocher à cette loi de n'avoir pas assez

tenu compte des anciennes institutions déjà en vigueur, d'avoir créé une institution dont les moyens étaient trop insuffisants et par contre bureaucratique et onéreuse et enfin d'avoir été empreinte d'une tendance politique très marquée.

Toutes les organisations pour le crédit agricole furent chez nous financièrement trop faibles pour pouvoir s'occuper énergiquement de ce problème. Les coopératives de crédit, qui représentaient des organisations de crédit les plus commodes pour les besoins du paysan, n'ont pu, ni numériquement, ni financièrement servir comme institution unique pour la répartition des crédits. Un très grand nombre de dettes contractées étaient seulement pour la forme des crédits personnels et à court terme, alors qu'en réalité c'étaient des crédits hypothécaires qu'il fallait convertir en crédits à long terme, ce que ne pouvait accomplir qu'une institution disposant de grands moyens d'action et en mesure d'obtenir des moyens financiers nécessaires à la base de son propre capital, et par une voie plus rapide que n'était l'accumulation des petites épargnes du village qui, en temps de crise, sont presque réduites à néant.

DEUXIÈME PARTIE

La Banque agricole privilégiée

CHAPITRE PREMIER

La Fondation de la Banque Agricole

Après de nombreuses années de tâtonnements et d'errements inutiles, la question du crédit agricole est entrée, par suite des circonstances économiques difficiles que nous avons exposées plus haut, dans un état qu'il fallait absolument résoudre au risque de voir notre agriculteur tomber dans la misère. La nécessité de lui venir en aide était urgente et immédiate, tant dans son intérêt personnel que dans l'intérêt des autres classes de la population.

Un des premiers soucis du nouveau gouvernement, formé à la suite de l'institution du régime absolu du 6 janvier 1929, était de résoudre le problème du crédit agricole par la création d'un organisme central, capable de faire face aux demandes urgentes de notre agriculture. La nécessité de cet organisme, que l'on considère comme un des problèmes nationaux le plus important, a été constatée dans le programme de travail arrêté à la séance du conseil des ministres, tenu sous la présidence du Roi, le 21 mars 1929 et ce fut à la suite d'une étude circonstanciée du problème que parut, le 16 avril 1929, la loi sur la Banque Agricole privilégiée.

Ainsi naissait cette institution de crédit qui, par l'importance du but poursuivi, par l'étendue de son champ d'action et par ses ressources, dépasse de beau-

coup toutes les réalisations précédentes dans ce domaine.

Dès la promulgation de la loi sur la Banque Agricole, on procéda à l'exécution de tous les travaux préparatoires afin que la nouvelle banque puisse être fondée dans le plus bref délai.

Une institution financière avec une tâche aussi large ne pouvait être fondée par l'initiative privée. Destinée avant tout, à servir l'intérêt public, la banque devait remplir deux conditions indispensables :

1^o Disposer de grands moyens financiers, afin de pouvoir étendre ses opérations dans la mesure répondant à la tâche posée ;

2^o D'être organisée d'une façon spéciale et jouir des privilèges que seul le législateur pouvait lui donner, afin de pouvoir le plus complètement possible servir les intérêts publics.

C'est pourquoi, ici, comme fondateur se présente l'Etat et toutes les autres fonctions que les fondateurs doivent remplir dans les circonstances ordinaires pour la constitution d'une société par actions ont été confiées, d'après les prescriptions de la loi au commissaire du Gouvernement.

Par décret du 30 avril 1929, M. Djouritchich, Président du Crédit Foncier, fut nommé commissaire du Gouvernement avec la tâche d'entreprendre tout ce qui était nécessaire pour que la banque put commencer son fonctionnement régulier. La première et, en même temps, la principale de ses tâches, était d'effectuer la souscription des actions et après ce travail du réunir l'assemblée constituante en vue de l'élection du Conseil d'administration et du Conseil de surveillance de la nouvelle banque.

En trois semaines les travaux préparatoires étaient achevés et, le 22 mai 1929, on a pu ouvrir la souscription des actions dans tout le pays, même dans les localités les plus éloignées.

La souscription devait être clôturée le 22 juin, cependant ce délai d'un mois se montra insuffisant. La demande des actions de la Banque fut très vive dans tout le pays ; cette demande devait être encouragée, étant donné que la Banque Agricole, d'après les intentions du législateur, devait être une institution financière nationale par excellence, de sorte qu'on a tenu beaucoup à ce que les actions soient réparties entre un plus grand nombre de personnes dans toutes les régions de notre pays. Pour cette raison, la souscription des actions fut prolongée par une loi spéciale jusqu'au 15 juillet, date à laquelle elle fut clôturée. Bien que la somme atteinte par la souscription pendant cette période ait dépassé le chiffre de 690 millions de dinars, l'on peut dire que sa demande d'actions n'a pas été entièrement satisfaite, car beaucoup de particuliers et d'institutions ont demandé, après cette date, qu'il soit procédé à une souscription supplémentaire, ce que, naturellement, l'on ne put pas leur accorder.

Le succès que la souscription des actions a obtenu prouve combien toutes les classes de la nation sont conscientes de l'importance de cette nouvelle institution. En effet, en dépit de la pénurie des capitaux mobiles dans le pays, il a été souscrit dans un court intervalle environ 700 millions de dinars au lieu de 300 millions prévus, les résultats sont satisfaisants surtout quand on a en vue que la souscription des actions a été effectuée dans des circonstances difficiles,

à une époque peu favorable, au déclin de deux années infertiles (sécheresses et inondations) qui ont placé notre agriculture dans une situation des plus difficiles.

Le travail en vue de la souscription des actions fut aussi difficile que délicat. Les premiers jours de la souscription, par suite de renseignements insuffisants et de l'esprit conservateur de la population, ne donnèrent pas lieu aux espoirs les meilleurs. Il est hors de doute qu'un certain nombre de personnes ont travaillé secrètement contre l'idée de la Banque Agraire et ont propagé des nouvelles alarmantes dans le but de nuire à cette institution.

Dans de telles circonstances, en vue de mieux renseigner les larges couches populaires sur la nouvelle institution de crédit, on a employé tous les moyens de publicité et même le commissaire du gouvernement a tenu un grand nombre de conférences dans toutes les parties de l'Etat, afin de mieux renseigner les milieux économiques et la population sur toutes les difficultés que traverse notre agriculture et avec elle notre vie économique en général et qui font que la fondation de la Banque Agraire est un devoir purement national ne pouvant être ajourné. A côté d'un grand nombre de conférences plus étroites tenues à Belgrade, et parallèlement à ce travail, un grand rôle dans la propagande de l'idée de la Banque Agricole a été joué par les différentes organisations coopératives, par la Banque Nationale et la Caisse d'épargne postale qui, avec toutes leurs succursales, ont aidé si efficacement la souscription des actions, ainsi que toutes les banques privées, avec une parfaite solidarité, ont fortement aidé cette action.

Les résultats de ce travail et de ces efforts furent tels qu'on souscrivit un total de 1.414.267 actions réparties entre 121.369 actionnaires sur tout le territoire du royaume, et la Banque Agraire a reçu ainsi le caractère d'un grand institut national dans le sens le plus large du mot. Au début même de son fonctionnement, elle s'est classée parmi les grands établissements mondiaux et sera ainsi dans une situation des plus favorables pour remplir le mieux possible sa grande œuvre économique.

I. — *L'organisation de la Banque*

La Banque Agricole Privilégiée est une société par actions fondée dans le but d'aider, par des crédits favorables, l'agriculture et l'économie rurale en général. Dans l'idée du législateur la forme de société par actions convenait le mieux aux nécessités de notre agriculture car, seule cette forme de société permet l'amasement des capitaux solides. Nous avons déjà vu l'expérience malheureuse de la Direction pour le Crédit Agricole dont le capital était formé par des subventions et dotations de l'Etat ; il a suffi la négligence d'une promesse pour interrompre le fonctionnement de toute l'organisation.

Le but de la Banque est nettement indiqué dans l'article 1 de la loi : « d'aider l'agriculture et l'économie (des agriculteurs) en général ». Il ressort de cet article qu'une activité dans un autre domaine que l'agriculture lui est formellement interdite.

L'administration de la Banque est exercée par trois organes directeurs : le Conseil d'administration, le Conseil de Surveillance et l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'administration dirige toutes les opérations de la Banque. D'après la loi du 16 avril 1929 le conseil représentait la Banque suivant les dispositions du Code de Commerce était responsable de la direction des opérations ; ces dispositions ont été supprimées par une loi du 25 février 1930 qui a également modifié certains articles concernant les fonctions du conseil et d'autre part a renforcé les pouvoirs et contrôle du président de la Banque. Les modifications intervenues à deux reprises (loi du 25 février 1930 et loi du 27 mars 1931) montrent que la Banque Agricole s'oriente vers un étatsisme rigoureux dont la conséquence sera peut-être une immixtion complète de l'Etat dans la direction de la Banque.

Le Conseil se compose de 15 membres, le président y compris. Le Président du Conseil d'administration est également président de la Banque. Celui-ci est nommé par décret royal sur la proposition du ministre de l'agriculture. Son mandat dure trois ans. Tous les membres au point de vue de la nomination sont divisés en deux groupes : sept membres du premier groupe sont nommés par le Président du Conseil des Ministres, sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, et les sept autres du second groupe sont élus par l'assemblée générale des actionnaires. Par cette nomination, l'Etat s'attribue la pluralité des voix, car au cas d'une répartition égale des voix, la voix du président décide.

Les membres du Conseil d'administration sont nommés, respectivement élus pour trois ans. Après la première et la deuxième année du fonctionnement de la Banque, des 14 premiers membres nommés, respectivement élus du Conseil d'administration, 4 se retirent chaque

année par tirage au sort. Ils seront remplacés par nomination ou élection, suivant que le sort a désigné un membre nommé ou un membre élu. Après la troisième année, les six derniers membres se retireront et seront remplacés de la manière ci-dessous mentionnée. Plus tard, se retireront chaque année les membres qui auront servi pendant trois années entières. Si le nombre des membres élus du Conseil d'administration baisse, au cours de l'année, au-dessous de la moitié, une assemblée extraordinaire des actionnaires sera convoquée en vue de compléter le Conseil d'administration. Le Conseil d'administration propose deux de ses membres parmi lesquels sera choisi et nommé par décret royal un vice-président, sur la proposition du ministre de l'agriculture. Pour la conduite des opérations de la Banque, le Conseil peut élire dans son sein un comité exécutif composé de trois membres au plus, dont au moins deux doivent être des membres nommés.

Les attributions principales du Conseil sont les suivantes (art. 21) : fixer les crédits ; se rendre compte, de temps en temps, de l'état général de la Banque et de ses opérations ; veiller à une tenue régulière des livres de compte ; fixer définitivement et présenter à l'assemblée générale des actionnaires la balance du compte pertes et profits, et la proposition sur la distribution des bénéfices ; fixer le taux d'intérêt pour l'escompte des lettres de change et celui sur les divers prêts, en s'en tenant à ce sujet aux prescriptions spéciales qu'il élaborera lui-même pour les diverses branches de l'activité de la Banque, et prescrire les conditions dans lesquelles seront effectuées les autres opérations de la Banque ; déterminer quelle partie des fonds

disponibles on emploiera à telle branche de l'activité de la Banque.

En ce qui concerne les devoirs du président de la Banque, l'ancien art. 21 de la loi du 16 avril 1929 a été supprimé par la loi du 25 février 1930 qui a apporté certaines modifications et a renforcé les pouvoirs du président.

Aux termes de la nouvelle loi (art. 15) le président de la Banque veille à la stricte application de la loi sur la Banque Agraire Privilégiée. En outre, ses devoirs les plus importants sont : de convoquer et présider les séances du Conseil d'administration, du Comité exécutif et de l'assemblée Générale des actionnaires ; de veiller à l'exécution des décisions du Conseil d'administration et de l'assemblée générale des actionnaires ; de signer tous les contrats, toutes les décisions ainsi que toute la correspondance avec le gouvernement et les autorités publiques ; d'exercer le contrôle suprême sur l'activité de la Banque et enfin, ce qui est très important, il a le droit de suspendre toute décision du Conseil d'administration, jugée à son avis contraire à l'intérêt de la Banque ou de l'Etat. Dans ce cas il doit informer le Ministre de l'Agriculture et attendre sa décision. Si dans le délai de sept jours le Ministre n'a apporté aucune décision, la décision du Conseil d'administration est considérée comme valable. Cette disposition montre clairement que le législateur a placé la direction des affaires de la Banque sous le contrôle absolu de l'Etat. Les pouvoirs du Président du Conseil d'administration sont tels que, dorénavant, le rôle des membres de ce Conseil devient secondaire, car toute opposition de leur part reste absolument inefficace.

Il est inutile de mentionner tous les inconvénients qui

peuvent résulter d'une pareille disposition ; à ne citer que l'élément politique qui exercera sur l'octroi des crédits une influence considérable et fermera une classe favorisée, au détriment d'un grand nombre de personnes étrangères aux luttes électorales.

Cette tendance de renforcer le pouvoir de l'Etat s'est de nouveau manifestée récemment, par une loi du 5 décembre 1931, qui cette fois a complètement changé le caractère de la nouvelle société. La loi du 16 avril 1929, parlant de l'assemblée générale des actionnaires (art. 27) avait établi que chaque actionnaire peut assister à l'assemblée ou peut autoriser un autre actionnaire à le remplacer. Elle avait également fixé dans l'art. 28, qu'à l'assemblée, dix actions donnent droit à une voix. En ce qui concerne les actionnaires qui possèdent moins de dix actions, ceux-ci peuvent autoriser un des leurs à les remplacer avec le nombre de voix qui revient au nombre total de leurs actions.

La nouvelle loi du 5 décembre 1931 a modifié ces deux articles en insérant des dispositions très curieuses. D'abord elle a remanié l'art. 27 et établi que *chaque actionnaire qui dispose d'une voix peut assister à l'assemblée et*, tout de suite après, la loi ajoute dans l'art. 28 : *à l'Assemblée, cent actions donnent droit à une voix*. Il résulte qu'un actionnaire ne possédant pas cent actions, est incapable non seulement de voter, mais est complètement exclu de l'assemblée sans avoir même le droit d'assister à la séance, même la possibilité de se concerter lui est interdite puisque la nouvelle loi a supprimé cette faculté qui était prévue dans l'ancien art. 28. Incontestablement son droit se trouve lésé, car il se trouve dépourvu de tous les droits et pouvoirs qui lui

sont donnés par les dispositions du Code de Commerce.

Si on considère que le capital de 700 millions est réparti entre 121.369 actionnaires, il se trouverait rarement des actionnaires privés possédant le nombre nécessaire d'actions pour participer à l'assemblée générale. C'est justement le but que le législateur a voulu atteindre par la loi ci-dessus mentionnée. L'atteinte que cette loi porte au droit des actionnaires privés, aura sans aucun doute une conséquence néfaste sur l'avenir de la Banque Agricole, car il ne faut pas oublier qu'étant une institution basée sur les principes d'une société privée, son devoir est de suivre ces principes et de s'efforcer à sauvegarder les droits de ceux qui représentent la majeure partie de son capital.

Le Conseil de surveillance se compose de sept membres : le Ministre de l'agriculture et le Ministre des Finances en nomment un chacun ; les cinq autres sont élus à l'assemblée générale des actionnaires, la première fois pour un an, ensuite pour trois ans. Ses devoirs principaux sont (art. 24) : de surveiller le travail du Conseil d'administration ; de demander des renseignements sur le cours des opérations de la Société ; d'examiner périodiquement les livres et les caisses de la Banque, de vérifier les comptes mensuels et annuels et d'examiner la proposition sur la répartition des bénéfices ; de présenter à l'assemblée générale des actionnaires un rapport sur son activité et de convoquer une assemblée extraordinaire quand il trouve que des décisions prises sont contraires à la loi en général que les intérêts de la Société le demandent.

L'Assemblée générale des actionnaires est ordinaire ou extraordinaire. Quand elle est ordinaire elle se réunit

sur la convocation du président de la Banque, chaque année au plus tard à la fin du mois d'avril. Pour que l'assemblée générale puisse se constituer, il faut que soit présent un nombre d'actionnaires représentant au moins un tiers des actions de la Banque. Les décisions sont prises à l'assemblée, à la majorité simple des voix. Si la répartition des voix est égale, la proposition est considérée comme rejetée. La décision sur la liquidation de la Banque peut être prise seulement par l'assemblée dans laquelle sont représentés au moins trois-quarts des actions de la Banque.

L'assemblée générale ordinaire décide (art. 31) ; sur les comptes annuels (bilan) présentés par le Conseil d'administration ; sur l'élection et la réduction des membres du Conseil d'administration et du Conseil de surveillance ; sur l'augmentation ou la réduction du capital actions ; sur le changement des statuts ; sur la fusion de la Société avec une autre société et sur toutes les propositions qui sont mises à l'ordre du jour. Pour toutes ces décisions la loi exige l'approbation du Président du Conseil des Ministres.

Les privilèges de la Banque

Le caractère particulier de la Banque Agricole privilégiée, comme institut de crédit qui consiste à donner un crédit facile et rapide aux agriculteurs, a obligé le législateur à l'entourer d'un ensemble de privilèges et d'avantages, qui peuvent être divisés en trois groupes : privilèges spéciaux, juridiques et fiscaux.

Les privilèges spéciaux concernent les garanties offertes par l'Etat, pour renforcer le crédit de la Banque.

Les dépôts d'épargne confiés à la Banque ainsi que le paiement des actions émises par la Banque, sont garanties par l'Etat. L'Etat garantit en outre le paiement d'un dividende jusqu'à un montant de 6 % sur les actions. Ces actions pourront être données comme cautionnement, au même titre que les papiers d'Etat et ceux ayant la sûreté pupillaire. Comme tels, ils pourront être acceptés en gage par la Banque Nationale, le Crédit Foncier, et la Caisse d'Epargne Postale.

Les avantages juridiques dont jouit la Banque concernent en particulier la compétence spéciale des tribunaux et une procédure simplifiée pour le recouvrement de sa créance. En ce qui concerne la compétence des tribunaux, pour tous les procès, soit ceux de la Banque avec une autre partie ou ceux d'une autre partie avec la Banque est en fait compétent le tribunal de Belgrade s'il s'agit de litiges pour lesquels, d'après les prescriptions du Code de procédure civile, sont compétents exclusivement d'autres tribunaux.

La procédure simplifiée dont jouit la Banque pour le recouvrement de ses créances est la même que celle qui a été adoptée par le Crédit Foncier. D'après cette procédure la Banque a, dans tous les cas, le droit de priorité pour le recouvrement de sa créance sur le bien qui lui a été donné en garantie de cette créance. La Banque a le droit de faire exécuter le recouvrement sur la propriété hypothéquée par ses organes spéciaux et si elle a besoin pour cela de l'assistance de la police et de l'autorité municipale, les organes de ces autorités devront répondre à l'appel et exécuter les ordres de la Banque.

Pour éviter les dépenses auxquelles la Banque pouvait

s'exposer, le législateur lui a accordé des nombreux avantages, immunités fiscales, complétées par la nouvelle loi du 25 février 1930, qui a encore plus renforcé ces avantages. Le législateur a exonéré la Banque de presque tous les impôts et taxes : ainsi, lors de sa fondation et de la souscription de ses actions, la Banque a été exonérée de toutes taxes d'Etat et des communes. — Les biens, les revenus (les coupons des actions et obligations), les affaires de la Banque, tous les documents concernant ces affaires, toutes les opérations de la Banque sont exonérées du paiement de tous les impôts d'Etat ou de corps autonomes, de taxes et autres contributions de n'importe quel genre. La constitution d'hypothèque et d'un droit de gage, en général au profit de la Banque, est exonéré de toutes les taxes.

Des privilèges aussi considérables ont nécessité une surveillance plus étroite de la part de l'Etat dans le fonctionnement de la Banque. Cette surveillance est exercée par un commissaire du gouvernement, nommé par décret royal, sur la proposition du Ministre de l'Agriculture.

Le commissaire du gouvernement a le devoir de surveiller l'activité des organes de direction, afin que cette activité ne porte pas atteinte aux prescriptions de la loi et à celles des statuts. Pour exercer ce contrôle le commissaire doit assister aux séances du Conseil d'administration, à l'examen régulier de la caisse et des livres de la Banque, ainsi qu'aux assemblées des actionnaires. Le commissaire a le droit de demander des renseignements auprès du directeur de la Banque sur les objets de sa compétence. Il a en outre le droit de de-

mander la vérification des comptes et des livres de la Banque par des experts. Il est à noter également qu'il peut, au moyen d'experts (reviseurs), inspecter les travaux de toutes les institutions coopératives qui bénéficieront des crédits de la Banque. Au cas où il aurait été prouvé que quelque décision, soit des organes de direction, soit de l'Assemblée Générale des actionnaires, serait contraire à la loi des statuts ou aux intérêts de la Banque, le commissaire a le droit et le devoir de suspendre son exécution et cela à la séance à laquelle la décision est prise. Dans un délai de 15 jours, il présentera un rapport au Ministre de l'Agriculture, et jusqu'à ce qu'une solution ne soit donnée la décision ne peut être exécutée. Le Ministre de l'Agriculture devra en décider au plus tard dans un délai de 15 jours à compter du jour où l'affaire lui a été soumise ; si le ministre n'apportait aucune décision dans ce délai, il serait considéré que la décision est exécutoire.

* * *

Nous avons vu précédemment que l'Assemblée Générale peut modifier les statuts de la Banque Agricole (conformément aux prescriptions de l'art. 31, al. 2, n° 3). L'art. 72 de la loi du 16 avril 1929, indique quelques exceptions à ces modifications. Ces exceptions concernent l'art. 1, sur le but de la société ; l'art. 11, sur les opérations de la Banque ; l'art. 12 ; al. 2, sur la nécessité de l'approbation des règlements ; l'art. 15 ; al. 1 & 2, sur le nombre des membres du Conseil d'administration et le mode de leur nomination et les art. 44-47 sur la surveillance de l'Etat. Toutes ces pres-

criptions ne pourront être modifiées que par une loi.

Les dispositions des art. 31, al. 5 & 72 de la loi du 16 avril 1929, concernant la modification des statuts de la Banque sont importants pour la détermination de la nature juridique de la Banque Agricole.

La Banque Agricole privilégiée est-elle une institution privée ou une institution d'ordre public ? Dans une brochure sur la loi du 16 avril (1), M. Baïkitch a précisé que la Banque Agricole est, comme la Banque Nationale, une institution privée et non une institution d'ordre public, comme le Crédit Foncier, la Caisse d'Epargne Postale et la Loterie Nationale. D'après son opinion, le fait que l'Etat s'est réservé le droit de modifier par une loi les dispositions des art. 1, 11 & 12, dans l'intérêt public pour lequel la Banque a été fondée, ne change en rien le caractère privé de la Banque Agricole, le droit ne signifie pas que l'Etat peut modifier les dispositions des articles en question, d'une façon unilatérale. Si l'Etat avait voulu se réserver le droit exclusif de modifier les statuts de la Banque, il n'aurait pas prescrit l'alinéa 5 de l'art. 31, par lequel ce droit est donné à l'assemblée ordinaire des actionnaires.

En prescrivant que les dispositions des articles en question ne peuvent être modifiées que par une loi, l'Etat avait un seul but, celui d'empêcher que l'assemblée des actionnaires puisse modifier à son gré les dispositions capitales et si importantes, en revanche desquelles elle a accordé à la Société les innombrables privilèges et faveurs. Par cette mesure, l'Etat a voulu affermir le

(1) M. BAÏKITCH, *La loi sur la Banque agricole privilégiée*, Belgrade, 1929.

but et l'importance de la nouvelle Société, comme la Société est créée par contrat et d'accord avec l'Etat, en vue de réaliser les buts des art. 1, 11 et 12 de la loi, toute modification à ces articles, ayant pour but la sauvegarde et la protection du devoir de la société, ne peut être effectuée que par une nouvelle loi et d'un commun accord entre la Société et l'Etat, mais si, par nécessité et dans l'intérêt public on est obligé de changer le devoir et l'importance de la Société, cette modification également ne peut être faite que par une nouvelle loi et d'accord avec l'Etat.

Etant donné que l'Etat a publié la loi et par ce fait a invité les particuliers à souscrire des actions, c'est-à-dire à devenir des associés, de ce fait, l'Etat se trouve contractuellement uni à chaque actionnaire en particulier. Comme l'assemblée des actionnaires représente l'ensemble des actionnaires, il en résulte que l'Etat ne pourrait apporter aucune modification, ni à la loi, ni aux statuts sans s'être entendu préalablement avec l'assemblée des actionnaires. La Banque Agricole est donc une Société par actions, un sujet de droit privé, dans un rapport contractuel avec l'Etat, de telle sorte qu'aucune des parties contractantes ne peut modifier unilatéralement les dispositions législatives (pour la banque, c'est tout à fait compréhensible) ou statutaires (1). Nous estimons que l'opinion de M. Baïkitch, ne peut être acceptée, car plusieurs arguments nous obligent à soutenir que la Banque Agricole représente plutôt un type mixte d'institution bancaire. En effet, si l'on prend en considération :

(1) M. BAÏKITCH, *La nature de la Banque agricole privilégiée*, « Narodno-Blagostanje », 1929, n° 28, p. 454-455.

1^o Qu'il était impossible de créer, par l'initiative privée, une pareille institution capable de donner au paysan un crédit favorable, réclamé depuis longtemps par l'opinion publique pour rendre l'économie nationale plus saine et plus florissante ; but idéal que l'Etat s'est efforcé de réaliser par la création de la Banque Agricole privilégiée, mettant à la disposition de cette Société des moyens financiers importants et un grand nombre des privilèges, uniquement dans l'intention de la rendre capable de fonctionner avec succès ;

2^o Que l'Etat, pour affermir son intérêt moral et matériel dans la Banque, s'est assuré le pouvoir et l'autorité par l'intermédiaire de ses organes, dans le conseil d'administration et le conseil de surveillance de la Banque.

3^o Que l'Etat, pour sauvegarder tous ces intérêts engagés dans la Banque, a prescrit que les dispositions essentielles qui protègent les intérêts, ne peuvent être modifiées par décision unilatérale de l'assemblée, mais uniquement par une loi d'accord avec les actionnaires ; donc, si l'on prend tous ces faits en considération, il ressort que la Banque Agricole privilégiée au point de vue de sa structure et de l'essence même, apparaît comme *une institution d'ordre public*, évidemment *dans la mesure et l'importance des intérêts publics représentés en elle*. De là, la Banque Agricole apparaît comme une institution bancaire de type mixte, avec des particularités des institutions privées et certaines autres des institutions d'ordre public. Elle n'est pas purement une institution privée, car si elle l'était, son but serait lucratif, ce qui est justement le contraire. Ayant un droit illimité de fixer le taux d'intérêt à son gré et d'autre part le privilège de la procédure exécutive sur les im-

meubles gagés, elle aurait pu, eu égard à l'endettement considérable et à la forte demande de crédits paysans, placer facilement ses capitaux, même hypothécaires à un taux d'intérêt dépassant 15-25 0/0. Une telle politique de crédit aurait été contraire au but même de la Banque, qui est de procurer au paysan un crédit favorable, c'est-à-dire à bon marché. Pour réaliser ce but, l'Etat devait attirer à la nouvelle Société un grand nombre d'épargnants et d'actionnaires qui se contenteraient de profits pas très élevés, mais garantis par des dispositions spéciales, telles que l'art. 50 de la loi qui prescrit que l'Etat garantit les dépôts d'épargnes confiés à la Banque et le paiement d'un dividende jusqu'à un montant de 6 0/0 sur les actions. Cette politique fut confirmée par la décision du conseil d'administration, lors de sa première séance, à fixer le taux d'intérêt à un niveau moyen, tant pour les crédits coopératifs que pour les crédits personnels. Ainsi, par toutes ces considérations on voit que la Banque possède des éléments d'une institution d'ordre public. Cependant, comme la part du capital privé dans la Banque est sensiblement plus grande que celle inscrite par l'Etat, et comme la Banque, d'autre part, est fondée sous la forme bilatérale et privée d'une société par actions, il y a lieu de conclure que la Banque Agricole privilégiée est également une institution privée au point de vue de sa forme et de ses moyens.

II. — *Le capital social*

Dans sa politique financière la Banque s'est efforcée de créer et de maintenir le crédit qu'elle doit avoir selon ses propres moyens. Le capital de 700 millions de dinars

constitue une base solide, mais non unique d'un développement prospère. Pour l'extension du crédit agricole et la satisfaction des besoins de l'agriculture, sont nécessaires et seront nécessaires des moyens plus puissants que ceux représentés par ce capital. Cependant les fondateurs de la Banque ont considéré que le capital de 700 millions est suffisant pour les débuts de cette institution. La concurrence, que la nouvelle Banque devait faire aux établissements bancaires privés qui jusqu'alors finançaient les paysans, avait un double résultat : augmenter le capital disponible ; réduire le taux d'intérêt. En effet, les crédits hypothécaires à long terme de la B. A. étaient distribués aux paysans endettés pour convertir leurs anciennes dettes et leur procurer ainsi des facilités tant pour le remboursement que pour le taux d'intérêt. Avec ces nouveaux emprunts, les paysans rembouraient leurs dettes qu'ils avaient contractées surtout chez les petites banques provinciales, ces remboursements avaient pour conséquence une forte accumulation des capitaux chez ces banques provinciales et du coup, elles se trouvèrent en face des sommes importantes qui ne trouvaient aucun placement. Pour remédier à cet inconvénient elles devaient se contenter, pour effectuer des placements, d'un taux d'intérêt réduit, correspondant à celui de la B. A. — Donc, par la conversion des anciennes dettes on est arrivé à augmenter le capital disponible aux agriculteurs, et réduire le taux d'intérêt. Cette politique assez ingénieuse a été suivie dès le début et des résultats satisfaisants ont été réalisés ; dès le fonctionnement de la Banque on sentit une accumulation de capitaux chez les banques provinciales et surtout l'abaissement du taux de l'intérêt. De cette façon, il

s'est formé des nouveaux moyens financiers disponibles, dont les paysans, à côté du capital de la B. A., pouvaient profiter. Mais malheureusement la crise agricole a arrêté ce procès qui ne pouvait se développer, étant donné que les banquiers, qui se trouvaient en face d'une situation incertaine, dans une période de manque total de confiance, donnaient difficilement ou pas du tout des nouveaux crédits. De cette façon, seul le capital de la B. A. resta en circulation et ne pouvait concurrencer (à part au début), le capital privé qui était totalement restreint.

Pour affermir les moyens financiers de la Banque, la Direction s'est surtout appliquée à rentrer en relation avec les autres instituts monétaires publics existants dans notre pays. La collaboration de la B. A. avec les grands instituts monétaires tels que la Banque Nationale, la Banque hypothécaire d'Etat, la Caisse d'Epargne postale, aura pour conséquence que la B. A. sera aidée dans l'exécution de son devoir et cette collaboration aura pour effet d'organiser notre marché monétaire et de le rendre apte à répondre à tous ses buts. Cette collaboration s'est, dans une mesure, réalisée, et comme nous verrons plus loin, ces instituts monétaires ont copieusement participé à la souscription des actions de la B. A.

Le capital de la Banque Agricole, qui s'élève à plus de 700 millions de dinars, a été souscrit de la manière suivante.

L'Etat a participé dans la souscription avec 240.000 actions, pour un montant total de 120 millions de dinars. Le montant des créances de l'Etat auprès de la Direction du Crédit Agricole, qui était environ 115 millions, déduction faite des pertes garanties par l'Etat, a été considéré comme un premier versement partiel. L'Etat

a versé le 1^{er} avril 1931, le reste jusqu'à 120 millions de dinars. — La loterie Nationale ainsi que les instituts monétaires suivants : la Banque Nationale, la Banque hypothécaire d'Etat, la Caisse d'Epargne postale ont chacune souscrit pour 20 millions de dinars.

D'après les indications de la Banque 121.369 actionnaires ont souscrit 1.414.267 actions, pour un montant nominal de 707.138.500 dinars.

Si nous récapitulons les résultats des versements de chaque tranche séparément, nous obtenons l'aperçu suivant :

Versé lors de la première tranche . . .	157.317.399.40
Versé lors de la deuxième tranche . .	144.012.823.75
Versé lors de la troisième et qua- trième tranche	258.954.420.10
Versé par l'Etat	120.000.000.00
Total versé jusqu'au 31 XII 1931 . . .	13.138.731.75
	693.423.375.00

D'après l'état des livres au 31 décembre 1931, il a été totalement versé 1.371.581 actions, pour le montant total de 685.790.500 et le restant de 7.632.875, en vertu de l'art. 9 de la loi sur la Banque, est porté aux fonds de réserve de la Banque. Il reste par conséquent un total de 13.715.125 de dinars, non versé.

Les actionnaires qui n'ont pas pu, pour des raisons diverses, effectuer le versement de toutes les tranches, ont demandé à la Banque la délivrance du nombre d'actions correspondant au montant effectif de leurs versements. Afin de sauvegarder leurs intérêts la direction

de la Banque a décidé de proposer à la prochaine Assemblée des actionnaires, une addition à l'art. 9 de la loi, ainsi conçue : « Aux actionnaires qui n'ont pas versé la totalité de leurs souscriptions, il sera délivré le nombre d'actions effectivement versées. Le restant sera porté au fond de réserve de la Banque ». Si l'on adopte cette proposition, les actionnaires en question recevraient 5.375 actions d'un montant nominal de 2.687.500 dinars, tandis que dans le fond de réserve, il sera porté seulement 4.729.250 dinars, de telle sorte que le capital effectivement versé serait de 688.479.000 dinars.

On voit par conséquent, qu'il manque environ 10.000.000 de dinars jusqu'au capital légal fixé à 700.000.000 de dinars ; l'assemblée des actionnaires aura à décider la façon dont ce capital légal sera complété.

Dans le courant de l'année 1930, la Banque a obtenu des crédits des trois plus grands établissements monétaires de notre pays : de la Banque Nationale, du Crédit Foncier et de la Caisse d'Epargne postale, d'un montant de 200 millions chacun, soit au total 600 millions de dinars, toutefois, en 1930, la Banque Agricole a très peu utilisé ces crédits, vu l'abondance de ses moyens propres. Par suite des difficultés financières, survenues au courant de l'année dernière, les établissements mentionnés ont été obligés de suspendre provisoirement ces crédits justement nécessaires à la Banque Agricole, étant donné qu'à cette époque elle ressentit, comme toutes les institutions de crédits, une grande pénurie de capitaux. Nous verrons, en parlant de ses opérations de crédits, que son activité a été sensiblement limitée en 1931, par suite de l'épuisement de ses moyens financiers.

* * *

En vue de se procurer des moyens financiers nécessaires pour les prêts hypothécaires, la Banque est autorisée, par l'art. 53 de sa loi, d'émettre des obligations qu'elle pourra vendre et donner en gage.

Ces obligations sont émises sur la base des prêts donnés sur biens immobiliers. En conséquence, la Banque ne peut avoir une circulation d'obligations supérieure au montant des prêts consentis, garantis par des hypothèques. Le commissaire du Gouvernement certifie et atteste que les obligations sont émises sur la base des gages hypothécaires et dans les limites des prêts consentis.

La Banque s'engage, par ses obligations, à payer régulièrement un intérêt et à les rembourser dans la valeur désignée aux conditions marquées sur les obligations elles-mêmes. Ces paiements sont garantis par toutes les créances de la Banque, à titre de prêts consentis sur les biens immobiliers, par le fonds spécial pour la garantie des gages, par le fonds de réserve général, et enfin, conformément à l'art. 51 de la loi, par l'Etat.

Les obligations de la Banque sont considérées à tous points de vue, comme papier de valeur d'Etat et sont exonérées, ainsi que les coupons, du paiement de toutes taxes et impôts. Elles seront acceptées en cautionnement à toutes les caisses publiques, pour leur entière valeur nominale.

L'émission des obligations constitue certainement une opération financière importante pour la Banque, car elle lui permettra, à l'avenir, de développer considérablement ses moyens financiers. Malheureusement, les conditions

actuelles sur les marchés financiers ne permettent pas d'envisager une émission prochaine.

*
* *

La solidité du crédit de la Banque Agricole dépend essentiellement de la façon dont sa politique financière sera suivie. Cette politique a été fixée, d'une manière précise dès le début du fonctionnement de la nouvelle institution, par les paroles de son président, prononcées lors de la première séance du Conseil d'administration : « Jamais et à aucun moment, a-t-il dit, nous ne devons oublier que la Banque Agricole est une institution de crédit et que ses opérations doivent être toujours effectuées d'après les principes sains d'un établissement bancaire. Toutes ses relations doivent être réglées uniquement sur cette base. Dans son travail, elle s'inspirera de l'esprit et des méthodes de l'initiative privée. Du respect de ces principes dépendra son développement financier à l'avenir ».

L'esprit dans lequel les remboursements des emprunts doivent être effectuées, a été également formulé par le président et peut se résumer ainsi :

a) Les emprunts que la Banque donnera soit aux organisations agricoles, soit aux particuliers agriculteurs, seront fixés dans la limite des besoins réels et en vertu d'une sûreté véritable. La distribution d'emprunts pour toute autre raison est exclue. De cette façon la Banque créera un portefeuille solide sur la base duquel elle pourra bénéficier des crédits, s'étant assurée contre toutes les pertes.

b) Les emprunts doivent être remboursés à échéances fixes. La Banque assure ainsi sa liquidation et offre la sûreté de rembourser les crédits qui lui sont avancés.

c) A l'encontre de chaque débiteur qui à l'échéance ne répond pas à ses obligations, seront appliquées des mesures nécessaires qui assureront à la Banque le remboursement de ses crédits.

Du respect de ces conditions dépendra si la Banque sera une institution financière puissante ou au contraire ne le sera pas.

Ces observations affirment nettement la volonté de la direction de poursuivre une politique financière saine et d'employer toutes les mesures qui peuvent assurer à la Banque un fonctionnement durable.

III. — *Les travaux préliminaires*

La Banque Agricole privilégiée est entrée en vie le 15 août 1929, après que l'assemblée constituante eut élu le Conseil d'administration et le conseil de surveillance de la nouvelle société. A la tête du conseil d'administration fut nommé M. Bogdar Markovitch, ancien Ministre des Finances. La première année d'activité de la Banque, comptée exceptionnellement à partir du 15 août 1929 jusqu'au 31 décembre 1930, a été notamment consacrée à des travaux préparatoires tels que l'engagement du personnel, la formation des bureaux, l'élaboration des règlements pour les diverses catégories d'affaires, l'édition des livres et formulaires ainsi que tous les travaux préliminaires nécessaires au bon fonctionnement de la Banque; au courant de l'année furent organisés les services suivants : Direction, secrétariat, comptabilité, service des actionnaires, section préparatoire pour les crédits à long terme, service pour la liquidation des emprunts à long terme, service de révision, liquidation des

emprunts à court terme, service d'étude, etc. Au 31 décembre 1930, le nombre des fonctionnaires engagés s'élevait à 186.

La première tâche de la Banque était d'examiner le travail du commissaire du Gouvernement et de procéder à la liquidation de l'ancienne Direction du Crédit Agricole. Le travail autour de la souscription des actions, confié en vertu de l'art. 66 de la loi, au commissaire du Gouvernement, et qui se termina, comme nous l'avons vu, avec succès, fut soigneusement contrôlé par la Banque. Un rapport détaillé fut rédigé au Ministère de l'agriculture en vertu duquel le commissaire du Gouvernement fut libéré de ses fonctions.

Sa tâche bien plus importante était de liquider l'ancienne Direction du Crédit Agricole. En effet, aux termes de l'art. 68 de la loi, la Banque Agricole devait, aussitôt que sera constitué son conseil d'administration, assurer la succession des affaires de la Direction du Crédit Agricole qui, en même temps sera dissoute. Tout l'actif et le passif de la Direction du Crédit Agricole est passé à la Banque. A la suite de la vérification, l'actif s'élevait à 362.479.760.23 dinars et le passif à 361.514.753.39 dinars ; le passif renfermait une somme de 115.000 dinars que la Direction avait reçue de l'Etat comme dotation, en vertu de l'art. 29 de la loi du 12 juin 1925 sur l'organisation du Crédit Agricole. L'Etat a reporté sa créance à la Banque Agricole, à titre de paiement des actions qu'il a souscrites, d'un montant de 120 millions. — Nous verrons plus loin, en parlant du concours de la Banque aux coopératives, comment les organisations coopératives faisant partie de l'ancienne Direction, ont subsisté, et le rôle qu'elles jouent dans la nouvelle Société.

CHAPITRE II

La politique de crédits de la Banque

Dès le début du fonctionnement de la Banque, son Conseil d'administration a arrêté les bases sur lesquelles serait poursuivie la politique de crédit de la nouvelle institution. Les bases ont été déterminées par les besoins suivants : 1° de remplir, par l'accord d'emprunts hypothécaires, sa première tâche de remboursement des dettes du paysan, c'est-à-dire la conversion des dettes qui jusqu'à présent, le plaçaient dans une situation difficile, à cause des délais de paiement et du taux d'intérêts élevé ; — 2° de satisfaire largement les besoins courants de crédit pour la production agricole, au moyen des petits emprunts — développant le crédit agricole personnel — et cela dans les limites des besoins réels de travail et dans celles de la capacité individuelle de crédit de l'agriculteur ; — 3° d'aider, par des crédits, toute action utile en vue du relèvement de la production agricole, surtout celle exercée par les organisations agricoles telle que : coopératives hydrotechniques, coopératives de production et de consommation (viticoles, de sériciculture, laitières) et organisations pour la colonisation et le rachat de terres ; — 4° d'aider au moyen de mesure d'ordre moral, et par des inspections des coopératives agricoles, à une organisation meilleure et au relèvement matériel

des coopératives, ainsi qu'au renforcement du sens de l'épargne chez leurs membres.

S'inspirant de ces principes, la Banque Agricole a entrepris au cours de ces deux années d'activité, l'étude de deux problèmes actuellement les plus importants, à savoir : la conversion des dettes paysannes et le développement des coopératives agricoles de crédit, considérées comme intermédiaires excellents pour le créditement de l'agriculture. Nous envisagerons successivement ces deux problèmes.

I. — *La conversion des dettes paysannes*

La façon de résoudre le problème du crédit agricole tel qu'il se présentait à la Banque dès le commencement de son activité, était un travail difficile et délicat dont l'importance dépassait de beaucoup tout ce qui a été tenté à ce sujet dans notre économie nationale. La question se présentait de savoir quel critérium la Banque devrait adopter à l'occasion de l'octroi des crédits aux agriculteurs ? L'action de la Banque devrait-elle avoir de préférence un caractère social, c'est-à-dire devrait-elle se borner à délivrer l'agriculteur, dans certaines régions de l'endettement usuraire, ou bien son devoir serait de rendre possible l'intensification de l'agriculture dans les régions qui sont déjà habituées à l'utilisation du crédit productif, où par conséquent, pour un temps relativement court, on pourrait arriver à des résultats importants. Si nous considérons notre situation économique du point de vue international, nous serions obligés d'adopter cette deuxième solution. Notre situation sur les marchés internationaux devient de plus en plus difficile. Les pays

vers lesquels nous exportons la plus grande partie de nos produits agricoles, pratiquent énergiquement la politique protectionniste agraire, tandis que les pays d'outre-mer ont développé leur production agricole à un tel degré, que notre économie est loin de pouvoir la concurrencer. Si nous nous plaçons à ce point de vue, alors, la politique de crédit de la Banque devrait dès son début, s'orienter vers les crédits purement productifs.

Mais d'un autre côté, nous avons un grand nombre d'agriculteurs qui travaillent dans des conditions très primitives et étouffent sous le poids de dettes usuraires considérables. Les conditions difficiles de l'endettement de ces agriculteurs sont une des raisons principales du caractère primitif et arriéré de leur culture agricole. Ces régions ne connaissent aujourd'hui que le crédit de consommation et cela est tout à fait compréhensible car l'intérêt de leurs dettes ne leur permet aucune amélioration dans leur production, laquelle au moins, leur permettra de soutenir le niveau moyen de leur vie.

Offrir à ces agriculteurs la possibilité d'un crédit à bon marché signifierait non seulement les libérer de l'usure, mais améliorer et développer leur production. En effet, si on considère que les propriétés paysannes, jusqu'à la fondation de la Banque Agricole se soutenaient malgré les conditions excessivement difficiles, par la conversion de leurs dettes, la situation des paysans s'est notablement améliorée, car, ils se sont libérés d'un intérêt lourd et insupportable qui pesait sur leur propriété, pour bénéficier maintenant d'un crédit dont l'intérêt est bien moins élevé et qui leur permettra d'utiliser la différence entre les deux taux, soit en partie pour leurs besoins personnels ou pour l'amélioration de la production. Il est certain qu'une

pareille action devrait durer très longtemps. Les agriculteurs arriérés seraient obligés, au point de vue technique encore beaucoup à apprendre et de s'habituer à la pratique du crédit. Dans ce domaine il est nécessaire d'organiser toute une action systématique et en premier lieu un tel agriculteur doit apprendre, ce qui demande beaucoup de temps. Les moyens qu'on placerait dans ces régions à l'heure actuelle, ne pourraient momentanément apporter rapidement un grand profit à la Banque. Ce profit ne se sentirait qu'au bout d'un certain nombre d'années qui correspondrait à peu près à la durée d'un crédit hypothécaire à long terme.

Comme on le voit la Banque avait devant soi un problème très difficile à résoudre. Ce problème était d'autant plus difficile qu'il était en relation directe avec la politique financière de la Banque elle-même. En effet, si nous prenons en considération la déclaration du Président de la Banque, M. B. Markovitch, suivant laquelle les opérations de la Banque doivent être menées d'après les principes d'une institution bancaire privée, dans ce cas la Banque aurait plus d'intérêt à placer dès le commencement de son activité une grande partie de son capital dans la production agricole, car de cette façon elle aurait beaucoup plus de profit que d'employer son capital dans l'improductive conversion des dettes paysannes.

Mais il ne faut pas oublier que la Banque Agricole est fondée dans le but d'aider les agriculteurs en leur procurant du crédit à bon marché et non d'acquérir les plus grands profits. Il n'y a pas de doute que la solution la meilleure serait d'adopter une politique intermédiaire, c'est-à-dire d'encourager dans certaines régions le côté technique de la production et dans d'autres, où le besoin

se présentera, de pratiquer l'allègement des dettes paysannes. Certes, pour suivre une telle politique de crédit, il est nécessaire que la Banque ait à sa disposition des moyens financiers bien plus grands que les 700 millions dont elle disposait au début de son activité. — Et pourtant la Banque a adopté cette solution. La politique de crédit qu'elle a suivi au début consistait surtout dans l'allègement des dettes paysannes, en employant pour la conversion une grande partie de son capital et en même temps, dans une mesure moindre, elle s'appliquait à stimuler la production agricole.

La préférence qu'elle montrait au début pour la conversion des dettes paysannes provenait de ce qu'elle considérait la question du crédit agricole comme un problème qu'il fallait résoudre en commençant par le fonds, c'est-à-dire en cherchant à guérir les plaies qui depuis longtemps empoisonnent la vie du paysan. Nous avons déjà vu que la question du Crédit Agricole, qui se pose depuis cinquante années, ne pourra être résolue tant que l'endettement usuraire des agriculteurs ne prenne fin. — Il est hors de doute que l'intention de la Banque n'était pas d'effectuer la conversion des dettes paysannes ; il fallait pour cela trois milliards et plus ; mais par un travail systématique mené avec patience, les résultats qu'on obtiendrait seraient assez satisfaisants sinon remarquables.

Ayant toutes ces raisons en vue, la Banque Agricole s'est d'abord résolue de régler les anciennes dettes des agriculteurs en transcrivant sur son compte les engagements les plus importants que certains agriculteurs avaient contractés chez les banquiers et créanciers privés. Un grand nombre d'agriculteurs surtout ceux

de la Serbie, se plaignaient de leurs dettes très élevées, contractées à court terme. Pour obtenir de leurs créanciers le prolongement du terme, ces agriculteurs étaient obligés de consentir à des conditions encore plus difficiles qui se traduisaient toujours par une élévation du taux d'intérêt qui malgré cela était très élevé. Pour venir en aide à ces débiteurs il fallait transformer leurs dettes à court terme en dettes à long terme sur garantie d'une hypothèque. De tels crédits hypothécaires, la Banque Agricole a accordé, d'après les dernières données 12.051, pour une somme totale de 404 millions de dinars. Donc, en moyenne, ces crédits se chiffrent à 33.000 dinars sur chaque débiteur. La conversion des anciennes dettes a été effectuée pour 60 0/0 de la totalité des emprunts accordés. Il n'y a pas de doute, la Banque Agricole par ces opérations a beaucoup fait pour l'agriculture, car elle a libéré plus de 12.000 agriculteurs de leurs conditions difficiles de remboursement et du taux élevé d'intérêt qu'ils payaient à leurs anciens créanciers. Par l'emprunt hypothécaire à long terme elle a enlevé un grand souci qui pesait lourdement sur notre paysan et lui a permis, dorénavant, de continuer en toute tranquillité et avec plus de succès, son travail.

II. — *Le Concours aux coopératives*

En se plaçant au point de vue que le Crédit Agricole le plus sain et le plus utile, dans l'ordre économique et moral, est celui qui se développe par l'intermédiaire des organisations coopératives, les premiers efforts de la Banque, dès le début de son fonctionnement, furent

dirigés vers une collaboration des plus étroites avec ces organisations. Les raisons suivantes militaient aussi en faveur de cette action : En premier lieu, le caractère de petite propriété de notre agriculture demande la coopération des forces et des moyens des petits propriétaires, dans la lutte pour leur existence et contre les propriétaires individuellement puissants et l'agriculture industrialisée des pays d'outre-mer. — En second lieu, étant donné la crise agricole qui dure déjà depuis des années et les oscillations dans les conjonctures de la production agricole et dans la valeur des terres elles-mêmes, les conditions matérielles furent ébranlées chez les agriculteurs, ce qui pourrait provoquer une paupérisation des masses, si l'on ne parvenait pas à établir une collaboration plus intense de la classe paysanne et du mouvement coopératif. Enfin, la base morale ébranlée pour le développement intellectuel et social de l'agriculteur d'après guerre, demande impérieusement qu'on cultive et propage l'esprit coopératif dans les rangs les plus larges des agriculteurs, car l'éthique coopérative aura une grande influence dans le traitement de tous les phénomènes négatifs dans ces rangs. Comme il s'agit de la classe la plus nombreuse, sur laquelle s'appuient la force et la puissance du pays et du progrès, de laquelle dépend aussi le progrès de l'activité économique tout entière et même la situation financière de l'Etat et des corps administratifs autonomes, le mouvement coopératif par son importance, doit être aujourd'hui le problème central, non seulement de l'Etat, mais aussi de nos milieux intellectuels.

Bien que la Banque Agricole privilégiée ne soit pas une institution coopérative, mais un établissement

central de crédit pour le développement du crédit agricole dans toutes ses formes, le mouvement coopératif est un de ses buts importants non seulement parce qu'elle voit dans l'organisation coopérative le moyen le plus sain et le meilleur de développer le crédit agricole individuel, mais aussi parce qu'à travers ce mouvement, elle attend une renaissance dans les masses des agriculteurs. La Banque adopta ce point de vue dès le premier jour de son fonctionnement.

A sa première réunion et afin de concrétiser le point de vue précédent dans ses rapports avec le mouvement coopératif, la Banque a formulé ses principes concernant les opérations de crédit par les coopératives, principes pouvant se résumer ainsi : Toutes les organisations coopératives travaillant selon des principes coopératifs seront égales devant la Banque ; elle aidera impartialement leur développement, tant que ces organisations se tiendront sur le terrain du véritable mouvement coopératif ; elle observera dans son activité toutes les institutions financières saines et bien organisées.

La Banque a-t-elle suivi ce but et dans quelle mesure elle s'est éloignée des principes exposés plus haut ?

Nous savons que dans notre pays, divers mouvements coopératifs se sont dessinés, dont le plus récent fut créé par l'initiative de l'Etat, par la loi du 12 juin 1925 sur l'organisation du crédit agricole. La création de ces nouvelles coopératives de crédit comme succursales d'une institution centrale, la Direction du Crédit Agricole, a suscité une grande rivalité de la part des autres organisations coopératives, et nous avons vu en parlant de la Direction du Crédit Agricole, qu'une campagne très vive s'était déchaînée dans la presse et à la Chambre

à l'occasion de la discussion de la loi en question, contre les nouvelles coopératives dont la fondation allait à l'encontre des intérêts des anciennes coopératives et surtout contre l'Union Générale des coopératives agricoles serbes qui était directement lésée, étant donné que les nouvelles coopératives devaient se développer surtout en Serbie où le mouvement coopératif est le moins développé.

La loi sur la Banque agricole a supprimé l'ancienne Direction du Crédit agricole, mais a laissé substituer ses coopératives de crédit locales et régionales, qui ont continué à fonctionner sous le contrôle d'une fédération provisoire créée à Belgrade. Leur situation est régie par un certain nombre d'articles de la loi sur le Crédit Agricole du 12 juin 1925, qui sont restés en vigueur.

La Banque Agricole avait, par conséquent, devant soi un problème assez difficile à résoudre, car suivant son but elle devait s'efforcer de suivre une politique coopérative équitable et qui répondrait le mieux aux intérêts de la classe paysanne. — Si nous considérons le principe formulé plus haut, que toutes les organisations coopératives travaillant selon les principes coopératifs, seront égales devant la Banque, on était en droit d'espérer que la nouvelle institution, au point de vue de la distribution des crédits, ne ferait aucune différence entre les coopératives quelles qu'elles soient. Mais il n'en était rien car nous voyons dans les opérations de la Banque, que les nouvelles coopératives de crédit ont été bien plus favorisées que les anciennes organisations coopératives qui fonctionnent déjà plus de quarante années. Pour bien comprendre cette politique de la Banque, nous exposons les arguments évoqués en faveur et contre les nouvelles organisations coopératives et

chercherons en toute impartialité à soutenir le point de vue le plus juste.

Sans discuter les débats qui ont eu lieu devant la Chambre des Députés, au sujet de la loi du 12 juin 1925 et l'opposition qui a été faite à cette loi, discussion n'étant plus d'actualité, nous chercherons à poser la question telle qu'elle se présente aujourd'hui.

L'opinion soutenue par l'Union Générale des coopératives agricoles serbes, se trouve exposée dans un memorandum adressé aux lois, à l'époque de la fondation de la Banque agricole. Dans ce memorandum, l'Union a salué la fondation de la nouvelle société, mais elle s'est élevée contre les coopératives régionales et locales qui ont continué à subsister, malgré la suspension de la Direction du Crédit agricole. D'après son avis, le Crédit agricole ne peut être véritablement organisé qu'à condition d'être distribué par l'intermédiaire des organisations coopératives indépendantes, fondées par la volonté libre de ses membres. Ce n'est que par ces unités que le crédit peut être véritablement et utilement distribué car le contrôle sur l'emploi du crédit et qui est indispensable pour tout placement, peut facilement s'exercer. L'Union soutenait que les coopératives, créées par la loi sur le Crédit agricole de 1925 et favorisées par la Banque agricole, sont des organisations étatistes et privilégiées qui vont à l'encontre du mouvement coopératif traditionnel, le seul qui soit naturel et qui a montré des résultats remarquables depuis plus de quarante années d'activité intense et fructueuse. D'après l'Union, la création des nouvelles coopératives a ébranlé la confiance de la masse paysanne dans toute idée de coopération ; elle considère les nou-

velles coopératives ainsi que toutes les autres comme des organismes instables, incapables de fonctionner par suite de leurs changements fréquents. Par conséquent, l'Union demandait qu'une disposition soit insérée dans la loi et le règlement de la Banque agricole, d'après laquelle tous les crédits, sauf les crédits hypothécaires, soient distribués uniquement par les coopératives existantes.

Voyons maintenant quelles sont les raisons qui ont déterminé la Banque agricole à favoriser les nouvelles coopératives de crédit ? Avant tout il est important de constater que la Banque agricole, en accordant la plus grande partie de ses crédits coopératifs aux nouvelles organisations, n'a pas de ces crédits, complètement éliminé les autres organisations coopératives. Si les crédits accordés aux anciennes organisations ne sont pas aussi importants que ceux distribués aux nouvelles, la faute n'incombe pas seulement à la Banque, mais également à ces anciennes organisations et surtout à l'Union Générale, qui, les premiers jours de l'activité de la Banque, a pris une position plus ou moins hostile à l'égard de sa politique de crédits coopératifs. Ceci peut être constaté par le nombre de demandes qui ont été adressées à la Banque de la part des organisations coopératives pour l'obtention des crédits. Sur 3.731 demandes, 3.216 furent adressées par les nouvelles coopératives locales et régionales et 515 seulement par les autres organisations coopératives. L'Union Générale n'avait adressé que 257 demandes, et il était naturel que des sommes importantes ne pouvaient être accordées sur un nombre si restreint de demandes. La conduite réservée de l'Union à l'égard de la Banque agricole

peut facilement s'expliquer surtout quand on a vu le travail néfaste de l'ancienne Direction du Crédit agricole qui, par l'intermédiaire de ses coopératives a grandement lésé les intérêts de l'Union. La survivance de ces organisations était considérée par l'Union comme une continuation de l'ancienne politique, ce qui a fait naître une certaine méfiance dans son milieu.

La politique de la Banque agricole peut également se justifier, car d'un côté, ayant à procéder à la liquidation de l'ancienne Direction du Crédit agricole, elle avait aux termes de la loi, à assurer la succession des affaires de ladite Direction et de ce fait, la banque s'est trouvée dans l'obligation de continuer les opérations avec les nouvelles coopératives locales et régionales de l'ancienne Direction. D'autre part, ces coopératives se sont montrées des intermédiaires excellents pour le placement des crédits personnels à moyen et court terme. Comme institutions nouvellement organisées, elles pouvaient être immédiatement employées pour les opérations de crédit, par suite de leur organisation technique parfaite et l'abondance du personnel compétent en cette matière.

D'autres raisons ont également décidé la Banque à favoriser les nouvelles coopératives. — Par la création des coopératives de crédit l'intention du législateur était de répartir le crédit d'une façon plus régulière. En effet, les anciennes organisations coopératives sont par essence des sociétés capitalistes privées et basées sur la garantie illimitée de ses membres et par conséquent ont intérêt à rassembler autour d'eux que des membres pouvant leur offrir des garanties véritables. De cette façon, tous les paysans qui ne pouvaient offrir des ga-

ranties semblables, étaient éliminés de ces organisations et ne pouvaient bénéficier des crédits à bon marché. — Etant donné que dans notre pays le plus grand nombre des paysans est pauvre et ne possède que des petites propriétés dont la valeur ne coïncide pas à la part d'un membre, l'Etat s'est vu obligé de venir à son secours. Avec la subvention et le contrôle de l'Etat, les régions les plus pauvres pourraient faire partie des nouvelles coopératives et bénéficier des conditions avantageuses que la Banque Agricole procure par son crédit à bon marché.

Toutes ces considérations nous obligent à nous rallier à une opinion qui tendrait vers une réconciliation des opinions en question. Il est avant tout indispensable, eu égard à la situation économique de notre campagne caractérisée par le développement insuffisant de l'agriculture et l'exploitation rationnelle du sol, de chercher à écarter tous les obstacles pouvant nuire au bon fonctionnement de la nouvelle banque. Car toute nouvelle institution possède au début de son activité des défauts élémentaires qui ordinairement, s'écartent lentement au cours de son activité, de telle façon que le travail d'une pareille institution s'accommode vite aux buts primordiaux de cette société. C'est dans ce sens que la Banque agricole tend à fonder sa politique. Mais si, dans ce chemin, elle n'est pas soutenue par toutes les organisations coopératives, mais seulement par une partie — aujourd'hui le cas des nouvelles coopératives de crédit qui sont dans des relations très étroites avec la Banque Agricole, puisqu'elles ont puisé la plus grande partie des crédits coopératifs — alors même une activité très grande de la Banque n'aurait pas ce résultat

qu'on attend d'elle dans l'avenir. Dans une telle situation, l'action de la Banque agricole à la campagne, n'aurait qu'un caractère individuel, d'autant plus que les nouvelles coopératives de crédit sont encore des institutions très jeunes et qui n'ont pas ces qualités morales que possède le coopératisme libre.

Il faut que cette rivalité entre les coopératives et les nouvelles coopératives de crédit cesse une fois pour toutes, et cette réconciliation sera dans l'intérêt de l'agriculteur qui est représenté dans ces organisations. Car il faut que les représentants des deux mouvements coopératifs sachent également, que leur rivalité profite uniquement aux usuriers des campagnes et aux petites banques usuraires, qui, voyant cet antagonisme, continueront à déployer avec plus de sûreté et sans obstacles leur politique d'exploitation des paysans. Il en suivra, que l'agriculteur restera débiteur en même temps des usuriers et de la Banque agricole, ce qui l'empêchera encore plus de répondre à ses obligations et de travailler tranquillement à l'organisation de sa production.

Par conséquent, les coopératives agricoles groupées autour de l'Union des fédérations, ne doivent pas s'abstenir à collaborer avec la Banque agricole, car une pareille politique peut créer des moments psychologiques désagréables à la campagne. — Il est intéressant de constater que ces derniers temps, la volonté vers une collaboration plus étroite avec la Banque agricole s'est manifestée dans les milieux de l'Union, à plusieurs reprises. Ainsi, le Conseil d'administration de l'Union des fédérations, après sa séance du 12 janvier 1931, s'est réuni en une conférence avec le président de la Banque

agricole. A cette occasion certaines résolutions assez importantes ont été prises sur la procédure à suivre dans le créditement des coopératives agricoles et sur la possibilité d'augmenter la quote-part réservée à ces coopératives. L'idée d'un rapprochement s'est également manifestée à l'occasion du Congrès de l'Union Générale, tenu à Split au mois de mars 1931. Il a été proposé la réunion d'une conférence des représentants des deux côtés, qui aurait pour but d'affermir les relations de ces deux institutions. Il est à espérer que ce rapprochement soit réalisé bientôt, car, comme nous l'avons dit, c'est l'agriculteur qui en dernier lieu ressentira tous les bienfaits d'une telle collaboration.

A. — *Le contrôle des organisations coopératives*

Dans ses relations avec les organisations coopératives, l'activité de la Banque agricole ne s'est pas arrêtée seulement dans l'octroi des crédits à ces organisations. La politique qu'elle suit à l'égard des organisations coopératives de crédit est nettement déterminée : assainir le coopératisme, influencer le plus possible sur sa rationalisation et créer ainsi des organisations saines et qualifiées, capables d'exécuter solidement leur fonction. Une coopérative peut se justifier seulement lorsque son activité est fondée sur la base de l'éthique. Si cette base disparaît, toutes ces qualités intrinsèques sont perdues et dans ce cas elle n'apporte que des dommages au développement du coopératisme sain et conforme aux règles. La fonction économique que le coopératisme exerce est en relation étroite avec l'éthique qui ne s'épuise pas seulement dans les qualités

morales de la direction et des membres, mais se trouve surtout pénétrée par l'action économique concentrée et influencée d'une large éthique sociale. Celle-ci se manifeste dans l'activité interne de la coopérative et surtout par une position objective où tout est mesuré exclusivement par les nécessités coopératistes et où l'entrée est permise à tous ceux qui ont besoin de cette organisation.

Pour orienter les coopératives dans cette voie, la Banque agricole, dès le début a exercé un contrôle sévère, sur toutes les opérations que ces organisations avaient à exécuter. Ce contrôle, exercé par des inspecteurs avait pour but de corriger les fautes qui pouvaient nuire à la santé d'une coopérative. On a considéré qu'il était avant tout nécessaire de mettre ordre dans l'administration financière de la coopérative, pour ne s'occuper que plus tard de son éducation morale. C'est pourquoi le contrôle de la Banque agricole, dans ses deux années d'activité, s'est surtout borné à corriger les lacunes et à surveiller le travail des fonctionnaires.

Du début du fonctionnement de la Banque agricole au 31 décembre 1931, 3.208 inspections d'institutions coopératives furent effectuées. En général, on a constaté dans la plupart des coopératives des irrégularités se rapportant à l'organisation du travail, à l'administration et à la tenue des livres. Certaines coopératives, où l'on avait constaté des lacunes plus graves ont été vérifiées plusieurs fois. Ainsi en 1930, 1.486 coopératives furent vérifiées une seule fois ; 295 deux fois, 20 trois fois et une quatre fois. En 1931, 1383 furent vérifiées une fois et 23 deux fois.

Le plus grand nombre d'inspections se rapporte aux

coopératives locales pour le crédit agricole et à leurs centrales (coopératives régionales). Cela est compréhensible parce que les institutions coopératives mentionnées, à titre de débiteurs de l'ancienne Direction pour le Crédit Agricole, sont devenues débitrices de la Banque Agricole et, comme telles, durent être inspectées de suite, et aussi parce qu'elles furent les premières des organisations coopératives centrales à entrer en relations d'affaires avec la Banque.

En raison de nombreuses irrégularités constatées lors de l'inspection des différentes organisations coopératives, la Banque a adressé certaines recommandations, parmi lesquelles on peut citer les suivantes : ne pas tenir de grands fonds ; le trésorier ne doit pas mélanger son argent avec celui des coopératives ; on ne doit pas faire de dépense sans une décision préalable du Conseil d'administration et des documents en règles ; on réduira les dépenses au strict nécessaire et on évitera les dépenses inutiles pour les voyages et autres ; on diminuera les honoraires du secrétaire-trésorier pour la raison que la coopérative est petite et, comme telle, ne peut pas supporter d'aussi grandes charges ; on ne devra donner aucune indemnité aux membres de la Direction (Président) pour le travail dans la coopérative ; on fera payer aux membres des coopératives des livrets et formulaires étant donné que la coopérative les paie ; on doit faire payer par les membres nouveaux, à titre d'inscription, la somme qui a été fixée par l'assemblée générale ; on devra encaisser des membres la somme que l'assemblée générale a fixée pour chacun, en vue de la couverture de la perte pendant l'année écoulée ; les livres seront enregistrés auprès des

autorités ; le secrétaire-trésorier tiendra les livres proprement et sans rature, veillant à ce qu'ils soient conformes au livrè de caisse ; le secrétaire-trésorier inscrira à temps sur les livres tous les changements survenus dans les biens de la coopérative ; les archives de la coopérative seront classées et conservées soigneusement à l'avenir. La direction s'efforcera de n'accepter comme nouveaux membres que des agriculteurs laborieux et honnêtes ; les membres qui font partie de deux coopératives de crédit se retireront d'une d'entre elles, après y avoir réglé leurs engagements, car ils ne peuvent être membres de deux institutions de crédit ; la valeur de la part sera d'au moins 100 dinars ; on demandera les pleins pouvoirs en règle, l'autorisation et déclaration de tous les membres qui ne les ont pas donnés jusqu'ici ; les décisions sur toutes les admissions ou révocations des membres seront portées au procès-verbal du Conseil d'administration ; toutes les parts non payées le seront de suite ; dans le cas contraire, il sera procédé envers les membres payant irrégulièrement selon les règlements ; les parts seront payées d'après les prescriptions réglementaires, l'épargne permanente sera mensuellement de dix dinars au moins et régulièrement versée ; on encaissera des déposants irréguliers de l'épargne permanente les dépôts arriérés et il sera tenu compte à l'avenir d'un versement régulier de ces dépôts. La direction s'efforcera de recueillir des dépôts d'épargne afin d'avoir plus de moyens à sa disposition pour ses affaires ; on achètera des livrets d'épargne et on les gardera soigneusement ; on n'effectuera pas le versement d'emprunts avant que la direction n'ait pris à ce sujet la décision nécessaire ; le Comité de surveillance décidera au sujet des emprunts à accorder aux membres

du Conseil d'administration ; la direction tiendra strictement compte du montant du plus grand emprunt pouvant être accordé à un membre, afin que ce montant ne dépasse pas celui autorisé par l'assemblée générale ; les engagements signés comme il le faut seront de suite complétés ; les versements seront déposés dans le délai fixé par l'engagement et à temps utile, en numéraire, ainsi que les intérêts s'y rapportant ; les débiteurs irréguliers seront sommés de régler leurs dettes de suite ; dans le cas contraire on demandera le paiement de la dette par la voie judiciaire ; on effectuera le protocole d'inventaire de tous les biens mobiliers de la coopérative ; les nouveaux membres élus du Conseil d'administration enverront à la Banque un certificat du Tribunal sur leur enregistrement, ainsi que leur signature légalisée ; le Conseil d'administration se réunira régulièrement en séance et remplira avec soin les tâches qui lui sont confiées ; le Conseil de surveillance assistera régulièrement aux séances et remplira ses fonctions conformément aux règlements ; la direction veillera à la répartition des emprunts et les distribuera d'une manière équitable, afin de ne pas provoquer le mécontentement justifié des membres de la coopérative, du fait qu'elle s'est réservée la plus grande partie pour elle-même ; la direction tiendra exactement et en temps voulu ses engagements auprès de la coopérative et elle servira d'exemple aux autres membres ; le procès-verbal de l'assemblée générale sera régulièrement signé ainsi que l'exigent les règlements ; à l'avenir, avant le début de chaque assemblée générale des coopératives, on établira la liste exacte de tous les membres présents et on conservera cette liste avec le procès-verbal de l'assemblée ; on réduira le moment du plus grand emprunt ;

pendant les premiers temps, jusqu'à ce que la coopérative ne se soit renforcée, on ne comptera pas d'intérêt sur les parts des membres et l'épargne permanente ; on remplacera les membres du Conseil d'administration et le secrétaire-trésorier s'ils causeraient dommages à la coopérative.

B. — *Les résultats des révisions*

Il a été constaté que la plupart des coopératives ont tenu compte des observations de la Banque. L'activité des coopératives s'améliore à chaque point de vue. Ceci a pu être constaté dans presque toutes les coopératives où l'inspection a été effectuée plusieurs fois. On observe de même un progrès dans les comptes mensuels qui sont joints aux demandes de crédit. A tous les points de vue, les coopératives progressent tout à fait normalement et l'on peut constater surtout les faits suivants : leur comptabilité est plus en règle ; une plus grande attention est accordée au rassemblement des moyens et à la propagande en faveur de l'épargne permanente et de l'épargne ordinaire ; les directions travaillent beaucoup plus consciencieusement et plus régulièrement que jadis ; on a réduit pour ainsi dire aux extrêmes limites les diverses dépenses personnelles ; dans le paiement des dettes il y a beaucoup plus d'ordre et de régularité, etc...

La Banque agricole exerce donc une influence sur les coopératives par les instructions données sur leur activité au moyen des inspecteurs et par la correspondance qu'elle tient en connexion avec les inspections et les autorisations de crédit. L'autorisation et le remboursement des crédits sont souvent conditionnels, ce qui oblige

les coopératives à travailler comme il convient le mieux. Les cas sont tout à fait exceptionnels dans lesquels on dénonce le crédit déjà autorisé aux coopératives, à cause d'irrégularité ou d'inobservation des conditions posées.

L'importance que présente l'action des coopératives pour le développement du village et le rôle qu'elles jouent dans la prospérité économique de l'agriculteur, ont décidé le Gouvernement à aider davantage l'activité de ces organisations en prescrivant que la somme de 4.000.000 de dinars qui représente le dividende des actions de la Banque agricole privilégiée, pour l'année 1930 et qui appartiennent à l'Etat et à la Loterie Nationale, soit employée à la création d'un fonds spécial intitulé « Fonds public pour le secours aux coopératives ». Le fonds est géré par la Banque agricole. La création de ce fonds a été sanctionnée par la loi sur les changements et additions à la loi du 19 avril 1929. Cette loi additionnelle, promulguée le 8 décembre 1930 prévoit, dans son article 7, que ce fonds servira à aider l'action des coopératives et à propager l'abaissement du taux d'intérêt. Il a été prévu également que le Ministre de l'Agriculture, d'accord avec le Ministre des Finances, rédigera les règlements sur l'emploi de ce fonds. A cet effet, le Conseil d'administration de la Banque agricole avait décidé de proposer au Gouvernement des mesures qui renfermeraient tout un programme à suivre, dans le but de secourir les coopératives. Ces mesures sont les suivantes :

1° D'aider financièrement les nouvelles coopératives au début de leur création pour réduire les frais généraux et procurer le matériel nécessaire au bon fonctionnement. D'organiser, en outre, un secours dans le but d'abaisser

le taux d'intérêt sur les emprunts que les coopératives donnent à leurs membres.

2° D'organiser des cours et conférences sur le coopératisme avec des exercices pratiques dans le but de propager la fondation des nouvelles coopératives et améliorer le travail dans les coopératives existantes.

3° De distribuer des secours aux élèves des coopératives jeunes et matériellement faibles.

4° De procéder à la fondation des écoles coopératistes semestrielles à Belgrade, Skopje et Sarajevo dans lesquelles on préparerait des fonctionnaires pour les coopératives, à l'exemple des écoles qui existent déjà à Zagreb et Ljubljana.

5° De soutenir l'action pour la fondation d'une « Haute Ecole coopérative agricole » pour la spécialisation technique des employés des coopératives.

6° De distribuer des prix aux publications en matière coopératiste.

7° De distribuer plusieurs prix annuels aux meilleurs fonctionnaires coopératistes.

8° De racheter les livres populaires sur la question coopératiste et par la distribution de ces livres de propager l'idée du coopératisme, surtout dans les régions où ce mouvement est en voie de formation.

CHAPITRE III

Les opérations de la Banque

En vue de réaliser les buts qu'elle poursuit, la Banque agricole a consenti trois sortes de crédits :

1^o Crédits hypothécaires à long terme avec délai de 5 à 25 ans.

2^o Crédit à moyen terme, avec délai de 1 à 3 ans.

3^o Crédits à court terme avec délai de 1 an au maximum.

Cette façon de diviser les crédits en trois catégories, la Banque l'a adoptée, d'une part à cause de la nature de l'activité économique rurale, et d'autre part à cause de l'habitude de pratiquer ces crédits dans notre pays.

Voyons successivement ces trois sortes de crédits :

I. — *Crédits hypothécaires à long terme*

Le Crédit hypothécaire à long terme joue, comme on sait, dans l'agriculture le rôle principal. Avant la guerre, cette sorte de crédit était très développée dans les provinces yougoslaves qui faisaient partie de l'ancienne monarchie austro-hongroise. La dévalorisation monétaire qui commença dès le début de la guerre et s'accrut dans les années postérieures, offrait aux cultivateurs en raison des prix de vente très favorables, un moyen

facile de se débarrasser de leurs obligations hypothécaires. Le besoin de crédit hypothécaire à long terme se fit sentir après la guerre ; ce besoin était déterminé, d'un côté, par la nécessité de réparer les dommages causés et, d'autre part, par la formation d'un grand nombre de nouvelles fermes, créées par suite du morcellement des grandes propriétés rurales dû à la réforme agraire et à la colonisation intérieure. En même temps apparût la tendance universelle à l'élargissement de la propriété rurale. La soif de la terre et la rentabilité causèrent une hausse sensible du prix de vente, si bien que, dans la plupart des cas, les moyens propres de l'acheteur ne suffirent plus au paiement du prix convenu et à l'achat de l'outillage indispensable pour la ferme agrandie. Comme les banques et autres institutions de crédit ne disposaient pas de moyens suffisants pour financer toutes ces transactions, et que, par suite de l'instabilité monétaire générale, elles ne pouvaient pas attirer les capitaux étrangers, le taux de l'intérêt subit une hausse. D'autre part, les capitaux bancaires trouvaient une rentabilité meilleure dans d'autres placements, surtout dans l'industrie nouvelle et dans le commerce. C'est pour parer à cette situation difficile que fût créée la Banque agricole, qui avec son capital important et les privilèges dont elle jouit, pouvait facilement consentir des crédits hypothécaires à long terme et satisfaire ainsi la plupart des demandes de nos cultivateurs. Ces dernières années l'importance du crédit agricole à long terme s'est notablement renforcée par suite des oscillations des produits agricoles et, conséquemment de la terre elle-même, de sorte qu'une grande affluence de demandes, pour cette sorte de crédit, a été signalée. La nature même de l'acti-

tivité rurale a déterminé la Banque à s'occuper davantage du crédit hypothécaire ; dans presque toute propriété rurale, la terre, avec les améliorations effectuées et les bâtiments élevés présente une valeur bien plus grande, en comparaison avec la valeur des biens mobiliers ; d'autre part, à cause de la circulation ralentie des produits agricoles par rapport au capital investi, le temps pour lequel l'agriculteur nécessite le crédit est bien plus long que cela a lieu dans le commerce, l'industrie et autres branches de l'activité économique. Il est hors de doute que ce crédit, à l'avenir, aura la même importance eu égard au niveau de nos propriétés rurales et les besoins de leur développement.

A. — *Diversité des conditions pour le développement
du Crédit hypothécaire*

Dès les premières demandes de crédits hypothécaires, on a pu constater de grandes difficultés existant pour un développement uniforme du crédit agricole dans les diverses régions du pays. Tandis que les demandeurs de crédit de certaines régions ont offert une base réelle pour le crédit, dans le plein cadre de leurs capacités de crédit, d'autres n'ont pu le faire que dans une certaine mesure, tandis que les troisièmes pas du tout. Ces circonstances proviennent du fait que les conditions juridiques qui régissent la constitution de l'hypothèque sont assez variables d'une province à l'autre. Ainsi, dans les provinces qui appartenaient avant la guerre à l'Autriche-Hongrie, le cadastrage était déjà fait et les livres fonciers dressés, ce qui donnait une idée réelle des rapports juridiques en ce qui concerne les immeubles. A l'aide

de ces livres fonciers, on se rendait compte de la superficie de l'emplacement, du revenu net cadastral de l'immeuble, du statut juridique, c'est-à-dire du nom du propriétaire et de toutes les charges hypothécaires. Sur ce territoire, différentes lois sont en vigueur ; en Dalmatie et en Slavonie, l'ancien Code autrichien ; en Voïvodine, l'ancien Code hongrois, en Croatie et en Slavonie le même qu'avant guerre, et, en Bosnie et en Herzégovine, la loi bosniaque. Toutes ces lois reposent sur les mêmes principes, puisqu'elles sont basées sur l'ancienne loi autrichienne. La constitution de l'hypothèque dans ces contrées se pratique d'après les principes du droit allemand ; on procède à l'inscription de la charge dans les livres fonciers en suivant le principe de la publicité et de la spécialité.

Dans l'ancienne Serbie et au Monténégro, les livres fonciers n'existent pas encore. Pour prouver son droit de possession foncière, le propriétaire se sert d'un document appelé « *tapya* » (titre de propriété), qui est homologué par la Cour d'appel et lui est délivré par les organes administratifs. Pour l'inscription des hypothèques, on se sert des registres hypothécaires tenus par les tribunaux et dans lesquels sont enregistrés tous les contrats afférents aux immeubles donnés en nantissement. Jusqu'à présent, il n'y avait pas de dépendance directe entre la « *tapya* » en tant que titre de propriété et les livres hypothécaires où sont inscrites les hypothèques. En général, le système qui prévalait en Serbie et au Monténégro avait de graves défauts, de sorte que la sûreté juridique n'était pas grande, en ce qui concerne la mutation et le grevage hypothécaire de l'immeuble. Cet état de fait a été dans une certaine mesure amélioré par la nouvelle

loi sur la délivrance des « tapyas ». Cette nouvelle loi devait rendre plus facile la délivrance de ces titres de propriété et de permettre ainsi au propriétaire foncier qui en était jusqu'à présent dépourvu, — ce qui était le cas pour la moitié — de se munir d'une « tapyas » valable. D'autre part, cette loi ordonne de tenir un livre pour les « tapyas » délivrées et d'établir une certaine liaison entre le registre des « tapyas » délivrées et le registre hypothécaire. — Depuis plusieurs années déjà, on procède au cadastrage dans les provinces qui n'étaient pas cadastrées. De même une nouvelle loi a été promulguée sur les livres fonciers. Elle est appliquée dans tout le pays. Cette loi comporte l'établissement graduel de livres fonciers en Serbie et au Monténégro, dès que ces régions seront cadastrées. Pour la préparation de cette nouvelle loi sur les livres fonciers, qui sera valable pour tout le pays, on s'est inspiré de l'ancienne loi autrichienne, déjà appliquée dans les autres provinces. Par conséquent l'endettement hypothécaire en Serbie et au Monténégro fût très difficile pour la raison qu'on devait déjà déposer à la Banque la « tapyas » comme preuve de la propriété des terres offertes en gage. Malheureusement, même ce nombre relativement restreint des « tapyas » qui existaient à l'époque de la fondation de la Banque agricole, ne fût pas toujours en règle, parce que le transfert n'était pas effectué sur le propriétaire actuel et que le titre était au nom du propriétaire précédent. La délivrance de nouveaux titres était liée à une grande perte de temps et à des frais élevés. Au début de son fonctionnement, la Banque exigea aussi le plan du terrain avec la superficie calculée, plan devant être établi et signé par une personne compétente et autorisée, ce qui rendait également

le travail plus compliqué et élevait considérablement les frais pour le débiteur. Mais, la Banque, afin de donner toutes les facilités en son pouvoir, a renoncé très vite à cette condition, et à la place du plan, a demandé la « feuille de propriété » dont elle put obtenir, en comparaison avec la « tapya » une image nette de la superficie, de la qualité et des cultures des terres mises en gage.

En ce qui concerne la Serbie Méridionale, sa situation était encore pire, car presque toutes opérations de crédit étaient impossibles, au point de vue de la propriété des terres ; et ce n'est qu'un nombre insignifiant d'agriculteurs de ces régions qui purent utiliser le crédit de la Banque agricole. La Banque, dès le début de son fonctionnement a montré une attention toute particulière pour le créditement de ces régions, et a étudié sur place les conditions juridiques qui régissent la propriété des terres. On a considéré que par la nouvelle loi sur la délivrance des titres de propriété, on aiderait au moins les propriétaires libres de ces régions, tandis que pour les colons et les Kmets, la Banque Agricole a proposé des amendements à la loi de 1922 sur la colonisation dans les régions méridionales, à l'aide desquels les colons pourraient devenir propriétaires et obtenir un titre de propriété, pouvant ainsi avoir en mains un instrument pour l'utilisation de crédits auprès de la Banque. Cette question a été finalement réglée par la loi du 5 décembre 1931 sur la réforme agraire dans les provinces méridionales (Serbie du Sud et Monténégro). Aux termes de cette loi, les colons détenteurs de terres cultivables deviennent propriétaire jusqu'à un maximum de 5 hectares, l'Etat se chargeant d'indemniser les anciens propriétaires par la remise d'obligations agraires portant 5 0/0 d'intérêt, que

le Ministre des Finances est autorisé à émettre jusqu'à concurrence de 300 millions de dinars. Ces obligations seront amorties en 30 ans par tirages annuels. Les possesseurs dits « Kmets » qui ont détenu la terre pendant une durée de dix années au moins, acquièrent le droit de propriété à titre gratuit ; les autres sont tenus de rembourser en 30 annuités portant 5 0/0 d'intérêt.

La Banque agricole, au début de son fonctionnement avait d'autres obstacles à surmonter dans l'octroi des crédits hypothécaires ; il existait au début différentes restrictions dans certaines provinces qui entravaient sérieusement toute opération avec les crédits de cette sorte. Dans l'ancienne Serbie et le Monténégro, existait la restriction de l'article 471 du Code de Procédure civile. Nous savons que d'après cet article, un cultivateur ne peut, ni hypothéquer une partie de sa terre appelée « minimum insaisissable », ni être poursuivi par voie exécutive pour récupération de créance. Cette restriction a constitué un grand obstacle au développement du crédit foncier, alors assez rudimentaire en Serbie, puisqu'une grande partie de petits cultivateurs n'était pas en état de contracter d'emprunts sur sa terre. En effet, la propriété entière était très souvent plus petite que le minimum protégé. On a beaucoup discuté cette question et nous verrons plus loin que les pouvoirs publics ont finalement supprimé cette disposition.

Des restrictions analogues existent en Croatie et en Slovénie ; ici la protection du minimum de possession a été instituée auprès des « zadrougas » (communautés familiales), par la loi du 12 mai 1889. Aujourd'hui encore, dans tout le midi slave, il existe des vestiges de l'ancienne structure de la famille. La forme moderne de la famille,

composée du père, de la mère et des enfants, n'était pas partout dominante ; dans certaines régions, on trouve encore des familles d'un caractère plus large, composées de tous les ascendants d'une souche, formant tous ensemble une « Zadrouga ». Par conséquent, la propriété immobilière de cette communauté n'est plus divisée, mais elle représente la propriété commune de toute la « Zadrouga » et elle est administrée d'une façon collective. L'évolution historique a montré que les « zadrougas » qui se sont divisées et qui ont partagé leurs terres étaient sujettes à une destruction continuelle. Aussi, une loi a-t-elle été promulguée en l'année 1889 pour les territoires de la Croatie et de la Slovénie, en vertu de laquelle les relations juridiques des « zadrougas » ont été réglementées ; le but principal de ladite loi était de protéger la communauté des « zadrougas » contre la division forcée qui serait le résultat des mesures exécutives. C'est pour cette raison que la loi a apporté des restrictions permanentes relatives à la possibilité de l'endettement de la propriété collective ; il n'y a qu'un certain superflu au-dessus du minimum qui peut être librement hypothéqué, tandis que l'endettement du « minimum protégé » est limité par l'institution d'un maximum légal basé sur le taux du revenu cadastral. Dans ce dernier cas, on exige une permission de l'Administration. Par conséquent, les « zadrougas » ne jouissent que d'une capacité relative en matière de crédit. Il est toutefois démontré que, malgré ces restrictions les « zadrougas » ont pu satisfaire à tous leurs besoins de crédit.

Des restrictions analogues existaient encore en Bosnie et en Herzégovine, où, après la suppression de l'ancien régime féodal (Kmetstvo), les familles vivant sur les biens

jadis féodaux, sont devenues propriétaires des terres labourées par elles ; mais cela avec la restriction qu'un certain minimum de terre de chaque famille ne peut être hypothéqué que moyennant une autorisation de l'administration.

Enfin, la réforme agraire en Serbie méridionale et en Voïvodine a imposé des restrictions diverses à tous ceux qui ont reçu la terre comme colons ou comme anciens soldats volontaires ; les terres, elles aussi, ne peuvent être hypothéquées qu'après autorisation préalable du pouvoir administratif.

B. — *Mesures prises pour faciliter le Crédit hypothécaire*

Toutes les inégalités au point de vue de la base du crédit hypothécaire pour l'agriculteur dans les différentes parties de notre Royaume ont provoqué, tout naturellement, une certaine inégalité dans le nombre et le montant des crédits hypothécaires accordés à diverses régions, de sorte que même des contrées où la pénurie des capitaux était la plus grande, sont restées presque sans crédit. Cependant, cette disproportion aurait été encore plus grande si la Banque n'avait pas pris des mesures pour unifier les circonstances et établir une sorte d'équilibre dans les conditions d'un développement plus ou moins égal de ses opérations hypothécaires dans toutes les parties de l'Etat.

Accordant des crédits au fur et à mesure de la réception des demandes, la Banque intervenait en même temps auprès du Gouvernement, pour qu'à l'aide de mesures convenables par voie légale et prescriptions administratives, il supprimât l'inégalité et les difficultés se dres-

sant contre un développement uniforme du crédit agricole, dans toutes les régions du pays, et diminuât aussi pour les bénéficiaires les taxes concernant la délivrance de documents pour la demande d'emprunts. En toute occasion, la banque a rencontré auprès du Gouvernement un accueil des plus cordiaux et, grâce à sa prévenance et à sa juste compréhension des intérêts du pays, on est parvenu aux résultats suivants :

1) Le 7 février 1930, a été promulguée la nouvelle loi sur la délivrance de titres de propriété (tapyá) ce qui donne aux agriculteurs de la Serbie et du Monténégro la possibilité d'obtenir, sans aucune taxe et dans un délai relativement court, le titre de propriété pour leurs biens, et, au moyen de ce titre, un crédit hypothécaire.

2) Par les modifications et compléments de la loi sur la Banque agricole privilégiée du 1^{er} mars de l'année passée, on a donné satisfaction à un autre besoin de la partie la plus nombreuse de la population rurale de l'ancien Royaume de Serbie et du Monténégro, car, par ces modifications, on a supprimé la prescription de l'art. 471 du Code de procédure civile serbe et celle de l'article 256 du Code de procédure civile de l'ancien Royaume de Monténégro, ce qui a ainsi permis au propriétaire, même le plus petit, de bénéficier du crédit offert par la banque.

3) Par les mêmes modifications à la loi, sont exemptées du paiement de toutes taxes aussi bien celles d'Etat que celles des corps administratifs autonomes, toutes les obligations prises par le débiteur auprès de la Banque agricole, toutes les déclarations de garantie et de cession portées sur ces obligations, ainsi que toutes les légalisations des signatures y afférentes. De même, sont exemptées des taxes, toutes les opérations concernant les hypo-

thèques et, en général, la constitution d'un droit de gage en faveur de la Banque agricole, ainsi que la levée de ces charges.

Les frais pour l'estimation des gages offerts ont été aussi réduits au minimum ; puisque cet amendement à la loi a prévu que l'estimation des débiteurs de la Banque devait être effectué comme devoir officiel, par les comités agricoles communaux, constitués selon l'art. 51 de la loi sur l'encouragement à l'agriculture.

A. — *Les opérations hypothécaires*

Les emprunts hypothécaires que la Banque agricole a accordés au cours des deux années d'existence, ont été en général destinés pour l'achat des terres, la conversion de dettes existantes, la construction de bâtiments agricoles, l'exécution de travaux d'amélioration, ainsi que pour les progrès de l'agriculture en général. Comme gages de ces emprunts, ont été acceptées les terres cultivables et les terres avec les bâtiments pour des buts agricoles. Selon son règlement, la Banque a pu accorder dans le cas de terres gagées, 50 0/0 au plus de la valeur du gage, et dans le cas de bâtiments agricoles gagés jusqu'à 30 0/0. Mais nous verrons que ces pourcentages n'ont jamais été atteints.

a) *Nombre et montant de prêts hypothécaires accordés et versés*

Disposant au début de moyens financiers importants, la Banque a versé, au courant de sa première année d'affaire, une bonne partie de son capital dans des pla-

cements hypothécaires à long terme. Jusqu'au 31 décembre 1930, elle a versé 10.160 emprunts hypothécaires pour un montant total de 327.015.300 dinars.

Au cours de 1931, ses opérations hypothécaires diminuent sensiblement. A cause de l'épuisement de ses moyens financiers, la Banque Agricole a été obligée, dès le mois d'août, de suspendre provisoirement la réception de nouvelles demandes de crédit.

Pour les demandes qui ont été déjà reçues, soit au courant de la première année, soit au début de 1931, mais qui n'ont pas été liquidées, la Banque a continué pendant toute l'année, leur règlement. C'est ainsi qu'elle a accordé 8.553 emprunts hypothécaires pour un montant de 181.921.250 dinars, et versé 8.513 emprunts d'un montant de 184.776.050 dinars.

Si nous récupérons tous les emprunts hypothécaires accordés et versés, depuis le commencement de l'activité de la Banque, nous avons 22.949 emprunts accordés pour un montant de 631.634.550 dinars et 18.673 emprunts versés, d'un montant total de 511.791.350 dinars.

Répartis par mois, ces emprunts furent accordés et versés de la façon suivante. (*Voir tableau ci-contre*).

Il résulte de ce tableau que le nombre et le montant des emprunts accordés a sensiblement baissé dans la deuxième moitié de 1931, et on constate la même baisse en ce qui concerne le montant moyen d'un emprunt qui, de 32.186 dinars en 1930 a diminué à 21.705 dinars en 1931, soit 32,5 pour 0/0. Le fait est déterminé par deux causes : d'une part, il s'est produit par suite de la crise agricole, un effondrement de la valeur des propriétés agricoles ; d'autre part, par suite de l'épuisement des

MOIS	Année	ACCORDÉS :		VERSÉS :		Montant moyen d'un emprunt versé
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	
Octobre . . .	1929	121	4.177.500	—	—	—
Novembre . .	»	942	21.867.000	—	—	—
Décembre . .	»	191	10.645.500	6	273.000	—
Janvier. . . .	1930	59	4.537.000	124	5.720.500	46.133
Février. . . .	»	459	22.525.500	239	8.602.000	—
Mars.	»	1.660	62.547.500	506	17.642.000	—
Avril.	»	1.010	40.208.500	677	27.070.000	39.985
Mai	»	1.394	50.544.000	935	35.663.000	—
Juin.	»	1.095	41.638.500	1.035	35.465.000	—
Juillet	»	933	30.751.000	1.075	39.520.500	36.763
Août.	»	1.078	28.578.000	1.079	38.569.000	35.745
Septembre . .	»	1.026	28.474.000	969	30.288.000	31.257
Octobre . . .	»	1.838	47.044.200	1.085	29.701.000	27.374
Novembre . .	»	1.592	33.498.300	1.058	26.076.800	24.647
Décembre . .	»	998	22.676.800	1.372	32.424.500	23.633
Total . . .		14.396	449.713.300	10.160	327.015.300	32.186
Janvier. . . .	1931	1.688	36.248.900	900	21.270.000	26.633
Février. . . .	»	1.305	30.579.900	976	20.729.600	21.240
Mars.	»	863	18.277.200	1.244	29.293.000	23.547
Avril.	»	1.078	25.166.100	945	20.202.500	21.378
Mai	»	1.083	25.015.750	1.132	20.871.950	23.738
Juin.	»	586	14.537.400	849	18.304.200	21.560
Juillet	»	665	12.491.500	658	15.656.900	23.795
Août.	»	383	5.909.000	525	10.700.000	20.381
Septembre . .	»	460	7.934.500	382	7.213.900	18.885
Octobre . . .	»	26	302.500	262	4.499.000	17.172
Novembre . .	»	229	2.982.500	476	7.521.000	15.800
Décembre . .	»	187	2.476.000	164	2.514.000	15.330
Total . . en	1931	8.553	181.921.250	8.513	184.776.050	21.705
Total . . en	1930	14.396	449.113.300	10.160	327.015.300	32.186
Total		22.949	631.634.550	18.673	511.791.350	27.397

moysens financiers dont a disposé la Banque, la censure de certaines demandes d'emprunts a été beaucoup plus sévère et un grand nombre de demandes furent rejetées. En outre, l'étendue moyenne de la propriété gagée a diminué également, ce qui a provoqué une diminution du montant moyen d'un emprunt. Ainsi donc, l'année dernière, la Banque agricole s'est encore plus approchée de son idéal, d'aider par ses emprunts hypothécaires les moyennes et petites propriétés. Cette tendance se voit également de l'aperçu suivant :

BANOVINES	Grandeur moyenne des propriétés gagées en hectares		Montant moyen d'un emprunt par hectare, en dinars		Diminution en o/o
	En 1930	En 1931	En 1930	En 1931	
Du Vardar . .	17.42	14.66	2.309.16	1.781.98	22.80
Du Vrbas . . .	9.89	8.96	1.672.72	1.320.22	21.10
De la Drina . .	9.85	8.11	2.542.65	2.227.36	12.40
Du Danube . .	11.09	9.06	4.297.21	3.246.36	24.50
De la Zeta . .	5.62	8.14	3.096.41	1.602.31	48.20
De la Morava .	5.61	6.17	4.368.50	2.737.62	37.30
Du Littoral . .	4.37	4.45	4.210.14	2.687.43	36.10
De la Save . .	9.65	7.44	2.844.19	2.176.12	23.50
Moyenne . . .	9.41	8.38	3.408.44	2.592.40	23.90

Par conséquent la grandeur moyenne des propriétés est réduite de 9,41 à 8,38 hectares, c'est-à-dire 9 0/0. Le montant moyen d'un emprunt par hectare de terre gagée est diminué cependant de 3.408.44 dinars à 2.592.40 dinars, soit 23,9 0/0 ou d'un quart presque.

b) Leur répartition par banovines

Entre les différentes banovines, les emprunts hypothécaires versés en 1930 et 1931, se répartissent de la manière suivante. (*Voir tableau page suivante*).

Ce tableau nous montre que la banovine du Danube, bénéficie le plus grand nombre d'emprunts hypothécaires ; 7.483 emprunts, c'est-à-dire 40,03 0/0 du nombre total des emprunts versés. Il faut souligner que deux provinces, Voïvodina et Matchva, qui sont essentiellement productrices de blé, ont bénéficié les 3/4 des emprunts hypothécaires de la Banque. Cette constatation est importante car elle montre que la Banque a cherché à protéger les producteurs de blé, qui, ces dernières années ont grandement souffert de la dépréciation des prix.

Cette répartition inégale s'explique également, par le nombre très variable de demandes d'emprunts adressées à la Banque et qui ont varié suivant les besoins plus ou moins grands des agriculteurs. Tandis que dans les banovines du Danube et du Urbas, des demandes d'emprunts sont parvenues de tous les arrondissements sans exception, les autres n'en ont adressé qu'un nombre assez limité. Ainsi, dans la banovine de la Drave, où les conditions de crédit sont très favorables (le mouvement coopératif étant très développé), deux arrondissements seulement s'étaient présentés pour les emprunts. Actuellement, 256 arrondissements bénéficient des emprunts hypothécaires de la Banque.

BANOVINES	NOMBRE D'EMPRUNTS		MONTANT EN DINARS		o/o du nombre total des emprunts versés		o/o du montant total des emprunts versés		Montant moyen d'un emprunt	
	en 1930	en 1931	en 1930	en 1931	en 1930	en 1931	en 1930	en 1931	en 1930	en 1931
De la Drave . .	2	2	57.000	30.000	0.02	0.02	0.02	0.02	—	15.000
De la Save . . .	733	716	21.100.000	11.253.000	7.25	8.41	6.45	6.09	28.786	15.716
Du Vrbas . . .	1.002	641	16.592.000	8.094.500	9.86	7.53	5.10	4.38	16.558	12.628
Du Littoral . . .	9.16	316	16.657.000	3.787.500	9.01	3.71	5.09	2.05	18.184	11.986
De la Drina . .	2.327	2.662	57.649.000	47.766.800	22.90	31.27	17.62	25.85	24.773	17.944
De la Zeta . . .	783	320	13.539.000	4.307.000	7.70	3.76	4.14	2.33	17.291	13.459
Du Danube . . .	3.988	3.495	190.354.600	102.754.250	39.25	41.05	58.21	55.61	47.731	29.400
De la Morava . .	336	287	8.166.500	4.904.000	3.30	3.37	2.49	2.65	24.305	17.087
Du Vardar . . .	73	74	2.900.000	1.879.000	0.71	0.88	0.88	1.02	39.726	25.329
Total	10.160	8.531	327.015.300	184.776.050	100.00	100.00	100.00	100.00	32.186	21.705

c) Leur répartition par montant et terme

En répartissant le montant des emprunts hypothécaires versés d'après leur montant, nous obtenons le tableau reproduit à la page suivante.

D'après ces chiffres, en considérant le montant, les emprunts de 25.000 à 50.000 dinars, en 1930, étaient les plus importants, tandis qu'en 1931 les emprunts de 10.000 à 25.000 dinars tenaient la première place. Au point de vue du nombre, les emprunts entre 10.000 et 25.000 dinars, dans les deux années, sont les plus nombreux, en tout 7.293 emprunts. On voit nettement par ces données, la tendance de la Banque à favoriser les petits emprunts.

Au point de vue de leur durée, les emprunts hypothécaires sont répartis aux échéances suivantes :

(Voir tableau page 145).

Montant de l'emprunt en dinars	Nombre d'emprunts		Montant en dinars		o/o du nombre total des emprunts versés		o/o du montant total des emprunts versés	
	en 1930	en 1931	en 1930	en 1931	en 1930	en 1931	en 1930	en 1931
1 à 10.000. .	2.991	3.482	23.122.600	24.999.250	29.47	40.90	7.09	13.53
10.001 à 25.000. .	3.940	3.353	71.142.700	58.079.800	38.77	39.39	21.75	31.73
25.001 à 50.000. .	1.928	1.139	72.205.000	41.808.000	18.97	13.38	22.08	22.63
50.001 à 100.000. .	842	402	64.071.000	29.624.000	8.28	4.72	19.59	16.03
100.001 à 250.000. .	370	113	56.570.000	17.715.000	3.60	1.33	17.30	9.59
250.000 à 500.000. .	76	15	27.274.000	5.170.000	0.80	0.18	8.34	2.80
500.000 à 1.000.000. .	10	9	8.520.000	7.380.000	0.09	0.10	2.60	3.99
Au-dessus de : 1.000.000. .	3	—	4.110.000	—	0.02	—	1.25	—
Total. . .	10.160	8.513	327.015.300	184.776.050	100.00	100.00	100.00	100.00

DÉLAI	Nombre d'emprunts		MONTANT		o/o du nombre total des emprunts versés		o/o du montant des emprunts versés	
	en 1930 en 1931		en 1930 en 1931		en 1930 en 1931		en 1930 en 1931	
	en 1930	en 1931	en 1930	en 1931	en 1930	en 1931	en 1930	en 1931
5 ans.	955	982	7.291.500	5.692.100	9.40	18.54	2.42	3.08
10 »	3.031	3.020	51.354.500	36.403.700	29.83	35.48	15.70	19.70
15 »	2.069	2.112	46.605.300	39.168.250	20.36	24.80	14.25	21.20
20 »	3.035	2.106	112.004.500	65.699.000	29.87	24.74	34.25	35.56
25 »	1.070	293	109.129.500	37.813.000	10.54	3.44	38.38	20.46
Total	10.160	8.513	327.015.300	184.776.050	100.00	100.00	100.00	100.00

d) *Les gages et leur évaluation.*

Les emprunts hypothécaires sont fixés d'après l'évaluation des biens qui comprend la terre et les bâtiments.
 Les propriétés gagées sont réparties de la façon suivante (En hectares) :

BANOVINES	En 1930		En 1931	En 1931 + ou — en 0/0	
	En 1930			En 1931 + ou — en 0/0	
Du Vardar.	1.271.89		1.084.75	—	14,70
Du Vrbas.	9.768.22		5.762.30	—	41,0
De la Drina.	22.589.02		21.091.04	—	4,0
Du Danube	43.091.48		31.596.96	—	26,7
De la Zeta	4.434.39		2.796.58	—	36,9
De la Morava	3.939.30		1.777.09	—	54,9
Du Littoral.	1.831.80		1.370.64	—	25,2
De la Save	1.271.89		5.182.63	—	307,4
TOTAL.	93.848.53		71.261.99	—	24,1

L'estimation de toutes les propriétés gagées était la suivante (en milliers de dinars) :

BANOVINES	En 1930			en 1931		
	Estimation des terres	Estimation des bâtiments	Estimation totale	Estimation des terres	Estimation des bâtiments	Estimation totale
Du Vardar . .	10.810	766	11.576	8.267	1.676	9.943
Du Vrbas . . .	71.326	11.352	82.678	43.010	6.838	49.848
De la Drina . .	238.334	27.325	265.659	238.138	28.059	266.197
Du Danube . .	827.565	89.678	917.243	501.720	50.929	552.649
De la Zeta . .	82.569	4.627	87.196	35.959	5.964	41.923
De la Morava .	34.948	3.440	38.388	26.364	3.473	29.837
Du Littoral . .	95.082	11.147	106.229	34.302	5.302	39.604
De la Save . .	91.896	19.599	111.495	55.305	15.665	79.990
TOTAL	1.452.530	107.934	1.620.464	943.094	117.422	1.060.816

Il y a donc un total de 165.110.52 hectares de terre gagées, estimées à 2.395.624 millions de dinars. Au début, certains comités estimèrent les bâtiments et les terres ensemble, de sorte que l'estimation de la terre seule devrait être un peu moindre. Les bâtiments à eux seuls sont estimés à 285.050 millions de dinars et l'évaluation totale des biens gagés s'élève, pour les deux années, à 2.681.280 millions de dinars.

Il résulte également de ces tableaux, que l'estimation a sensiblement diminué en 1931 ; il a été estimé dans cette année, 22.586 hectares de moins qu'en 1930. La cause de cette diminution ne réside pas seulement dans le fait précité, mais aussi parce que les évaluations séparément effectuées par hectare de terre cultivée ont été toutes, sans exception, fortement abaissées par suite de la baisse de la valeur des terres.

La différence dans l'évaluation des terres, dépend beaucoup de la culture du sol, comme on le voit de pourcentages comparatifs suivants :

	En 1930	En 1931
	—	—
Terres labourables . .	16.055	13.329
Jardins potagers. . .	21.563	17.544
Prairies.	14.131	12.351
Pâturages.	10.505	10.195
Vignobles	37.448	33.850
Vergers	20.490	19.447
Forêts.	8.773	10.049
Autres terres	12.361	10.442
	—	—
MOYENNE.	15.476	13.234

Il s'ensuit que la culture des terres a une influence sur leurs évaluations, de sorte qu'une différence assez sensible est constatée dans les pourcentages indiqués.

Il ressort également des données ci-dessus, qu'à part une hausse insignifiante des prix des superficies boisées, nous pouvons constater une diminution d'estimation pour toutes les autres cultures, de telle sorte que l'évaluation moyenne d'un hectare est abaissée de 14,5 0/0, soit 1/7. Cependant, la Banque a considéré que la baisse réelle des prix est encore plus grande et voire même sans limites, et qu'il était nécessaire d'être très circonspect dans l'octroi de nouveaux crédits. C'est pourquoi on constate en 1931, de la part de la Banque, une vigilance bien plus marquée que dans sa première année d'affaires. Ainsi, en 1930, les emprunts versés s'élevaient à 19,79 0/0 de la valeur estimée des propriétés gagées, tandis qu'en 1931, cette évaluation n'était que de 17,41.

La répartition des terres gagées par Banovines et par cultures, se présente ainsi. (Voir tableau p. 146).

Enfin, il est intéressant de souligner encore une fois, le changement intérieur dans la composition des débiteurs de la Banque, par rapport à la grandeur de leurs propriétés :

(Voir tableau ci-contre).

PROPRIÉTÉS	Nombre de propriétés				Montant des emprunts en milliers de dinars			
	en 1930		en 1931		en 1930		en 1931	
	0/0	0/0	0/0	0/0	0/0	0/0	0/0	0/0
Jusqu'à 2 hectares	1.267	12.70	745	8.70	10.119.00	3.16	3.664.25	1.98
De 2 à 5 —	2.983	29.90	3.018	35.50	43.234.80	13.51	31.492.40	17.05
De 5 à 10 —	3.054	30.70	2.721	31.90	73.468.70	22.97	48.121.90	26.05
De 10 à 20 —	1.806	18.10	1.460	17.20	76.051.50	23.77	46.427.00	25.13
De 20 à 50 —	702	7.00	482	5.70	69.105.00	21.60	33.785.50	18.29
De plus de 50 hectares	162	1.60	82	1.00	47.914.00	14.99	21.251.00	11.50
Total.	9.974	10.000	8.508	100.00	319.893.00	100.00	184.742.05	100.00

Si nous groupons ces données en deux groupes, de 10 hectares et au-dessus de 10 hectares, nous obtenons l'aperçu suivant :

	Nombre de propriétés		Nombre d'emprunts	
	En 1930	En 1931	En 1930	En 1931
Jusqu'à 10 hectares . . .	73.30	76.10	39.64	45.08
Au-dessus de 10 hectares.	26.70	23.90	60.36	54.92
	100.00	100.00	100.00	100.00

On constate donc que les propriétés ne dépassant pas 10 hectares, jouent tant par leur nombre que par leur montant, un rôle de plus en plus grand dans les opérations hypothécaires de la Banque.

*
* * *

A l'occasion de la première assemblée des actionnaires, certaines remarques ont été formulées au sujet de la politique que la Banque a suivie dans l'octroi des crédits hypothécaires. Les organisations coopératives se sont surtout élevées contre l'octroi de ces crédits hypothécaires individuels, faisant remarquer que la distribution de ces crédits devait se limiter uniquement aux coopératives. Ces remarques ne sont pas fondées. La loi sur la Banque agricole a spécialement prévu que ladite Banque accordera des crédits hypothécaires à long terme et cela pour deux raisons.

1° L'endettement usuraire d'un grand nombre de cultivateurs était contracté, en général, à court terme ; la prolongation des échéances était consentie par les créanciers usuriers, sous des conditions excessivement

difficiles. Pour venir en aide à ces agriculteurs, il fallait convertir leurs dettes à court terme en dettes à long terme. Par conséquent, les opérations de crédits hypothécaires à long terme étaient les plus importantes que la banque avait à effectuer.

2^o Les moyens financiers propres dont la Banque dispose, sont pour nos conditions économiques assez grands, mais ils sont insuffisants pour contenter tous les besoins de crédit de notre agriculture. Insuffisants seront également les moyens que la Banque pourra se procurer sur le marché national. Elle s'est, dès son début, acheminée vers le capital étranger, et sa courte expérience lui apprend qu'elle sera obligée de s'adresser pour renforcer ses moyens, au marché international des capitaux, sur la base des emprunts hypothécaires placés parmi les paysans.

Demander à la Banque de ne pas accorder des crédits hypothécaires, c'est lui fermer le marché international de capitaux qui est en grande partie nécessaire à notre agriculture. Pour contenter cette nécessité, le législateur a prévu que la Banque pourra, sur la base des emprunts hypothécaires, émettre des obligations, qui entre autres privilèges jouissent de la garantie de l'Etat.

On a surtout fait ressortir que les petits propriétaires agricoles, ne possédant pas de terres assez grandes pour servir de garantie à un emprunt hypothécaire, en profitaient le moins, contrairement aux buts de la Banque de distribuer le crédit à ceux dont le besoin se faisait le plus sentir. Cette affirmation n'est pas exacte, si on considère les chiffres du compte rendu de la Banque, dans sa première année d'activité. Du nombre total des emprunts hypothécaires qui ont été versés dans

l'année 1930, et qui s'élève à 10.160, il a été versé 2.991 emprunts dont le montant de chacun était au-dessous de 10.000 dinars ; 30,40 emprunts entre 10.000 et 25.000 et 1.928 emprunts de 25.000 à 50.000 dinars. Il ressort que 68 0/0 de débiteurs hypothécaires de la Banque agricole ont reçu des emprunts s'élevant au-dessous de 25.000, 87 0/0 au-dessous de 50.000 et 13 0/0 seulement dépassant la somme de 50.000 dinars. Les chiffres nous montrent que justement le plus grand nombre d'emprunts hypothécaires a été donné aux petits propriétaires agricoles.

Les plaintes adressées par les organisations coopératives sont encore moins fondées si on considère qu'un grand nombre d'emprunts hypothécaires et d'un montant très élevé, ont été accordés aux personnes recommandées par ces organisations et qui pour la plupart étaient membres des coopératives.

Les opérations hypothécaires de la Banque et celles qu'elle a effectué par l'intermédiaire des organisations coopératives se complètent mutuellement ; ceux à long terme, proportionnellement plus élevés, sont accordés sur hypothèque et ceux à moyen terme par l'intermédiaire des organisations coopératives. Pour les premiers, les moyens financiers seront procurés par l'émission des obligations, avant tout à l'étranger, et pour les seconds, au moyen des placements publics sur l'épargne, par l'emploi des crédits avancés par les grandes banques publiques, en général par toute opération susceptible d'accumuler des capitaux solides. Les organisations coopératives pourraient voir une concurrence injustifiée dans les emprunts que la Banque accorde aux particuliers, à court terme sur lettre de change ou

sur nantissement (gage) mobilier, mais nous verrons plus loin que ces emprunts ne jouent aucun rôle et qu'ils ont été distribués en très petit nombre.

II. — *Les crédits à moyen terme*

Les conditions particulières, dans lesquelles l'agriculteur yougoslave est obligé de travailler, et qui diffère sensiblement des conditions de travail dans d'autres domaines de la production, ont depuis longtemps déjà fait apparaître la nécessité de créer une forme spéciale de crédit à l'usage de l'agriculture. Le type de crédit d'exploitation à l'échéance trimestrielle est trop court pour la production agricole et, d'autre part, le crédit à long terme remboursable dans un espace de quelques dizaines d'années est souvent trop long. Il reste alors un type de crédit susceptible de fournir aux entreprises agricoles des capitaux pour les investissements qui s'amortissent et s'usent vite, c'est le crédit à terme moyen.

Les exploitations agricoles ont souvent besoin de crédits d'investissement qui s'amortissent complètement et peuvent être remboursés au bout de quelques années. Dans ce cas, un crédit à long terme ne répond pas toujours aux conditions d'exploitation. Il peut arriver que l'agriculteur employant le crédit à long terme pour des investissements qui s'amortissent dans un laps de temps relativement court (comme par exemple pour l'achat du bétail (de production), ou pour des investissements qui se consomment en quelques années), retire le capital investi, le considérant comme son revenu normal. Par la suite, cependant, lorsque la

capacité de production de ces investissements est épuisée, non seulement il ne se trouve pas en possession du capital nécessaire à leur renouvellement, mais il se voit grevé pour de longues années d'une partie non remboursée de la dette primitivement contractée dans ce but, à moins qu'il n'ait mis de côté annuellement, durant la période de productivité de ces investissements, une somme égale à leur valeur réelle. Un crédit à long terme, ainsi employé et sans qu'une comptabilité précise soit tenue dans l'entreprise agricole, appauvrit plutôt qu'il n'enrichit l'agriculteur.

Il arrive souvent que les agriculteurs, ne pouvant pas obtenir des crédits à moyen terme à quantité suffisante pour exécuter certains travaux, ont recouru au crédit à court terme, ce qui les a souvent privés de tous les avantages résultant de ces placements. En effet, souvent, ils n'étaient pas en mesure de rembourser dans le délai fixé les frais de ces placements et pour donner satisfaction à leurs créanciers, ils ont dû contracter des emprunts supplémentaires à des taux d'intérêts souvent exagérés. Ce procédé a amené nécessairement leur appauvrissement progressif, surtout en temps de crise qu'ils traversent en ce moment. Le crédit à moyen terme, rationnellement organisé est plutôt une nouveauté dans le domaine agricole. On a remarqué ces dernières années, que de nombreux pays à caractère nettement agricole qui avaient l'habitude du crédit à long et à court terme, n'ont créé de grandes organisations de crédit à moyen terme, que dernièrement seulement. Ce phénomène s'explique avant tout par le fait que l'abondance relative de capital, offert avant la guerre en Europe, tant à long qu'à court terme suffisait générale-

ment à couvrir les besoins des agriculteurs en matière de capitaux. L'appauvrissement général survenu par suite de la guerre, a eu une répression considérable sur le crédit. Les sources de fonds offerts à long terme, on bien tari complètement ou bien se sont sensiblement rétrécies, et le crédit à long terme est devenu extrêmement limité et souvent très coûteux. Il serait donc vain de vouloir baser l'abaissement de la situation économique des pays agricoles, sur ce type de crédit seulement. Les agriculteurs, poussés par la nécessité, ont dû recourir aux crédits soi-disant à court terme, souvent à ordre qui, grâce à une entente entre le créancier et le débiteur, ont été soumis aux prolongations répétées, de sorte que ces crédits devenaient de fait des crédits à terme moyen.

Malgré un emploi répandu dans notre pays du crédit à moyen terme, il n'a pas pris une forme spéciale mais, dans la plupart des cas, il a été donné suite aux demandes de ce genre au moyen des avances à court terme, qui en raison de leur durée de trois à cinq ans, se transformèrent en avances à moyen terme.

Le développement du crédit à moyen terme, au sens strict de ce mot, fut pratiqué uniquement par les coopératives agricoles. Les coopératives qui ne possèdent pas un capital propre, mais se servent du crédit ouvert par les banques, ont dû adapter, dans la plupart des cas, la pratique de leurs créanciers et accorder ce crédit sur la base de traites à l'échéance trimestrielle, ne les faisant pas réescompter par les institutions financières. Au contraire, les coopératives, qui possèdent des ressources suffisantes offrent le crédit à moyen terme proprement dit, en prenant comme garantie des obligations à l'é-

chéance de deux à trois années et plus comme le font notamment les coopératives slovènes.

Le crédit à moyen terme étant devenu de plus en plus indispensable aux petits cultivateurs, certaines expériences furent tentées en 1925 par la fondation de la Direction pour le crédit agricole qui a eu pour objet de satisfaire au besoin de crédit à termes court et moyen. Au début, les coopératives nouvellement créées, disposant de moyens restreints, avaient tendance à placer leurs capitaux à court terme, sans les engager à des échéances plus longues ; le besoin irrésistible de crédit à moyen terme les obligea à céder dans la pratique, et une partie prépondérante de leurs capitaux fut placée à terme moyen.

A — *Les opérations avec les coopératives*

Considérant que le crédit agricole le plus utile et le plus productif est celui qui se développe par l'intermédiaire des organisations coopératives ; la Banque agricole a distribué tous ses crédits à moyen terme uniquement par l'entremise de ces organisations. Le terme de ces emprunts ne dépassait pas trois ans et comme instrument de leur réalisation servaient les obligations individuelles des membres des coopératives avec la signature du débiteur principal et des deux garants, renforcé de la garantie des organisations coopératives locales et régionales.

Au point de vue de leur emploi, les crédits à moyen terme étaient distribués essentiellement à des buts productifs. Ce caractère a déterminé la Banque agricole à distribuer ces crédits uniquement par l'entremise

des organisations coopératives, étant donné qu'elles sont seules capables d'exercer un contrôle véritable sur leur emploi. Il est évident qu'on ne peut parler d'un contrôle parfait, car il est impossible de savoir exactement si tel ou tel emprunt a été en totalité employé productivement ou non. D'une manière générale, on peut constater, qu'ils ont été presque tous investis dans la culture.

Quand on parle de crédits productifs, il ne faut pas associer à ce terme, comme on le fait souvent, uniquement l'idée d'un développement quantitatif de la production. La situation actuelle de la production agricole mondiale, caractérisée par l'abondance des produits, requiert au contraire une limitation soit par la substitution ou la rationalisation des cultures. Accorder des crédits pour encourager le développement quantitatif de la production agricole, apporterait des troubles encore plus grands à la situation économique actuelle. Nous estimons, par conséquent, que le crédit à moyen terme, accordé à être utilisé productivement, doit avoir en premier lieu un autre but, et notamment la rationalisation de la production agricole, la diminution des frais de revient, une meilleure organisation de la vente des produits agricoles, ainsi que l'amélioration de la quantité de la production ; autant d'avantages qui font actuellement défaut dans l'agriculture yougoslave. A cet effet le crédit à moyen terme doit présenter un double caractère : Une partie de ces fonds doit être affectée à fournir à l'entreprise agricole le capital de roulement nécessaire tandis que l'autre partie doit servir à des investissements s'amortissant et s'usant plus rapidement. Dans le premier cas, le crédit accordé

aurait pour but d'agir dans le sens de la rationalisation du travail dans l'entreprise agricole ; il peut être employé pour l'achat d'engrais chimiques, des semences de sélection et pour l'engraissement du bétail ; il peut ensuite servir à couvrir d'autres dépenses normales d'exploitation, telles que le paiement de la main-d'œuvre, l'achat de certains matériaux nécessaires à la production et autres dépenses, obligeant souvent l'agriculteur à vendre ses produits à une période défavorable, et surtout immédiatement après la récolte. On pourrait, par conséquent, à l'aide de ce crédit, non seulement améliorer la situation sur le marché des céréales mais contribuer dans une grande proportion à relever le pouvoir d'achat de la population rurale, en augmentant les revenus tirés de la vente de ses produits.

En ce qui concerne le crédit à moyen terme employé en tant que crédit d'investissement, celui-ci doit être utilisé à l'achat de certains articles et à l'exécution de certains travaux, dont l'amortissement ne doit pas dépasser le délai de trois à quatre ans. La plupart de ces placements s'amortissant au cours de quelques années, ont pour but, soit l'amélioration de la quantité des produits cultivés ou vendus, soit la rationalisation de l'entreprise agricole.

a) *Nombre de demandes*

L'intérêt que présente cette sorte de crédit s'est manifesté surtout par le grand nombre de demandes, qui pendant les deux années d'activité, parvenaient à la Banque. Du commencement du fonctionnement de la Banque à la fin de décembre 1931, la Banque a reçu

des coopératives, respectivement de leurs centrales, en tout 7.453 demandes, à savoir :

A. Des coopératives locales pour le crédit agricole, par l'intermédiaire des coopératives régionales :

En 1930	En 1931
3.216	3.297

B. Des coopératives de crédit agricole, par l'intermédiaire des fédérations et directement. . . .

515 425

Total. 3.731 3.722

De ce nombre, il a été retourné à cause d'irrégularités :

A. Aux coopératives locales	142	315
B. Aux fédérations.	26	16
	168	331

De sorte qu'il est resté pour examen

3.563 3.391

Pour de plus petites irrégularités, la Banque a correspondu avec :

A. Les coopératives régionales. .	198	334
B. Les fédérations	30	17

Total. * . 228 351

Le nombre de demandes entièrement régularisées et soumises à la censure s'élève en 1930 à 3.412 et en 1931 à 3.285.

Si l'on répartit ce nombre de demandes reçues, entre les centrales des coopératives correspondantes, on obtient le tableau suivant :

A. Coopératives régionales pour le crédit agricole :

	En 1930	1931
	—	—
Belgrade	810	798
Cuprija	664	733
Skoplje	499	379
Sarajevo	495	576
Split	290	355
Zagreb	458	456
	3.216	3.297

B. Fédérations des coopératives de crédit agricole, c'est-à-dire les coopératives du ressort des fédérations particulières.

Fédération Centrale des coopé- tives agricoles serbes, Belgrade	257	308
Fédération des coopératives paysannes croates, Serajevo . .	81	48
Fédération des coopératives agri- coles serbes, Serajevo	21	39
Fédération des coopératives agri- coles serbes, Novi Sad	65	9
Fédération centrale des coopéra- tives paysannes croates, Zagreb	22	4
Coopérative Centrale de crédit agricole, Novi Sad	21	9
<i>A reporter</i>	467	417

LES OPÉRATIONS DE LA BANQUE 161

<i>Report</i>	467	417
Fédération coopérative, Split . .	10	4
Fédération des coopératives agricoles serbes du Banat, Veliki-Beckerek	38	
Fédération centrale des coopératives agricoles tchécoslovaques, Novi Sad		1
Fédération centrale des coopératives laitières d'exportation, Novi Sad		2
Société économique croate, Zagreb		

515 425

Réparties par mois, les demandes ont été reçues dans le nombre suivant :

Décembre (1929)	21	
	En 1930	en 1931
Janvier	148	338
Février	215	327
Mars	242	477
Avril	341	347
Mai	468	452
Juin	393	287
Juillet	253	222
Août	273	339
Septembre	416	360
Octobre	302	266
Novembre	350	129
Décembre	309	178
Total	3.731	3.722

b) *Montant des emprunts accordés et versés
aux coopératives*

Dans le courant de l'année 1931, la Banque a accordé 42.349 emprunts coopératifs sur obligation ou lettre de change, pour un montant total de 106.240.499.49, et elle a versé 35.060 emprunts d'un montant total de 93.183.747.39 dinars.

Avec les emprunts accordés et versés en 1930, cela constitue en tout 105.189 emprunts accordés, d'un montant total de 323.272.003.99 dinars, et 89.621 emprunts versés pour un montant de 285.151.195.39 dinars.

Le montant moyen d'un emprunt versé, en 1931, s'élève en moyenne à 2.656 dinars, par rapport à 3.518 en 1930. Les causes de cette diminution de la moyenne, sont en général, les mêmes que celles que nous avons mentionnées en parlant des emprunts hypothécaires à long terme.

Il est intéressant de constater la grande différence entre les emprunts accordés et versés. Cela provient de ce que très souvent les membres des coopératives adressent des demandes d'emprunts pour « toute éventualité » sans les utiliser plus tard. De même, il arrive très souvent que les formalités requises ne sont pas toujours en règle, et un nombre important de demandes se trouvent de ce fait annulé.

Répartis par mois, les emprunts sur obligations ou traites coopératives, sont accordés et versés de la façon suivante.

(Voir tableaux pages suivantes).

Mois	A C C O R D É			V E R S É		
	Nombre de coopératives	Nombre de membres	Montant en dinars	Nombre de coopératives	Nombre de membres	Montant en dinars
1930						
Janvier . . .	1	26	50.000,00	1	25	48.000,00
Février . . .	102	4.057	13.853.104,00	23	867	2.959.700,00
Mars	300	9.718	34.288.120,00	107	3.516	11.936.096,00
Avril	183	6.977	26.613.855,00	250	8.196	31.505.825,00
Mai	230	11.403	40.946.288,50	214	7.161	24.979.413,00
Juin	159	7.251	25.865.834,00	187	8.199	29.352.864,00
Juillet	101	5.468	18.293.363,00	153	6.795	25.203.453,00
Août	50	2.918	10.240.940,00	88	4.571	15.649.651,50
Septembre. . .	60	3.715	13.040.880,00	68	3.867	13.995.700,00
Octobre. . . .	62	5.233	15.456.827,00	51	4.123	14.155.960,00
Novembre. . .	33	3.843	12.076.293,00	45	3.889	12.120.545,50
Décembre. . .	26	2.231	6.306.000,00	35	3.352	10.060.240,00
Total.	1.307	62.840	217.031.504,50	1.222	54.561	191.967.448,00

Mois	ACCORDÉ			VERSÉ		
	Nombre de coopératives	Nombre de membres	Montant en dinars	Nombre de coopératives	Nombre de membres	Montant en dinars
1931						
Janvier . . .	29	3.740	9.236.782.00	20	2.444	7.359.620.00
Février . . .	29	2.488	7.828.746.00	30	2.509	7.699.296.00
Mars . . .	23	2.573	6.655.048.00	38	2.907	8.700.336.00
Avril . . .	27	3.938	12.524.004.00	32	3.283	10.035.792.75
Mai . . .	44	5.634	18.337.196.05	38	4.895	14.357.112.50
Juin . . .	38	6.106	14.087.059.44	33	4.679	12.740.595.50
Juillet . . .	16	3.801	10.057.972.50	31	4.179	10.244.563.00
Août . . .	12	1.238	4.115.790.00	16	1.866	5.601.287.00
Septembre . .	20	2.965	5.941.372.75	17	1.752	5.091.514.50
Octobre . . .	21	4.628	7.913.949.00	16	2.351	4.677.178.14
Novembre . .	29	2.959	4.753.053.75	21	2.104	2.970.600.00
Décembre . .	18	1.945	3.789.526.00	30	2.091	3.705.852.00
Total en 1930	306 1.307	42.349 62.840	106.240.499.49 217.031.504.50	322 1.222	35.060 54.561	93.183.747.39 191.967.448.00
TOTAL. . .	1.613	105.189	323.272.003.99	1.544	89.621	285.151.195.39

D'après les données établies par la Fédération coopérative centrale (1) il y avait à la fin de 1930, en Yougoslavie, environ 7.000 coopératives, dont 4.400 de crédit (environ 63 0/0). Au courant de l'année 1931, le nombre de coopératives de crédit a quelque peu augmenté par la fondation des nouvelles, mais un certain nombre a été également liquidé, de telle sorte, qu'il y avait, à la fin de 1931, environ 4.500 coopératives de crédit.

Du nombre total de 4.500 coopératives de crédit, actuellement 2.100 coopératives ne peuvent être prises en considération dans les opérations de la Banque Agricole, et cela pour les raisons suivantes : 500 communautés agraires ne peuvent avoir des relations d'affaires avec la Banque parce que la question de la propriété des terres cultivées par les intéressés n'est pas résolue. Parmi les coopératives qui en vertu de la loi sur la Banque agricole ne peuvent bénéficier de ses crédits, sont comprises environ 300 coopératives de crédit d'artisans et de fonctionnaires, ainsi que 485 coopératives de crédit de la banovine de la Drave, qui n'ont jusqu'à présent aucune relation d'affaires avec la Banque, car elles disposent de moyens relativement importants et bon marché. En outre, parmi les coopératives centrales qui sont en relation d'affaires avec la Banque, il y a environ 800 coopératives qui n'utilisent pas encore ses crédits, soit qu'elles ne remplissent pas les conditions exigées par la Banque, soit qu'elles aient suffisamment de moyens pour la satisfaction des besoins en crédit de leurs coopératives.

Sur 4.500 coopératives de crédit, il y a donc environ

(1) Compte-rendu de 1931.

2.100 qui, pour les raisons mentionnées plus haut, n'entrent pas pour le moment en considération pour les affaires de crédit avec la Banque agricole. Des autres 2.400 coopératives, il a été crédité, jusqu'à la fin de l'année passée 1.613 ou 67 0/0 du nombre total de ces organisations avec lesquelles la Banque a pu, en général, entrer en relation d'affaires.

Il résulte, par conséquent, que dans le courant de l'année 1931 le nombre des coopératives créditées par la Banque Agricole, a augmenté de 306. Le rapport entre les coopératives ayant bénéficié ou non des crédits de la Banque, a été également amélioré par l'augmentation du nombre des coopératives créditées, soit de 54 0/0 en 1930 à 67 0/0 en 1931.

On peut conclure que la Banque, en 1931, a développé ses opérations avec les organisations coopératives d'une façon assez satisfaisante, malgré la crise très accentuée dans toute cette période.

B. — *Autres opérations avec les coopératives*

A côté de l'escompte des engagements individuels des membres des coopératives ; la Banque a accordé également plusieurs crédits sur gages des obligations individuelles qui se trouvent dans le portefeuille des coopératives locales et régionales. De tels crédits ont été accordés, en 1931, pour un montant total de 429.349 dinars.

En outre, la Banque a accordé à certaines Fédérations, plusieurs crédits sur comptes courants, en vue du rachat coopératif des produits agricoles, de machines agricoles et le parcellement de terres, d'un montant total de 8.188.630 dinars. Ces crédits sont accordés sur gage des

machines achetées, des produits rachetés ou sur hypothèque sur les terres.

La Banque agricole a consacré une attention particulière au financement des ventes coopératives des céréales. A cause des événements défavorables, il n'a pas été possible de se procurer, à cette fin, des capitaux nécessaires, et de ce fait la Banque a été obligée de limiter ces transactions à ses propres moyens qui, dès le début de la campagne du blé, se sont trouvés presque complètement épuisés.

Dans le but de renouveler aux Fédérations et institutions coopératives, des moyens financiers, qui sont placés dans les prêts des membres coopérateurs, la Banque agricole a décidé, par un règlement du 28 avril 1931, d'accorder des prêts sur obligations individuelles des membres faisant partie de certaines coopératives agricoles de crédit, obligations garanties par deux cautions solvables et renforcées par la garantie de la coopérative elle-même ou de son organisation centrale. — Ces obligations sont cédées à la Banque agricole, par une lettre spéciale, dans laquelle mention est faite, par l'institution centrale, du bénéficiaire du prêt. Elles doivent provenir des moyens personnels de la coopérative, tels que cotisations, épargnes, fonds et crédits. — De ces prêts ne pourront bénéficier que les coopératives qui sont sous le contrôle direct de leur institution centrale, ou de la Banque elle-même. Il résulte que la Banque n'accepte en gages que les obligations faisant un groupe pour chaque coopérative séparément, envoyées par l'intermédiaire des institutions centrales. Le montant des prêts accordés est inscrit sur le compte courant créditeur de la coopérative, compte qui peut être ouvert spécialement pour

ces prêts. Ces sources accordées peuvent également être levées à la caisse de la Banque, directement par les intéressés. Le montant de prêt que la Banque accorde sur chaque groupe d'obligations ne peut dépasser 70 0/0 de la valeur nominale de ces obligations. Le délai de chaque prêt est le même que celui des obligations, mais il ne peut dépasser trois ans. Comme pour les précédentes, ces opérations n'ont fait l'objet des transactions importantes.

A côté des coopératives de crédit, avec lesquelles la Banque agricole a principalement opéré, certains crédits ont été accordés à quelques coopératives de production. Leur nombre est assez limité étant donné que ces coopératives sont chez nous peu développées et ordinairement ne remplissent pas les conditions requises par la Banque agricole.

C. — *La question des crédits globaux*

La façon dont la Banque agricole accorde les crédits se fait de la manière suivante : Chaque coopérative doit dresser une « liste de demandes » c'est-à-dire une énumération de tous les membres qui demandent du crédit. Dans cette liste se trouvent inscrits les renseignements suivants : le montant de l'emprunt ; sa destination ; la quantité et la valeur de la terre, ainsi que la valeur de tous les autres immeubles (bâtiments) et meubles (avant tout le bétail) ; l'endettement du demandeur à l'égard de la coopérative ou en dehors de celle-ci ; les garants (au nombre de deux) et leur situation matérielle ; la proposition de la coopérative sur le montant que l'on peut accorder au demandeur ainsi que la proposition de la part des Fédérations ou bien celle de la coopérative

régionale. De cette façon, la Banque voit les moments les plus importants desquels il faut tenir compte si l'on désire donner raisonnablement et utilement du crédit aux agriculteurs. Une pareille liste est donc envoyée à la Banque qui agit immédiatement si la liste est bien rédigée. Quand le crédit est accordé, la Coopérative, par l'intermédiaire de son organisation centrale (fédération ou coopérative régionale) fait parvenir les obligations individuelles des coopérateurs en question, dans le but de la liquidation.

Cette façon de créditer les coopératives a été très critiquée surtout à l'occasion des assemblées annuelles qui ont été tenues soit par la Banque agricole, ou les diverses autres organisations centrales des coopératives. Les partisans d'une autre politique de crédit, demandaient à ce que la Banque agricole accorde aux institutions coopératives des « crédits globaux », c'est-à-dire que la Banque devrait fixer à chaque fédération ou autre organisation centrale une certaine somme assez élevée et ne doit plus s'occuper de la question de savoir comment ces organisations centrales distribueront les emprunts aux coopératives et celles-ci à leurs membres. Cette façon de pratiquer le créditement a été l'objet, à l'occasion des assemblées tenues en 1931, d'un désir unanime exprimé par les organisations coopératives et il est par conséquent nécessaire de voir si une pareille proposition peut être adoptée sans porter préjudice à notre agriculture.

Sur la base des données recueillies sur les places compétentes, on a pu s'assurer qu'il y a des raisons très fortes à approuver la façon dont la Banque a pratiqué jusqu'ici le créditement des coopératives. L'expérience a montré que notre coopérative, pour la plupart, n'est pas

encore suffisamment instruite dans les opérations des crédits globaux, surtout quand on met à sa disposition des sommes aussi importantes dont dispose actuellement la Banque agricole. De nombreuses coopératives ont déjà appris à opérer avec des petites sommes qui furent accordées et déposées pendant des longues années ; si on mettait à leur disposition d'une seule fois, des sommes dépassant plusieurs centaines de milliers de dinars, il arriverait que ces coopératives, pour la plupart, seraient désorientées et feraient des fautes qui pourraient pour certaines d'entre elles et pour leur membres, être fatales.

En vertu des révisions qui ont été effectuées par les organes de la Banque dans 1.600 coopératives dans l'année 1930 seulement, on a constaté que les opérations des crédits globaux ont été très souvent mal pratiquées. On a constaté que les membres des Conseils d'administration et de surveillance dans nombreux cas, ont bénéficié personnellement 50, 60, 70 et même 90 0/0, de la totalité des crédits globaux. En outre, on accordait des emprunts aux parents, amis, tandis que les indigents très souvent en étaient totalement exempts. Il est évident qu'avec les crédits globaux, on n'a pas cherché à restreindre les dépenses ; les coopératives disposant des sommes élevées dans leurs caisses, ont immédiatement commencé à distribuer des récompenses ; fait des commandes qui n'étaient pas indispensables ; autorisé des voyages coûteux, etc... La faute la plus grave qu'elles commettaient avec ces crédits globaux, était qu'elles ne tenaient pas assez compte de la sûreté des placements. Dans de nombreux cas, on donnait sur un hectare de terre 10.000 dinars et même plus. En outre, on accor-

daît souvent à une seule personne des sommes élevées dépassant même 120.000 dinars. Il est arrivé que les crédits globaux les plus importants ont été accordés aux coopératives dont les membres faisaient partie des Conseils d'administration et de surveillance des organisations coopératives centrales et quoique ces coopératives n'étaient pas classées parmi les meilleures. Donc, tous ces défauts sont la conséquence des crédits globaux. L'ancienne Direction du Crédit agricole avait également remarqué le travail nuisible des crédits globaux. C'est pourquoi, lentement elle s'est écarté de cette politique pour adopter le système qui est pratiqué aujourd'hui par la Banque agricole. Un autre fait a été également constaté, comme conséquence de crédits globaux. Dans beaucoup de coopératives, surtout dans les anciennes, la Banque agricole a remarqué que le nombre des membres reste stationnaire. On avait l'impression que l'augmentation numérique des membres était en quelque sorte entravée. En recherchant les causes de ce phénomène on est arrivé à ce résultat que tous les crédits globaux avaient été distribués principalement aux anciens membres, de telle sorte que pour chaque membre nouveau on ne montrait pas un très grand intérêt pour ses besoins de crédit. Même dans certains cas les coopératives regardaient d'un mauvais œil les nouveaux membres dont la participation aux crédits se faisait au détriment des anciens membres. Etant donné que de telles coopératives sont maintenant sous le contrôle de la Banque agricole on constate que le nombre des membres s'est sensiblement élevé.

D'après toutes ces considérations, on ne peut pas reprocher, à la Banque agricole, sa façon de créditer les

coopératives suivant le système de la « liste de demandes », comprenant toutes les nécessités des membres d'une même coopérative, exposés individuellement. De cette façon, avant tout, la distribution inégale des emprunts est évitée. En outre, les emprunts sont accordés d'après la valeur réelle des biens que possède chaque coopérateur, afin que le débiteur d'après la rentabilité de sa production et d'après ses moyens propres soit en état d'effectuer régulièrement le remboursement de sa dette. La Banque agricole en accordant les crédits doit tenir compte de la solvabilité de chaque coopérateur. Les prolongations qui étaient avant la Banque, dans beaucoup des organisations coopératives une pratique assez courante, sont permises maintenant exceptionnellement dans les cas déterminés, tel que : inondation, grêle, incendie, tremblement de terre, maladies et autres calamités. Puisque les coopératives considéraient et même maintenant quelquefois considèrent uniquement le montant de l'emprunt, sans s'inquiéter de la garantie et de la possibilité du remboursement, la Banque à l'occasion des demandes, réduit le nombre et le montant à sa valeur réelle. Par ce moyen la Banque a introduit un système sain qui peut apporter des bons résultats, d'autant plus qu'elle demande dans le remboursement qui doit s'effectuer sévèrement, le paiement des intérêts et l'amortissement.

Il faut habituer nos paysans à s'endetter de telle façon que le remboursement s'effectue régulièrement, dans une période déterminée qui correspond ordinairement à la réalisation de leur production. Si l'agriculteur recevait le crédit d'une autre façon, il le considérerait comme un cadeau. La conséquence sera une démoralisation qui le conduirait fatalement à la perte, dès que les cadeaux

feraient défaut. Avec eux sera perdue une bonne partie du capital créé par l'initiative de l'Etat et destiné au créditement des paysans.

Très souvent on entend dire que pour remédier à la crise agricole qui sévit à la campagne, il faudrait avancer aux agriculteurs des crédits importants. Nous croyons qu'une pareille opinion est en grande partie erronée. Le temps n'est pas pour les grands investissements. Dans notre agriculture adviendra nécessairement une préorientation. Comment elle apparaîtra, c'est-à-dire comment elle doit-être ? nul ne peut avoir aujourd'hui une image claire et précise. Avec les nouveaux investissements on doit être très circonspect. Il faut encore attendre jusqu'à ce que la situation actuelle devienne plus précise. Nos coopératives n'ont pas tenu grand compte de ces circonstances, tandis que la Banque agricole veille sévèrement qu'on ne s'égare pas dans un faux chemin. L'égarement ne peut être évité que par une juste détermination du but pour lequel le crédit doit être employé. Enfin, la coopérative ne voit que les conditions qui régissent sa sphère d'activité, tandis que la Banque voit la situation générale du pays. Il est par conséquent plus facile à la Banque d'arriver à une solution meilleure et plus juste qu'à une coopérative fixée dans une localité.

D'une grande importance est également la disposition de la loi sur la Banque agricole suivant laquelle les crédits ne peuvent être donnés qu'aux agriculteurs et à leurs organisations mais toujours pour les besoins de l'agriculture. Il est connu que dans un grand nombre des coopératives, il y a parmi les membres certains coopérateurs qui ne s'occupaient pas, ou très rarement, de l'agriculture. Si on accordait des crédits globaux, il pourrait

arriver que des sommes importantes soient remises entre les mains de ces coopérateurs qui d'après la loi n'ont pas droit aux crédits de la Banque agricole. De même, la Banque contrôle sévèrement à ce que l'intérêt des emprunts soit le plus bas possible, aujourd'hui maximum 7 0/0. Puisque les obligations des coopérateurs se trouvent à la Banque, le contrôle est bien meilleur que si l'on avait donné des capitaux globaux aux fédérations et coopératives régionales pour les distribuer d'après leur volonté propre.

Il ne faut pas perdre de vue les organisations coopératives centrales, exception faite d'un très petit nombre, sont matériellement très faibles. L'Etat était obligé de venir en aide aux quelques-unes, même avec des pertes considérables, pour les sauver. Comment aux pareilles institutions, accorder des crédits globaux ? Et ces circonstances montrent clairement que le temps n'est pas encore venu pour les crédits globaux. Il faut d'abord que les fédérations et les coopératives régionales s'affermissent matériellement et organisent équitablement la distribution du crédit aux coopératives et leurs membres coopérateurs, et c'est alors seulement qu'on pourrait modifier le système de la Banque agricole, au point de vue du créditement des institutions coopératives.

Il est indispensable que la Banque agricole conserve d'une façon durable son capital. Pour arriver à cette fin, la Banque doit à l'occasion de l'octroi des crédits, opérer avec vigilance, et dans les circonstances actuelles, ce but, elle pourra l'atteindre qu'avec le système des crédits coopératifs en vertu des « listes de demandes » afin que la Banque puisse avoir de l'influence sur la distribution des crédits entre les coopérateurs. Pour la Banque, c'est

un travail évidemment plus compliqué, mais cela n'est pas important du moment que l'effet de son action est plus satisfaisante pour notre agriculture.

III. — *Les crédits à court terme*

Le crédit à court terme au sens de la théorie, c'est-à-dire celui dont la durée est de trois à six mois, qui a pour objet de servir à l'approvisionnement en matières de production et au paiement des frais généraux et qui est généralement accordé à condition d'être remboursé après la récolte, est encore rare dans la pratique existante. En fait, il arrive souvent que les cultivateurs contractent des emprunts qui, à première vue, ainsi que par la forme, ressemblent à des crédits à court terme. Ce sont surtout les prêts accordés sur lettres de change, à échéance trimestrielle. Mais abstraction faite de leur caractère extérieur et de leur courte durée, ils ne sont en réalité point liquidés, une fois le terme arrivé, mais ils se prolongent par voie de remboursement d'une partie du capital emprunté. Ils perdent ainsi leur caractère initial et se transforment en crédit à moyen terme. Dans certaines provinces avancées au point de vue économique, on a, grâce aux coopératives agricoles, introduit une organisation financière plus souple, intéressant de larges masses de producteurs. Il s'agit surtout de la Slovanie, dans une moindre mesure de la Croatie, de la Slavonie et de la Voïvodine, où ces prêts revêtent réellement le caractère d'emprunts de production, c'est-à-dire servent à l'élevage, à la culture, et sont remboursés aux créanciers une fois les travaux exécutés. Les coopératives agricoles qui consentent des emprunts de ce genre,

contrôlent leur emploi et exigent souvent la garantie qu'ils seront réellement utilisés pour des fins prévues.

Le crédit à court terme pratiqué dans les autres régions de l'Etat, en ce qui concerne notamment la Bosnie, le Monténégro et certaines provinces de la Serbie d'avant guerre, est surtout entre les mains de particuliers, de rentiers et de commerçants. Dans ces régions, ce crédit revêt le caractère d'un crédit de consommation, qu'il s'agisse d'un prêt en argent ayant pour objet de procurer au débiteur les articles nécessaires à la consommation, ou d'un crédit accordé au consommateur par le commerçant en produits alimentaires.

La Banque agricole s'est relativement très peu occupée du crédit à court terme. Cette sorte de crédit est pour notre agriculteur très incommode, d'autant plus que notre paysan est un très mauvais débiteur quand il s'agit d'un emprunt contracté sur lettre de change.

Un développement plus vif de ce crédit, dépend, chez nous des conditions suivantes :

a) De la réorganisation des marchés des produits agricoles.

b) De la construction de magasins généraux et des entrepôts.

c) De l'amélioration des moyens de transport et, surtout,

d) d'une compréhension plus nette de la nature de ce crédit de la part des bénéficiaires. — L'on sait déjà que dans les pays où le crédit se développe depuis des dizaines d'années et dans des circonstances beaucoup plus favorables, que chez nous, les bénéficiaires sont souvent amenés dans une situation sans issue, car, à cause d'une compréhension fautive de la nature de ces crédits, ils les utilisent à des fins pouvant être réalisées seulement à

l'aide de crédits à long terme ou à terme moyen. Malgré tout, la Banque espère pouvoir dans un proche avenir mettre aussi ces crédits au service de notre agriculture.

* *

A côté de ces opérations principales, la Banque agricole a avancé également des crédits à la Société privilégiée d'exportation. — Par la loi sur les modifications et compléments à la loi du 4 septembre 1931, sur l'exportation du blé, du seigle et de la farine de blé, la Banque agricole a été autorisée de contracter des emprunts dans le but de financement selon la loi du 27 juin 1931 sur l'exportation et l'importation des articles précités, et d'accorder, dans ce but, sous la garantie de l'Etat, des crédits à la Société d'exportation. En vertu de cette autorisation légale, la Banque Agricole a contracté auprès d'un groupe de banquiers français, sous la Direction de la Banque Française d'acceptation à Paris, un emprunt de 32.000.000 de francs français, avec délai de six mois. Le montant de cet emprunt a été avancé sous forme de crédits à la société d'exportation avec garantie de l'Etat et sur gages d'une quantité correspondante de blé. La moitié de cet emprunt, soit 16.000.000 de francs fut remboursé le 17 février 1932, tandis que le délai pour le remboursement de la deuxième moitié a été prolongé jusqu'au 17 mai 1932.

IV. — *Le taux de l'intérêt de la Banque*

En ce qui concerne le *taux de l'intérêt* auquel les crédits sont accordés, la Banque agricole a fixé un taux

moyen, prenant en considération les besoins des agriculteurs et les conditions de crédits sur le marché. Comme les conditions de crédit sont très différentes dans les diverses régions de notre pays, il est naturel que le taux de l'intérêt ne soit pas le même sur tout le territoire. Nous pouvons distinguer... (S. D. N.).

Au courant de sa première année d'affaires, la Banque agricole a accordé ses crédits aux taux suivants :

9 0/0 d'intérêt annuel sur les crédits hypothécaires à long terme ne dépassant pas 300.000 dinars, au delà de cette somme 10 0/0.

8 0/0 sur les emprunts coopératifs ;

10 0/0 sur les prêts à court terme accordés sur traites.

Ces taux ont été maintenus à l'exception de celui pour les emprunts coopératifs, qui était réduit au mois de mars 1931 à 7 0/0. Etant donné que les crédits coopératifs représentent des emprunts pour les besoins courants de l'agriculture, l'administration de la Banque a voulu satisfaire ces besoins en accordant les emprunts à un taux exceptionnellement plus bas. L'abaissement du taux de l'intérêt sur les emprunts hypothécaires n'a pas été pris en considération parce que les conditions du marché et le but pour lequel ces emprunts sont accordés sont relativement assez satisfaisants. Les emprunts hypothécaires ont été, en général, accordés pour la conversion des anciennes dettes paysannes qui avaient été contractées à court terme et à un taux très élevé, variant entre 40 et 80 0/0 ; en comparaison de ces chiffres, le taux de 9 0/0 compté par la Banque agricole peut être considéré comme excessivement satisfaisant. D'autre part, pour les crédits hypothécaires à long terme, sur notre marché, est seule compétente, la Banque Hypothécaire d'Etat ; par

conséquent, il était impossible à la Banque agricole de surpasser ladite institution dans ce domaine.

Une autre raison également est en faveur du maintien du taux actuel sur les crédits hypothécaires : la nécessité et la possibilité de contracter des emprunts étrangers à long terme ne peut se faire que sur la base du portefeuille hypothécaire que la Banque possède ; un abaissement du taux de l'intérêt non proportionnel à celui actuellement pratiqué sur le marché monétaire international pour ces sortes de crédits aurait pour conséquence une impossibilité pour la Banque de profiter des crédits hypothécaires internationaux.

La question du taux de l'intérêt de la Banque agricole a soulevé des nombreuses critiques de la part de ses ennemis. On s'est demandé si la Banque, puisque son capital est dirigé vers le marché monétaire normal, peut distribuer ses crédits à un taux d'intérêt plus bas que les autres établissements bancaires privés. Elle peut et elle le doit. Elle peut, parce que, d'abord la Banque est libérée de tous les impôts, taxes et autres contributions. En deuxième lieu, parce que son trafic est très développé, de telle façon que les frais généraux sont moindres que ceux de petites banques provinciales. En troisième lieu, parce qu'elle accorde des emprunts soit sur hypothèque, soit aux coopérateurs contre la garantie de leurs coopératives ou fédérations, ce qui fait que le risque des pertes éventuelles est bien moindre.

Que le crédit de la Banque agricole est meilleur marché que celui des Banques privées, sans parler des prêteurs privés usuriers, cela s'est senti partout où l'activité de ladite Banque a réussi à pénétrer. Il est clair que cette activité de la Banque a provoqué un grand mécontent-

tement dans les milieux intéressés, qui n'ont pas osé formuler publiquement leurs observations, mais ont commencé une propagande sans égard contre le travail de la Banque.

Dans cette lutte la question du taux de l'intérêt de la Banque fut l'objet de vives critiques. Ceux qui jadis ont eux-mêmes négocié des emprunts à 18 0/0 et même plus, maintenant reprochent à la Banque que ses crédits à 8 et 9 0/0 d'intérêt sont trop chers. Si on considère cette question au point de vue de la rentabilité actuelle de l'Agriculture, il est clair que non seulement l'intérêt fixé par la Banque à 8 0/0, mais même celui à 5 0/0 serait trop élevé par les prix anormaux que les agriculteurs reçoivent aujourd'hui pour leurs produits. La question se pose ainsi : peut-on normalement avoir de l'argent à un taux plus bas ? Si nous considérons les pays agricoles voisins, nous voyons par exemple que la Banque Agricole de Bulgarie à la fin de 1931 a abaissé le taux de l'intérêt pour ses crédits de 13 à 10 0/0. La Banque agraire de Grèce ne peut donner des crédits dont l'intérêt dépasse 8 0/0. Si nous nous demandons comment cela est possible, nous voyons que la Banque a reçu de l'Etat 450 millions de drachmes, c'est-à-dire 28 0/0 de son capital sans aucun intérêt.

Pour régler les dettes des paysans, contractées pour les améliorations, l'Italie a décidé que l'état payerait tout le surplus de l'intérêt qui dépasse 7,5 0/0. Evidemment, avec cette mesure on ne peut résoudre la question de l'endettement des paysans en totalité, puisque les emprunts pour les améliorations ne forment qu'une partie faible de l'endettement total des paysans.

Les institutions pour le crédit agricole en Roumanie

reçoivent de la Banque Nationale Roumaine, des avances à 9 0/0. Des mesures ont été prises pour réduire les paiements des paysans à 12 0/0 comprenant l'amortissement. Les obligations du crédit hypothécaire portent 10,31 0/0 d'intérêt (mai 1930).

En Pologne le taux d'intérêt des obligations était à 13,85 0/0 (juin 1929) et par conséquent la situation de débiteurs (demandeurs) est encore pire, surtout si on prend en considération que le taux de l'escompte ordinaire (privé) atteint 30 0/0 et même plus.

Même en Tchécoslovaquie, les coopératives reçoivent les crédits dont l'intérêt varie entre 7 et 8 0/0, et le parti politique agrarien avait élaboré un projet, qu'un crédit de 50 millions de couronnes tchécoslovaques soit accordé pour le paiement de la « différence d'intérêts ».

Nous trouvons des conditions normales peut-être seulement en Suède où les emprunts hypothécaires sont comptés à 4 0/0 et pour les emprunts chez les banques privées 5 à 7 0/0. — Mais nous ne pouvons mesurer nos conditions économiques avec celles de Suède ni celle de France, où l'Etat a mis à la disposition des instituts pour le crédit agricole des sommes importantes (750 millions de francs dans le budget 1929-1930) et de ce fait a rendu possible l'abaissement du taux de l'intérêt à 3 0/0 pour les emprunts hypothécaires.

Si nous jetons un regard sur les conditions qui régissent les autres pays, nous voyons que le taux normal des crédits hypothécaires dépasse même en Allemagne 10 0/0 sur un endettement qui atteint 29 0/0 de la valeur cadastrée. Il est plus petit seulement là où les institutions en question se servent de crédits gratuits ou bien où l'Etat accorde des dotations chaque année à

fond perdu pour régler la différence des intérêts sur les emprunts des petites propriétés.

L'expérience de notre Direction du Crédit agricole a montré que l'Etat est bien loin de pouvoir séparer de son budget 100 millions de dinars et bien moins encore des milliards qui sont nécessaires à notre agriculture. Même si on acceptait cette autre façon de secours, à savoir que l'Etat s'engage à régler les différences des taux de l'intérêt (même si cette action est limitée aux petits emprunts) nous croyons qu'une pareille méthode augmenterait d'une façon considérable les dépenses de l'Etat, puisque le montant de ces avances devait successivement grandir en rapport à l'augmentation chaque année des crédits de la Banque.

En conséquence, tant que l'intervention de l'Etat ne soit décidée en cette matière, il faut se baser uniquement sur le taux de l'intérêt normal, qui répond aux conditions de notre marché monétaire. Il est injuste de créer artificiellement certains groupes « privilégiés » qui se serviraient en réalité de crédits à bon marché puisés dans le Trésor public et laisser tous les autres à la merci des usuriers. Il est bien mieux que la grande partie des Crédits agricoles soit centralisée dans une seule institution dont le taux de l'intérêt serait pour 2 ou 3 0/0 plus satisfaisant du taux pratiqué par les banques provinciales auxquelles nos paysans généralement s'adressent :

C'est justement le cas de la Banque agricole qui par son travail l'a jusqu'ici démontré. La meilleure façon de permettre à la Banque un abaissement graduel de son taux de l'intérêt, constitue dans l'augmentation de l'épargne, dans l'augmentation des dépôts en espèces

Tableau comparatif de l'actif et du passif de la Banque au 31 décembre 1931.

COMPTES	1930	1931
ACTIF :		
Caisse	2.586.210.73	1.293.116.99
Compte-virement auprès de la Banque Nationale.	2.268.236.85	872.032.39
Compte-chèques auprès de la Caisse d'Epargne Postale. . .	8.878.935.99	1.383.133.76
Dépôts auprès des Banques .	122.186.393.27	46.653.211.48
Titres	21.014.241.86	23.714.250.00
Fonds de réserve		8.652.023.61
DÉBITEURS :		
Emprunts hypothécaires. . .	323.711.878.60	489.924.969.00
Emprunts coopératifs sur obli- gations et lettres de change .	167.255.540.50	186.441.186.65
Avances sur obligations et let- tres de change des coopéra- tives.		425.639.00
Comptes-courants des coopé- tives.	86.142.500.00	64.408.070.00
Lettres de change.	1.572.874.00	686.766.00
Avances sur titres.	716.320.00	760.274.00
Actionnaires	19.715.356.75	6.576.625.00
Biens immobiliers.	4.025.059.00	
Meubles	1.00	1.00
Actifs divers	611.041.59	68.353.47
Total de l'actif.	760.685.590.14	831.859.652.85
PASSIF :		
Capital.	700.000.000.00	700.000.000.00
Fonds de réserve	7.407.082.26	9.557.525.02
Fonds de réserve spéciale. . .		1.023.610.65
Fonds de retraite des fonction- naires		1.946.545.13
Dépôts d'épargne	9.806.950.36	26.618.037.27
Passifs divers.		26.527.689.63
La liquidation de la Caisse de crédit centrale du pays . .	2.164.585.29	2.196.218.72
Dividendes non payés en 1930.		1.357.636.82
Comptes transitoires.	14.536.632.95	18.275.783.60
Bénéfice net	26.770.339.28	44.356.579.01
Total du passif.	760.685.590.14	831.859.652.85

SITUATION DES EMPRUNTS L

MOIS	EMPRUNTS HYPOTHÉCAIRES		EMPRUNTS SUR LETTRES DE CHANGE		AVANCES SUR TITRES		Escompte d et lettres	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	
1931								
Janvier. . . .	900	21.270.000	5	69.150	7	54.720	2.444	
Février. . . .	976	20.729.600	8	140.500	5	19.200	2.509	
Mars.	1.244	29.293.000	13	177.200	6	54.400	2.907	
Avril.	945	20.202.500	9	59.800	6	17.600	3.283	1
Mai.	1.132	26.871.950	11	129.000	3	19.520	4.895	1
Juin.	849	18.304.200	10	152.566	6	248.000	4.079	1
Juillet. . . .	658	15.656.900	4	78.595	6	38.950	4.179	1
Août.	525	10.700.000	6	62.000	8	86.580	1.866	
Septembre . .	382	7.213.900	7	56.795	9	43.210	1.752	
Octobre . . .	262	4.499.000	4	28.500	8	20.900	2.351	
Novembre . .	476	7.521.000	2	15.000	4	25.000	2.104	
Décembre . .	164	2.514.000	10	121.400	6	29.730	2.091	
Versé en 1931.	8.513	184.776.050	89	1.090.506	74	658.780	35.060	98
Versé en 1930.	10.160	327.015.300	130	2.223.600	60	743.990	54.461	193
Total	18.673	511.791.350	219	3.312.106	134	1.402.770	89.621	288
Rembour. en 1931	156	18.562.959	124	1.976.614	30	614.826	4.722	73
Rembour. en 1930	26	3.303.421	38	648.726	3	27.670	1.516	24
Total	182	21.866.381	162	2.625.340	33	642.496	6.238	98
Solde 31-XII-31	18.491	489.924.909	57	686.767	101	760.274	83.383	**18

Compte-rendu de la Banque agricole, 1931, p. 65.

Tous les r
** Du sold
Din. 253.399,0

JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1931

PRUNTS COOPÉRATIFS						TOTAL	
Avances sur obligations et lettres de change		Comptes courants de l'ancienne direction pour le Créd. Agr.		Nouveaux		Nombre	Montant
Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant		
			34.055.06		31.138.10	3.356	28.818.683.70
			*875.449.60		63.124.52	3.498	29.527.170.12
			*1.394.769.58		1.403.372.53	4.170	41.023.078.11
			79.355.50		748.270.00	4.243	31.073.298.25
			88.492.90		545.073.00	6.041	42.011.148.40
			*1.189.403.34		479.303.31	5.544	33.115.028.15
25	46.480		*266.296.35	1	7.099.370.00	4.873	33.431.1.3545
45	30.335		93.073.2	1	8.716.091.56	2.451	25.339.386.81
10	14.840		*1.699.302.12		3.050.117.40	2.160	17.169.679.02
10	14.430		55.791.33		711.611.83	2.635	9.957.461.30
59	98.120		40.670.52	2	1.081.011.40	2.647	11.751.111.92
90	175.074		*1.029.546.33	1	1.408.583.71	2.342	8.984.186.04
39	429.349		6.726.186.72	5	25.337.067.36	43.970	312.201.686.17
		12	122.016.640.94	10	9.854.704.25	64.933	653.819.983.19
39	429.349	12	128.742.827.36	15	35.191.771.61	108.903	966.021.369.36
2	3.710		44.280.586.42	3	9.517.097.36	5.027	148.954.894.62
		3	44.062.770.94		1.666.074.25	1.586	74.419.570.09
2	3.710	3	88.343.357.36	3	11.183.171.01	6.613	223.374.464.71
37	**425.639	9	**40.399.470.00	12	**24.008.600.00	102.290	742.646.904.05

s de * résultent des intérêts trimestriels accrus.

ance de la Banque d'un montant de Din. 579.400.113.10, il revient au mouvement coopératif

que l'on confie à la Banque pour ses placements. Pour le succès de cette méthode nous avons justement un exemple dans notre pays, la Slovénie, qui tient la première place au point de vue de l'épargne, possède également le taux de l'intérêt le plus bas qui soit chez nous. Il faudrait prendre son exemple puisqu'un meilleur moyen pour l'abaissement du taux de l'intérêt n'existe pas.

TROISIÈME PARTIE

La question du Crédit agricole international

On est généralement d'accord sur l'opportunité d'un crédit agricole basé sur l'échelle internationale, dont le but serait d'accorder un secours financier aux pays ne possédant pas de capitaux à bon marché et où les agriculteurs ne pouvant obtenir suffisamment de crédits à long terme, sont obligés de recourir à des emprunts à court terme, d'intérêts très élevés, qui sont souvent une malédiction pour l'agriculture. Tels sont, pour la plupart, les pays de l'Europe centrale et orientale, qui souffrent actuellement d'un endettement considérable de la classe paysanne, endettement grevé, sauf exception, d'intérêts extrêmement élevés.

Toutefois, certains auteurs se demandent si, au point de vue international, on peut concilier l'octroi de crédits abondants et avantageux avec la situation économique actuelle, caractérisée par une surabondance de produits agricoles. Il est compréhensible que des pays possédant des taux d'intérêts élevés désirent des crédits à meilleur marché, mais l'accroissement des crédits, s'il ne provoque par la hausse des salaires et la rémunération des paysans, risque d'accroître la production ; ce qui serait, dans les circonstances actuelles, fort dangereux. L'exemple des États-Unis d'Amérique le montre très bien.

Malgré la crainte que ces auteurs font ressortir, il n'y a pas lieu de redouter que le crédit agricole international accentue la production mondiale. Une grande partie du crédit, surtout dans les pays fortement endettés serait destinée à remplacer l'argent prêté à des taux élevés. La conversion avantageuse des dettes permettrait à l'agriculteur d'améliorer et de varier ses cultures ; il pourrait relever son niveau de vie et accroître sa consommation qui, avec la crise a baissé dans d'énormes proportions. Un emploi prudent du crédit agricole international permettrait de soulager la situation d'un grand nombre d'agriculteurs, qui sont, comme on le sait, les principaux consommateurs de produits manufacturés, tant dans les pays envisagés que dans les autres parties de l'Europe.

Il est par conséquent naturel que le crédit agricole international, ces dernières années, ait fait l'objet de nombreuses conférences et réunions de la part des Etats intéressés, conférences qui ont finalement abouti à la création d'une Société Internationale de crédit hypothécaire agricole.

CHAPITRE PREMIER

La Conférence de Varsovie

La question du crédit agricole international avait été soulevée pour la première fois lors de la conférence préliminaire en vue d'une action économique concertée ; la conférence, « considérant que la pénurie de capitaux présente une entrave sérieuse au développement des relations commerciales entre les pays industriels et agricoles, avait formulé l'espoir qu'une solution satisfaisante pourrait être trouvée dans une meilleure organisation du crédit agricole ».

Depuis cette date, une conférence spéciale du crédit agricole a réuni à Varsovie, en novembre 1930, les représentants des gouvernements de Bulgarie, d'Estonie, de Hongrie, de Lettonie, de Pologne, de Roumanie et de Yougoslavie. L'initiative de cette conférence revient à l'américain M. Charles S. Dewey, conseiller financier du gouvernement polonais, qui avait adressé, à l'occasion de la conférence agricole de Varsovie, un mémorandum, dans lequel il a exprimé son avis, que les Etats agraires de l'Europe Centrale devraient consacrer une attention plus grande au crédit agricole à moyen terme, faisant ordinairement défaut dans ces pays, mais qui, au contraire, en Amérique est très bien organisé et a montré des résultats satisfaisants. D'après l'avis de

M. Dewey, ce crédit pourrait être organisé de la même façon qu'en Amérique, c'est-à-dire principalement sur gage des produits agricoles, avec émission d'obligations qui pourraient faire objet d'un placement sur les marchés financiers étrangers.

Trois avis différents furent exprimés à cette conférence. La Bulgarie, la Pologne et la Roumanie regardaient avec optimisme la possibilité de la création de cette sorte de crédit. Dans les deux premiers Etats, ce crédit est déjà connu, tandis que la Roumanie était fermement persuadée que l'idée de M. Dewey est parfaitement réalisable.

La Tchécoslovaquie, l'Estonie et la Lettonie ont considéré que les besoins du crédit agricole de leur pays peuvent être couverts sur les marchés nationaux et ces Etats se sont plus ou moins limités à cette conférence, au rôle de simples observateurs.

Pour la Hongrie, où les besoins de crédit satisfont en général les instituts monétaires privés, l'idée de la fondation d'un nouvel organisme pour le crédit agricole n'a pas trouvé un accueil très favorable.

En ce qui concerne la Yougoslavie, son délégué M. Novakovitch était d'avis que la proposition de la conférence au point de vue théorique est très intéressante et digne de discussion, mais que ses formes concrètes ne pourraient être acceptées par notre Etat que dans le cas d'une assurance que pour cette idée le capital étranger aurait intérêt à s'engager, et qui, à cette conférence, malheureusement n'a pas été représenté et dont l'avis par conséquent est inconnu.

Malgré la divergence d'opinions, et après une discussion détaillée, la conférence a élaboré un mémo-

randum collectif dans lequel sont exposés les principes d'après lesquels le crédit agricole à moyen terme devait être organisé quand chaque Etat jugerait le moment opportun à la décision de cette question.

Il ressort de ce memorandum, qu'à côté du crédit hypothécaire à long terme et du crédit à court terme, qui alimentent presque exclusivement les besoins de l'agriculture, il est nécessaire de créer également un crédit agricole à moyen terme pour certains besoins spéciaux. D'un côté c'est le besoin du capital de roulement qui permettrait à l'agriculteur de ne pas vendre à une période défavorable et surtout immédiatement après la récolte ; de cette façon l'offre, qui était avant concentrée à de courts intervalles, serait répartie, grâce au crédit à moyen terme, à une échelle mensuelle plus longue. De tels crédits devraient, d'une manière générale, être accordés pour une période variant entre un an et un an et demi. D'un autre côté, le crédit à moyen terme servirait à certains investissements s'amortissant plus rapidement et pour lesquels le long terme n'est pas nécessaire. Ce sont, par exemple, certains achats d'instruments agricoles perfectionnés, le renouvellement du bétail, l'amélioration du sol, etc...

En ce qui concerne l'organisation de ce crédit, les experts étaient d'avis que seules les institutions spéciales pour le crédit agricole sont en état de procurer cette sorte de crédit, soit les banques déjà existantes, soit des institutions créées spécialement à cet effet. Le crédit serait accordé sur hypothèque, sur gages des produits et instruments agricoles ou sur garantie personnelle. Dans le cas d'une garantie hypothécaire, l'emprunt sera garanti par l'hypothèque de deuxième rang,

puisque le premier rang doit être réservé pour les emprunts à long terme. L'hypothèque de deuxième rang pourrait être considérée comme garantie suffisante si le premier rang est occupé par une institution bancaire qui est en état de donner toutes les garanties que cette hypothèque ne dépasse pas la limite que l'on requiert pour la sûreté pupillaire.

La conférence est d'avis que l'on pourrait, sur la base de ces hypothèques et en vertu des gages mentionnés plus haut, après introduction de certaines mesures législatives de protection du créancier dans les pays intéressés, émettre des obligations à échéance moyenne qui serviraient à se procurer des moyens financiers nécessaires, soit sur le marché intérieur, soit sur le marché étranger. En tous cas, il serait souhaitable qu'une seule institution soit autorisée dans chaque Etat à émettre des obligations, et peut-être il serait utile de fonder une institution internationale par l'intermédiaire de laquelle les obligations seraient portées sur les marchés étrangers.

La conférence a décidé également que les représentants soumettent à leurs gouvernements respectifs ce memorandum sur le crédit agricole à moyen terme, mais elle n'a pas abordé la question de savoir si les Etats représentés, dès maintenant considéraient le moment comme opportun à ce que cette question soit discutée dans une forme plus concrète.

En vue d'obtenir des renseignements plus détaillés sur le crédit agricole dans les divers pays, la conférence de Varsovie avait adopté un questionnaire auquel les gouvernements représentés à la conférence devaient répondre jusqu'au 1^{er} décembre 1930.

Les réponses (1) des gouvernements bulgare, estonien, hongrois, letton, polonais, roumain et yougoslave, montrent la diversité des régimes juridiques et fiscaux concernant les hypothèques rurales et celle des situations concernant l'institution du gage sur bien meuble. Elles font ressortir également l'endettement considérable des agriculteurs dans ces différents pays qui est évalué comme suit en millions de dollars :

Bulgarie 11 ; Estonie 23 ; Hongrie 245 ; Lettonie 49 ; Pologne 251 ; Roumanie 240 ; Yougoslavie 67,3 ;

Pour l'ensemble de ces pays, on arrive ainsi à un total de 886.300.000 dollars de dettes à terme variable, grevées d'intérêts exorbitants. L'endettement par hectare de terrain cultivé est évalué à 10 dollars 97 en Bulgarie, à 8,12 en Estonie, à 33,24 en Hongrie, à 14,79 en Lettonie, à 10,24 en Pologne, à 14,02 en Roumanie et à 5,4 en Yougoslavie.

Quoique les banques officielles et les coopératives agricoles prêtent à des taux d'intérêts relativement modérés, mais qui peuvent aller jusqu'à 10 0/0 comme en Bulgarie, il en est autrement pour les banques privées dont les taux sont de 11 0/0 en Pologne, de 12 à 15 0/0 en Roumanie et en Yougoslavie. Quant aux prêts effectués par les particuliers, ils atteignent des taux trop souvent usuraires, comme en Pologne jusqu'à 20 0/0 et même d'avantage, en Bulgarie en Roumanie et en Yougoslavie dépassant souvent 30 0/0.

Ces chiffres indiquent assez clairement l'utilité d'une intervention rapide en faveur des agriculteurs des pays

(1) *Le crédit agricole dans certains pays de l'Europe Centrale et Orientale.* — Publication de la S. D. N., F. 866, 1931.

mentionnés. Aussi la seconde conférence internationale en vue d'une action économique concertée, qui s'est réunie à Genève à la fin de novembre 1930, a repris l'examen de cette question et a demandé que le problème du crédit agricole « soit abordé vigoureusement, en tenant compte de ses aspects économiques aussi bien que financiers et en vue d'une réalisation prochaine, notamment en ce qui concerne les pays agricoles de l'Europe centrale et orientale.

CHAPITRE II

Les travaux du Comité financier de la S. D. N.

Le Comité financier de la Société des Nations fut chargé en 1930 d'envoyer un rapport au conseil, en vue de le renseigner sur les mesures pouvant être prises pour résoudre le problème du crédit agricole international. Dès janvier 1931 il s'est mis à l'œuvre, en commençant par consulter les personnes compétentes en cette matière. C'est ainsi qu'il a consulté M. de Michelis, Président de l'Institut international d'agriculture de Rome, qui étudie cette question d'une manière détaillée depuis un certain nombre d'années et qui a réuni une importante documentation. Il a également consulté M. Dinola, Président du Comité économique qui a souligné l'intérêt que le Comité économique porte à l'étude de ce problème, M. Poplawski et Lugasianu, Président et Vice-président de la conférence de Varsovie ; en outre, le Comité financier a examiné le mémorandum adopté par cette conférence ainsi que les réponses des gouvernements sur le questionnaire déjà mentionné.

Se rendant compte de l'importance que présente cette question, le Comité financier est arrivé à certaines conclusions provisoires qui avaient besoin d'être examinées et discutées en détail. C'est pourquoi il propose au Conseil la nomination d'une délégation spéciale composée des membres du Comité financier, d'un repré-

sentant du Comité économique, d'un représentant de l'Institut d'agriculture et de quelques experts en matière de Crédit Agricole, délégation qui serait chargée d'élaborer un projet concret et détaillé. La proposition du Comité financier fut approuvée par le Conseil, et une délégation composée d'experts éminents (1) se mettait, en janvier 1931, d'accord sur la possibilité et les principes d'une Société Internationale de Crédit hypothécaire Agricole.

Parallèlement à la Société des Nations, l'institut international d'agriculture de Rome, a depuis longtemps mis à l'étude la question du crédit agricole international, spécialement du crédit à court terme. Sans entrer dans les longues discussions qui ont fait l'objet de nombreuses séances de l'Institut, nous nous bornerons à signaler la résolution de la conférence de Rome, tenue au mois de mars 1931, sous les auspices de la Société des Nations et de l'institut international d'agriculture. « La conférence préparatoire de la deuxième conférence mondiale du blé a examiné d'une façon toute spéciale le rôle qu'une organisation méthodique du crédit agricole

(1) Cette délégation était constituée comme suit : M. C. F. Termeulen, de la Maison Hope et C^{ie} d'Amsterdam, membre du Comité financier ; le Professeur Mlynarski, ancien Vice-gouverneur de la Banque de Pologne, membre du comité financier ; le Docteur Vilen Pospisil, Gouverneur de la Banque nationale de Tchécoslovaquie, membre du Comité financier, Sir Henri Strakosch, Président de l'Union corporation Ltd, de Londres, membre du Comité financier (suppléé par M. Dudley Ward de la « British Overseas Bank » ; M. Di Nola, Directeur général de l'Istituto Italiano di Crédito Fondiario », Président du Comité économique ; le Docteur Van Rijn, Membre du Comité permanent de l'Institut international d'Agriculture (suppléé par M. Pavlowski, chef du Service économique dudit Institut) ; le Docteur Kissler, Directeur de la « Deutsche Rentenbank Kréditanstalt », M. Regard, Sous-gouverneur du Crédit Foncier de France.

peut jouer pour améliorer la situation générale de l'agriculture et remédier en particulier à la crise des céréales.

« Elle estime qu'il est plus que jamais nécessaire de pouvoir procurer, à bon marché, aux agriculteurs et en particulier aux producteurs de blé, les capitaux dont ils ont besoin et qu'il est utile, pour cela, d'examiner sur un plan international, la question du crédit à l'agriculture, différent du crédit commercial par ses modalités particulières résultant des conditions spéciales de la production agricole.

« En ce qui concerne le crédit moyen et à long terme, qui peut permettre notamment aux agriculteurs d'acheter du matériel et du cheptel, d'acquérir ou d'accroître une propriété, d'effectuer des améliorations foncières et de transformer les systèmes de culture, afin de restreindre, lorsqu'il est utile et possible, les surfaces emblavées en céréales et de développer les cultures pouvant économiquement les remplacer, la Conférence est heureuse d'apprendre que le Comité financier de la S. D. N., tenant compte des études faites par l'Institut International d'agriculture, envisage actuellement la création d'une institution internationale de crédit hypothécaire.

« Elle souhaite que cet organisme soit le plus rapidement possible en état de fournir, aux taux le plus avantageux, du crédit à moyen terme et à long terme aux agriculteurs de tout pays ».

La Conférence de Rome a apporté un grand encouragement au crédit agricole à court terme. Des voix nombreuses se sont élevées au sein de la deuxième commission de la Conférence pour faire valoir l'intérêt capital qu'ont les agriculteurs à pouvoir jouir aussi de cette forme de crédit qui seule est capable de discipliner la

vente des produits agricoles, de façon à les soustraire aux nombreuses spéculations. En tenant compte de cette exigence commune des agriculteurs dans tous les pays, la Conférence a invité l'Institut International d'agriculture à poursuivre son action en vue de généraliser l'organisation du crédit à court terme.

En conséquence, l'Institut a convoqué les 12 et 13 août à Rome, une réunion des représentants des Etats européens faisant partie de l'Institut, ainsi que la Commission d'étude pour l'Union Européenne. Le Secrétariat de la S. D. N. et le bureau International du travail s'étaient fait représenter.

Les délégués officiels (1) de concert avec les représentants de banques et institutions de crédit ont examiné et discuté trois projets préparés par l'Institut International d'agriculture. Un projet d'acte constitutif, un projet de convention internationale et un projet de Statuts de la Banque Internationale de Crédit Agricole.

D'après ce projet, la nouvelle Banque doit avoir le caractère d'une Société par actions, qui aura pour objet d'escompter les effets présentés par les institutions nationales de crédit, agréés par la Banque, et faisant des prêts à court terme aux agriculteurs. Le capital de la Banque est prévu à 15 millions de francs suisses. En outre elle pourrait émettre des obligations à court terme, dont le montant serait dix fois plus grand que le capital initial de la Banque. Elle aura également la faculté d'accroître ses moyens par voie de déposition. Il résulte que la

(1) Les délégués officiels des Etats suivants : Belgique, Bulgarie, Danemark, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Italie, Lettonie, Pologne, Portugal, Roumanie, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie, U. R. S. S. et Yougoslavie (Allemagne et Pays-Bas observateurs).

Banque pourra disposer, dès le commencement, d'environ 165 millions de francs suisses.

L'administration de la Banque appartient au Conseil composé de douze membres qui sont désignés de la façon suivante (1) :

a) Quatre membres : par le Comité permanent de l'Institut International d'agriculture, par le Conseil de la Société des Nations, par le Conseil de la Banque des Règlements Internationaux et le Conseil de la Société Internationale de Crédit hypothécaire agricole. Dans le cas où une des trois dernières organisations renonce à l'exercice de son droit de nommer un membre du Conseil d'administration, la nomination pour la place restée vacante est faite par le Comité permanent de l'Institut International d'agriculture ;

b) Sept membres par l'Assemblée générale ;

c) Un membre par les membres nommés par les organisations internationales indiquées sous (a) ;

Le président et le vice-président sont nommés pour deux ans par le Conseil d'administration et choisis dans son sein.

Telles sont les grandes lignes de cette institution qui est loin de satisfaire toutes les conditions d'une société solidement organisée et d'un capital abondamment assuré. Elle ne présente aujourd'hui qu'un intérêt documentaire étant donné que quelques Etats seulement ont signé la Convention dont le dernier délai était au 31 décembre 1931.

C'est sur le crédit à long terme que l'action interna-

(1) Protocole de la Réunion convoquée par l'Institut international d'Agriculture pour la création de la Banque internationale de crédit agricole (Rome 12-30 août 1931). Projet de statuts, annexe C., p. 4.

tionale a fait ses preuves. Il était plus facile de se mettre d'accord sur cette forme de crédit, celle-ci répondant mieux aux nécessités de la plupart des pays agricoles. Il va sans dire que son organisation dans le cadre international présentait des difficultés considérables, que la délégation du Comité financier, après une étude détaillée, a réussi à surmonter.

Mais d'abord voyons l'aspect et l'importance que présente cette question. Les efforts déployés par la délégation en vue d'élaborer un plan concret sur cette question, avaient pour objet primordial « d'alléger les charges financières qui grèvent la production agricole dans divers pays, de diminuer les frais d'exploitation qui absorbent actuellement une trop grande part des profits et d'augmenter le pouvoir d'achat des agriculteurs », problème d'une égale importance, à la fois pour les pays industriels et pour les pays agricoles, que seul un effort collectif de la part des Etats européens peut réaliser avec succès. Il s'agit de fournir aux agriculteurs des fonds à des intérêts aussi réduits que possible, de créer un mouvement des capitaux vers l'Europe Orientale à des conditions avantageuses pour l'emprunteur de renforcer le sentiment de sécurité pour que la nouvelle Société soit susceptible d'inspirer confiance.

Ayant en vue ces considérations, le Comité financier a élaboré le plan de la nouvelle Société sous la forme d'un projet de convention internationale sur laquelle les Etats membres de la Société des Nations ont pris les engagements de caractère gouvernemental, jugés nécessaires pour assurer l'existence de cette Société.

D'après le projet, la Société Internationale en question a le caractère d'une Société anonyme et elle est une ins-

titution d'utilité publique, placée sous les auspices de la Société des Nations. La délégation du Comité financier, qui a rédigé les textes constitutifs de la Société a, en effet, veillé à placer celle-ci sur une base financière rationnelle afin d'établir ainsi une première garantie pour la sécurité des capitaux y investis. Mais d'autres garanties de divers ordres, fournies par les gouvernements, sont prévues ; il en résulte un surcroît de sécurité pour les souscripteurs du capital de la Société Internationale, mais il résulte d'autre part que les gouvernements ont le droit de prendre des précautions en vue d'assurer au nouvel organisme son rôle d'institution d'utilité publique.

L'activité de la Société internationale consistera :

1^o A prêter des sommes remboursables à long et à moyen terme à des Instituts nationaux de crédit hypothécaire effectuant des prêts sur première hypothèque d'immeubles à destination rurale sis sur le territoire de l'un des pays, partie à la Convention.

2^o A créer et à négocier, à cette fin, des obligations pour un montant correspondant à celui de ses créances sur les Instituts nationaux, créances garanties par de premières hypothèques.

Le capital autorisé de la Société Internationale est fixé à 250 millions de francs suisses or et divisé en actions de deux mille cinq cents francs, dont dix mille actions A et quatre vingt dix mille actions B. De ce capital autorisé, une première tranche de vingt-cinq millions de francs sera émise immédiatement après l'entrée en vigueur de la Convention. Les actions A constituant cette première tranche sont nominatives d'un type différent de celui des actions B à émettre ultérieurement au fur et à

mesure du développement de la Société. La part de cette première tranche qui sera mise en souscription dans chaque pays est proportionnelle à la part pour laquelle le gouvernement de ce pays s'est engagé à contribuer aux avances pour la constitution d'une réserve spéciale ci-dessous indiquée. Au cas où la part revenant à un pays ne serait pas entièrement souscrite, la fraction de part ainsi devenue disponible serait répartie autant qu'il sera possible, entre les autres pays au prorata de la part à laquelle ils ont droit. Dans chaque pays une préférence sera donnée aux souscriptions provenant de Sociétés ou Instituts de crédit, hypothécaire ou agricole.

Des précautions ont été prises pour assurer aux détenteurs des actions de cette première tranche la majorité aux assemblées générales de la Société. De cette manière, étant donné que la première tranche est répartie aussi équitablement que possible dans les divers pays contractants et souscrite par des organismes dont on peut présumer qu'ils ne se déferont pas de leurs actions, le caractère international de la Société se trouve assuré.

Le plan prévoit que dès la création de la Société Internationale les gouvernements consentiront à celle-ci des avances en vue de constituer une réserve spéciale d'un montant égal à la tranche de capital primitivement souscrite. Cette réserve est destinée à permettre à la Société de prendre, dès ses premières années d'existence, un plus grand essor. Le montant des avances versées par les Etats signataires de la Convention est calculé suivant leur participation au budget de la Société des Nations, réparti de la manière suivante :

États signataires de la Convention	Clef d'après laquelle ils participent au budget de la S. D. N.	AVANCES
1. Allemagne	79 unités	3.000.000 francs suisses
2. Belgique.	18 »	1.875.000 »
3. Grande-Bretagne	105 »	3.000.000 »
4. Bulgarie	5 »	500.000 »
5. Estonie	3 »	125.000 »
6. France.	79 »	3.000.000 »
7. Grèce	7 »	500.000 »
8. Hongrie	8 »	1.000.000 »
9. Italie	60 »	3.000.000 »
10. Lettonie	3 »	125.000 »
11. Luxembourg	1 »	125.000 »
12. Pologne	32 »	1.875.000 »
13. Portugal.	6 »	500.000 »
14. Roumanie	22 »	1.875.000 »
15. Suisse	17 »	1.875.000 »
16. Tchécoslovaquie.	29 »	1.875.000 »
17. Yougoslavie	20 »	1.875.000 »
18. Hollande.	23 »	1.875.000 »
		28.000.000 »

Les opérations de la Société consistent d'une part, à se procurer des capitaux par l'émission de ses obligations, d'autre part, à prêter ces capitaux dans l'intérêt de l'agriculture. Par conséquent, l'argent des prêts aura comme origine les capitaux réunis par l'émission d'obligations, ce qui est le principe des sociétés hypothécaires. Leur montant total ne doit pas dépasser une somme égale à dix fois le montant du capital émis et de la réserve spéciale. Ils seront placés suivant les besoins et selon les conditions les plus avantageuses qu'offriront les marchés financiers.

En ce qui concerne les prêts à consentir, le plan ne fait aucune distinction entre prêteurs et emprunteurs : tout Etat, partie à la Convention, pourra devenir emprunteur ou prêteur, suivant que le besoin lui imposera ; mais les prêts ne seront autorisés que dans les pays où la législation hypothécaire présentera des garanties suffisantes. La particularité essentielle du système consiste en ce que la Société ne prêtera pas directement aux agriculteurs intéressés, mais seulement aux sociétés nationales hypothécaires, qui distribueront elles-mêmes les crédits accordés. La Société Internationale disposera ainsi d'une garantie supplémentaire, et sa tâche sera en même temps simplifiée.

Contrairement à la Banque des Règlements Internationaux, la Société Internationale de Crédit agricole est contrôlée par la Société des Nations. Elle est administrée par un Conseil composé de dix-huit membres ; le Président et le Vice-Président sont nommés par le Conseil de la S. D. N., qui, le 25 septembre 1931, désigna M. Regard, sous-gouverneur du Crédit Foncier de France, Président du Comité d'organisation de la Société et M. Dinola

Directeur général de l'Institut Italien de Crédit foncier, Président du Comité économique de la S. D. N. Des seize autres administrateurs, un sera nommé par l'Institut International d'agriculture, un second par la Banque des règlements Internationaux, neuf par les actionnaires et les cinq derniers par les treize autres.

L'ensemble de ces dispositions présente les avantages suivants : Donner aux gouvernements des assurances faire bénéficier la Société Internationale de la compétence acquise dans leurs pays respectifs par les dirigeants d'instituts nationaux de crédit hypothécaire ; créer entre ces personnalités des contacts qui ne peuvent être qu'utiles pour améliorer la technique des entreprises de banques hypothécaires dans les divers pays.

Les bénéfices de la Société seront distribués comme suit :

1° 5 0/0 à la réserve légale (maximum 10 0/0 du capital social émis) ;

2° Versement d'un dividende cumulatif de 6 0/0 ;

3° Sur le surplus : 75 0/0 aux Gouvernements ayant avancé à la réserve spéciale et, après remboursement, à un deuxième fond de réserve ; 25 0/0 aux actionnaires à titre de superdividende avec maximum de 4 à 6 0/0.

La Société Internationale bénéficie de nombreux privilèges et avantages spéciaux — entre autres de diverses immunités fiscales — consentis par les gouvernements contractants. Une chartre constitutive accordée par le Gouvernement Suisse (la Société ayant son Siège à Genève), stipule les privilèges que ce pays a consentis à la Société ; ces privilèges sont analogues à ceux qui ont été accordés à la Banque des Règlements Internationaux de Bâle.

Quels sont les résultats à espérer ?

Il nous paraît évident qu'une telle organisation, renforcée de garanties de divers ordres, assurera la viabilité de la nouvelle Société, si celle-ci réussit à réunir des capitaux abondants à un taux suffisamment bas pour pouvoir les placer d'une manière avantageuse aux agriculteurs intéressés. Malgré ses possibilités futures, la Société Internationale paraît difficilement susceptible d'engager dès maintenant en Europe centrale et orientale une action profonde sur le taux d'intérêt à long terme. Les conditions économiques et politiques, le manque de confiance ne permettront de réunir des capitaux qu'en quantité limitée et à un taux relativement élevé. Déjà, les difficultés budgétaires de la plupart des Etats européens surgis à la fin de 1931, ont obligé ces Etats à ajourner la ratification de la Convention et par conséquent à refuser provisoirement leur appui financier, condition indispensable pour la création de la Société Internationale. A la fin de janvier 1932, seules, la Grèce, la Lettonie et la Suisse avaient ratifié la Convention.

CHAPITRE III

La collaboration de la Banque Agricole Yougoslave

Nous avons déjà vu que les moyens financiers dont dispose actuellement la Banque Agricole Yougoslave, sont loin de contenter tous les besoins de nos agriculteurs et qu'il serait nécessaire de procurer à celle-ci des capitaux importants si l'on veut rendre son activité plus efficace. La création d'une Société Internationale serait d'une grande importance pour la Banque agricole si celle-ci pouvait puiser dans l'institution de Genève des moyens financiers abondants à bon marché et ainsi exécuter les exigences toujours croissantes de notre agriculture.

Le Comité financier a en effet prévu que la Société Internationale ne doit faire ses opérations qu'avec des Instituts hypothécaires nationaux, qui s'occupent spécialement du crédit agricole et jouissent de privilèges et avantages qui rendent facile les opérations de crédit hypothécaire.

Dans notre pays, à côté du Crédit Foncier qui est une institution hypothécaire éminemment urbaine, il n'existe que la Banque agricole qui soit une institution hypothécaire s'occupant exclusivement du crédit agricole. Elle est par conséquent la seule qualifiée de coopérer avec la Société Internationale et cette faculté lui a été sanctionnée récemment par la loi du 5 décembre 1931, qui prévoit son art. 1, al. 14, « qu'elle peut coopérer aux

organisations internationales créées dans le but de développer le crédit agricole, participant, suivant le besoin, même avec son capital ».

Dans son évolution, la Banque agricole a suivi une voie qui répond aux exigences de la Société Internationale et remplit par conséquent toutes les conditions requises par ladite Société. D'abord, la Société Internationale exige que les gouvernements des pays dont les Sociétés Nationales désirent obtenir des prêts par son entremise prennent certaines mesures législatives destinées à rendre plus efficaces et d'organiser mieux les garanties hypothécaires servant de gages aux prêts consentis. Nous savons que sur l'initiative de la Banque agricole, de nombreuses mesures ont été prises par le Gouvernement pour renforcer la solidité de l'hypothèque, entre autres, la loi du 7 février 1930 sur la délivrance des titres de propriété et la loi sur le cadastre et les livres fonciers qui a énormément facilité l'inscription de ces garanties. En outre, la Société Internationale exige que l'institution nationale jouisse de tous les privilèges et soit exempte de toute les charges fiscales (art. 8 de la Convention) qui peuvent être perçues sur les intérêts et capitaux versés par les agriculteurs. D'autre part, elle réclame pour ses prêts l'hypothèque de première place, la garantie du Gouvernement pour le service d'obligations de la société nationale et enfin que celle-ci ait un caractère exclusivement agricole. Toutes ces exigences sont pleinement satisfaites par la Banque agricole.

Pour notre agriculture, la question des crédits internationaux à court et à moyen terme, ne présente pas une importance aussi grande que le crédit à long terme, car les moyens financiers pour les crédits à moyen

terme peuvent se trouver facilement sur le marché intérieur, par des opérations commerciales et financières faciles, puisqu'il est question d'un capital de roulement rapidement réalisable. Le crédit international à long terme présente pour notre agriculture une importance beaucoup plus grande et ce n'est qu'à cette sorte de crédit que la Banque agricole devrait se limiter dans ses opérations avec la future Société internationale.

La mesure dans laquelle la Banque agricole participera dans les opérations de la Société internationale, dépendra en premier lieu de la capacité financière de la nouvelle Société et surtout du taux d'intérêt auquel elle accordera ses prêts. La Société internationale n'a pas fixé d'une façon précise le taux d'intérêt auquel elle pourra consentir ses prêts, mais elle s'est contentée à le faire varier d'un pays à l'autre, sans indiquer un chiffre permettant une évaluation quelconque.

Certains experts du comité financier étaient d'avis (1) que le taux d'intérêt de la Société internationale devrait varier entre 10 & 12 0/0, amortisation comprise, pour les Etats de l'Europe Orientale, vue que les conditions de crédit, dans ces pays, sont extrêmement chères, et s'élèvent à une moyenne de 30 0/0 environ.

Il faut espérer que ces experts se rendront compte que des prêts à un taux d'intérêt aussi élevé ne répondent nullement aux conditions de notre agriculture. D'autre part, il faut avoir en vue que dans notre pays, les deux instituts hypothécaires, le Crédit Foncier et la Banque agricole, ont à eux seuls placé environ 4 milliards de dinars (400 millions de francs suisses) d'emprunts hypothé-

(1) L'agence Economique et Financière, 6 mars 1931.

caires dont le taux d'intérêt avec autorisation ne dépasse pas 8 et 9 0/0; quoique le capital social de ces deux établissements soit composé exclusivement des moyens financiers nationaux, qui sont, sans aucun doute, plus chers que les capitaux abondants des marchés étrangers.

Afin de pouvoir surmonter la crise agricole actuelle, l'agriculteur yougoslave a besoin de crédits à bon marché pour la conversion de ses dettes existantes et l'agrandissement de son capital de roulement, dans le but de réduire les frais de production et adoucir les pertes survenues par suite de la baisse des prix agricoles. Les crédits à 10 et 12 0/0 d'intérêts, dans la dépression actuelle, ne lui sont d'aucun secours. Nous estimons que le taux d'intérêt pour les crédits internationaux que le Société internationale se propose à accorder, ne doit pas dépasser, pour notre pays, 4 à 5 0/0, si véritablement la Société a l'intention de venir au secours de l'agriculteur et lui permettre de travailler avec profits.

CONCLUSION

Pays essentiellement agricole, la Yougoslavie se trouve aujourd'hui devant de nombreux problèmes économiques qui l'obligent de prêter la plus grande attention à sa politique agricole. Les problèmes sont assurément complexes, car toute mesure tendant à suivre un but déterminé, si elle n'est pas assez étudiée et envisagée dans toutes ses répercussions possibles, risque d'anéantir l'ensemble de l'action et compliquer encore plus une situation déjà obscure. C'est pourquoi, une grande circonspection s'impose dans l'application des mesures nouvelles, tendant à l'assainissement d'une branche quelconque de l'activité économique.

Dans l'ensemble de la crise économique dont souffre actuellement notre pays, nous avons vu que l'agriculture est la plus touchée et que de nombreux efforts ont été tentés pour la secourir. Le souci est très justifié, car l'avenir et la prospérité économique de la nation dépendent de l'aisance des classes agricoles dont la situation, par rapport aux autres classes de la population, est précisément la plus mauvaise.

Les remèdes que l'on préconise à l'amélioration de la situation de l'agriculteur, sont nombreux et variés, mais forment un tout ensemble, un programme tracé d'avance dont l'exécution exige des moyens financiers importants. On impose une politique tendant à réduire les charges, à faciliter les transports, à trouver de nombreux mar-

chés, à diffuser les méthodes modernes de culture, à stimuler la coopération agricole, la mutualité pour l'assurance des risques... tout un programme d'attraction vers la vie rurale par l'amélioration de celle-ci.

Malheureusement, la politique agricole de notre Etat, pratiquée au cours des années qui ont suivi la guerre, était marquée par une série de graves erreurs, sinon par une absence totale de compréhension. Ce n'est que ces dernières années, que les gouvernements ont entrepris, avec plus de connaissance un certain nombre de mesures en faveur de l'agriculture. Sans parler de l'enseignement agricole ni des recherches et expériences scientifiques et techniques qu'on devrait encourager dans notre pays, nous soulignons que jamais plus qu'en une période où s'abaisse la rentabilité agricole, le besoin ne s'est fait sentir de mettre à la portée des agriculteurs le plus vite possible les progrès et les découvertes de la science et de la technique moderne, de mettre les techniciens agricoles dans les relations les plus proches avec les agriculteurs pour un échange mutuel de leur savoir et de leur expérience et enfin d'instituer un système permanent d'éducation agricole pour toutes les forces productives humaines à la ferme.

Les efforts se font dans les trois directions ci-dessus indiquées et les moyens se multiplient en vue de mieux renseigner l'agriculteur, pour qu'il puisse en pleine connaissance de cause sinon triompher de la crise agricole, du moins en atténuer les plus fâcheux effets. Certes, il reste encore beaucoup à faire, particulièrement dans notre pays où le paysan a vécu pendant des siècles dans des conditions toutes particulières, beaucoup plus difficiles que dans les pays d'Occident.

Mais dans cette période transitoire, pendant laquelle des essais seront tentés et de nouveaux chemins explorés, l'agriculture aura besoin de capitaux toujours croissants ; d'abord pour soutenir l'existence de petites propriétés rurales, dont les réserves s'épuisent rapidement dans les circonstances actuelles ; en second lieu, toute nouvelle orientation de la production nécessite de nouveaux placements, soit que l'on envisage un développement plus intense de l'élevage ou bien la culture de certains produits agricoles de valeur plus élevée. Il est évident que le crédit agricole est intimement lié à toute tentative de relèvement, et que rien d'utile ne pourra être entrepris dans cette voie, si l'on ne dispose pas d'un crédit suffisant pour couvrir tous les besoins.

Pendant longtemps, l'organisation incomplète du crédit agricole dans notre pays a été un obstacle très grand à la constitution des capitaux d'exploitation. L'intervention de l'Etat à plusieurs reprises, n'a apporté que des résultats médiocres, car l'Etat ne peut, sur ses ressources budgétaires, disposer de moyens lui permettant de réaliser des entreprises de longue haleine. De même, il est impossible que les agriculteurs prélèvent sur les revenus de leur exploitation de quoi la moderniser pour en améliorer le rendement. On était, par conséquent, obligé de se tourner vers le capital privé.

La création de la Banque agricole est un heureux commencement pour résoudre le problème du crédit agricole. Etablissement bancaire solidement organisé, disposant pour son début des moyens financiers importants et jouissant des avantages et privilèges législatifs, la Banque agricole a, dès le commencement de

son activité, réussi à ranimer parmi la classe paysanne, la confiance depuis longtemps ébranlée. Il est important de souligner l'influence psychologique qui a été constatée dans les larges masses populaires après la fondation de la Banque. Ce cauchemar et cette incertitude qui pesaient sur notre classe paysanne ne sachant pas où s'adresser pour trouver des crédits au moment nécessaire ont disparu. Le paysan ne se sent plus isolé ; il ne consent plus à s'endetter à des conditions excessives ; il ne s'abaisse plus à solliciter des emprunts auprès des usuriers et des petites banques. Il voit dans la Banque agricole un créiteur à l'aide duquel il obtiendra des crédits dans la pleine mesure de ses capacités, aussi bien pour l'agrandissement de ses terres que pour le paiement de ses dettes auprès de prêteurs particuliers.

En envisageant les résultats obtenus dans sa première année d'activité, nous pouvons conclure que l'action de la Banque agricole a été très satisfaisante : On constate partout que l'usure est en baisse et même dans certaines régions elle disparaît totalement. En outre, une diminution presque générale du taux d'intérêt a été remarquée, ainsi qu'une atténuation des conditions pour les emprunts des agriculteurs auprès de tous les établissements de crédit, aussi bien grands que petits. Il en est résulté un rétablissement favorable des conditions de crédits dans le pays et en ce sens la Banque agricole s'est montrée un régulateur efficace du crédit agricole, ce qui est sa tâche principale. La forte baisse de la valeur des propriétés rurales, qui avait pris des dimensions inquiétantes en 1928 et en 1929, s'est trouvée arrêtée par suite de la possibilité de leur achat et de leur vente plus facile et plus vive au moyen de

crédits favorables de la Banque. Ainsi on a sauvé un grand nombre de propriétés qui étaient menacées d'une perte considérable de valeur, mais dont au fond la racine était restée saine.

La Banque agricole a réussi également à évincer dans certaines régions, les pratiques frauduleuses et les nombreux usages qui permettaient à l'agriculteur de se tirer d'affaire momentanément mais qui l'amenaient définitivement à la perte ; tels sont les ventes de la récolte sur pied, les mesures fictives en vue de déjouer les restrictions légales (471) par lesquels les agriculteurs se faisaient classer comme commerçants ou autres professions ; l'offre du titre de propriété dans les contrats d'achat et de vente à la place de gages ; l'endossement mutuel de lettres de change, etc...

Son influence sur le mouvement coopératif, surtout sur celui créé par la loi du 12 juin 1925, a été très utile. Stimulé dans son activité et son développement par l'appui de la Banque agricole, le mouvement coopératif sent la force de son action et, conscient qu'en collaboration avec la Banque, il peut atteindre de grands succès, il collabore sincèrement avec elle. Il s'efforce de placer son activité sur des principes coopératifs sains, et montre déjà des signes d'un travail beaucoup plus étendu que jadis.

Tels sont les résultats obtenus dans un laps de temps relativement court, pendant lequel la Banque avait à surmonter toutes les difficultés qui se présentent au début du fonctionnement d'une nouvelle institution.

Avec l'année 1931, la Banque est entrée dans sa deuxième année de vie. Le versement total de son capital, terminé à la fin de 1930, lui a permis de continuer

dans l'année suivante son action, en répondant favorablement à toutes les demandes de crédits, dans la limite des garanties offertes et la nécessité réelle de la prospérité économique. Mais à partir de la deuxième moitié de 1931, son activité se ralentit, ses moyens s'épuisent. C'est à cette époque que la crise financière mondiale atteint son point culminant. Les difficultés financières de l'Angleterre se répercutent défavorablement sur notre pays et se traduisent par un retrait considérable de l'épargne et par une baisse sensible des papiers de valeur. Les capitaux disponibles des établissements monétaires privés se ressèrent tellement qu'aucune avance n'est plus faite. Dans ce tourbillon de méfiance, la Banque agricole s'est vue obligée de restreindre son activité, d'autant plus qu'il lui était impossible de profiter de crédits qui lui ont été déjà accordés par la Banque Nationale, le Crédit Foncier et la Caisse d'épargne Postale. La situation sur les marchés internationaux de capitaux ne montrait aucune perspective favorable à la conclusion d'un emprunt extérieur. En outre, ces événements ont obligé la Société des Nations d'ajourner la création de la Société internationale de crédit hypothécaire agricole, laquelle pouvait apporter un appui considérable à la Banque agricole.

La crise agricole, déjà très violente dans les années antérieures, s'est sensiblement aggravée à la fin de l'année dernière. Le monopole du commerce de blé, institué par la loi du 5 septembre 1931, a soutenu dans une certaine mesure les prix des céréales à l'intérieur du pays, mais par contre les prix des produits de l'élevage ont enregistré des baisses considérables, sans parler des autres produits agricoles (vin, houblon, chanvre...)

dont les prix ont été exceptionnellement et en partie catastrophiquement bas. En outre les intempéries atmosphériques (inondations, grêle, sécheresse) ont causé dans certaines régions des dommages importants et provoqué des disettes et maladies sensibles à l'agriculture. Toutes ces raisons ont une conséquence néfaste sur la capacité de paiement des agriculteurs lesquels n'étaient plus en état de répondre régulièrement à leurs obligations.

A cause de l'épuisement de ses moyens financiers propres, de l'impossibilité de se procurer de nouveaux capitaux et du faible remboursement des versements partiels échus, la Banque Agricole s'est vue obligée, dès le mois d'août 1931, à limiter ou suspendre totalement l'octroi de ses crédits.

Ces événements nous démontrent très bien, ce que nous avons déjà constaté au cours de cette étude, que le capital de la Banque agricole est insuffisant pour couvrir tous les besoins qui se font sentir dans les circonstances actuelles. Malgré tous les efforts pour satisfaire aux demandes de crédit agricole, la Banque agricole ne dispose pas de capitaux suffisants pour répondre à tous les besoins des agriculteurs. Elle ne peut surtout pas suffisamment aider les agriculteurs à convertir leurs anciennes dettes contractées à des intérêts très élevés lors de l'inflation et d'une vente active des produits agricoles. Il ne faut pas oublier que pour les besoins de notre agriculture, des moyens financiers bien plus importants sont nécessaires que ceux dont dispose actuellement la Banque. Les moyens, agrandis même par les crédits de la Banque Nationale et les autres institutions publiques, ne seront suffisants, ni de près, pour contenter une partie minime des besoins.

Il est vrai que le législateur a donné à la Banque la faculté de se procurer les moyens financiers à l'étranger et nous sommes persuadés que, le jour où les conditions sur les marchés mondiaux seront stabilisées, il sera possible de se procurer des capitaux favorables. Mais pour le moment les conditions, comme nous l'avons vu, sont défavorables, et obligent la Banque de compter uniquement sur ses propres moyens. Il est évident que tout ce qu'elle a donné jusqu'à présent à l'agriculteur, est considéré comme bien venu, mais on est forcé de constater que les moyens sont insuffisants et que la Banque sera obligée à l'avenir, si elle ne réussit pas à accumuler de nouveaux capitaux, de mener la plus grande discrimination à l'occasion de l'octroi des crédits, c'est-à-dire à limiter sensiblement son champ d'action.

La question du crédit agricole et de l'abaissement du taux d'intérêt, d'une extrême importance pour notre pays trouverait la meilleure solution si la Banque agricole pouvait s'alimenter en capitaux étrangers, empruntés à un intérêt raisonnable, c'est pour cette raison que notre pays fonde de grands espoirs sur l'organisation internationale du crédit agricole.

Quoique la création de la Banque Agricole constitue une solution heureuse du problème, nous sommes loin de considérer qu'avec elle, la question du crédit agricole est définitivement résolue. Sa création ne présente qu'un commencement d'action pour l'organisation du crédit agricole et qu'il reste à faire le travail essentiel. Ce travail consisterait d'une part dans une conversion plus grande de dettes paysannes et d'autre part dans une popularisation des coopératives de crédits qui auraient pour fonction de réunir et d'utiliser les épargnes de

la population rurale. Si l'on pouvait, dans cette voie, réussir à réaliser ce que nous possédons aujourd'hui en Slovénie, la question du crédit agricole serait résolue et la Banque agricole jouerait le rôle d'une institution de réserve, c'est-à-dire serait un régulateur central du crédit agricole.

Vu :

Le Doyen de la Faculté de Droit de Paris,

H. BERTHÉLEMY.

Vu :

Le Président de la thèse.

AL. AFTALION.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- Aftalion (A.).** — Les crises périodiques de surproduction, Paris, 1914.
- Aranitovitch (M.).** — Les ressources et l'activité économique en Yougoslavie, Paris, 1930.
- Auge-Laribé.** — Syndicats coopératives agricoles, Paris, 1926.
- Avramovitch (M.).** — Trente ans de travail coopératif, Belgrade, 1924.
- Avramovitch (M.).** — Le Coopérateur, Belgrade, 1924.
- Baïkitch (V.).** — Le Crédit paysan, Belgrade, 1928.
- Baïkitch (V.).** — La loi sur la Banque Agricole privilégiée, Belgrade, 1929.
- Boret (V.).** — Pour ou contre la terre, Paris, 1930.
- Courcelle-Seneuil (I. G.).** — Les opérations de Banque, Paris, 1929.
- Courtin (R.) et Fromont (P.).** — Essai sur la crise agricole (production et population), Paris, 1930.
- Djordjevitch (M.).** — Le crédit agricole en Yougoslavie, Alger, 1926.
- Djouritchitch et Tochitch, etc.** — Notre économie nationale et revenu national, Sarajevo, 1927.
- Dolenc (M.).** — Contribution à l'histoire de l'usure en Slovénie, Zagreb, 1929.
- Gide (Ch.).** — Cours d'économie politique, Paris, 1924.
- Gide (Ch.) et Rist (Ch.).** — Histoire des doctrines économiques Paris, 1926.
- Hacin (I.).** — La crise du crédit agricole, Belgrade, 1928.
- Hittier H. et J.).** — Les problèmes actuels de l'Agriculture, Paris, 1923.

- Ivchitch (M.).** — Les problèmes agraires en Yougoslavie, Paris, 1925.
- Kositch (M.).** — Economie politique, Belgrade, 1925.
- Krainitchanatz (T.).** — But et développement des coopératives, Skoplje, 1931.
- Kukla (S.).** — Le développement des institutions de crédit en Serbie, Zagreb, 1924.
- Lukas (F.).** — La géographie économique, Zagreb, 1924.
- Machitch (B.).** — Etablissements de crédit et Banques locales en Yougoslavie, Paris, 1930.
- Markovitch (B.).** — Le crédit agricole, Belgrade, 1911.
- Markovitch (B.).** — Les finances d'Etat et la question monétaire, Belgrade, 1925.
- Meline (J.).** — Le retour de la terre, Paris, 1920.
- Meline (J.).** — Le salut par la terre, Paris, 1920.
- Nedeljkovitch (M.).** — La protection de la petite propriété paysanne, Belgrade, 1907.
- Prohaska (L. J.).** — Le crédit agricole hypothécaire, Belgrade, 1922.
- Philippovitch (E.).** — La politique agraire, Paris, 1904.
- Stoykovitch (V.).** — Le crédit agricole en France et l'organisation du crédit agricole dans notre pays, Belgrade, 1925.
- Stoykovitch (V.).** — Devant l'application de la loi sur le Crédit Agricole. Belgrade, 1926.
- Tardy (V.).** — L'organisation actuelle des Etablissements nationaux de crédit agricole et l'organisation du crédit agricole International. Agen, 1926.
- Tleal (A.).** — La crise des Etats agricoles européens et l'action internationale. Paris, 1931.
- Truchy (H.).** — Cours d'économie politique. Paris, 1927.
- Varga (I.).** — Quelques renseignements sur la coopération agricole en Slovénie. Belgrade, 1927.
- Vorkapitch (R.).** — Le crédit agricole en Yougoslavie, Paris, 1930.

- Yovanovitch (D.).** — La politique agraire, Belgrade, 1930.
Yovanovitch (S.). — Svetozar Markovitch, Belgrade, 1920.
Yovanovitch (S.). — Défenseurs de la Constitution, Belgrade, 1922.

PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

- Conférence Économique Internationale, 1927.
La crise agricole (2 vol.), 1931.
Le crédit agricole dans certains pays de l'Europe Centrale et Orientale, 1931.
Société Internationale de Crédit hypothécaire agricole (Convention. Charte, Statuts), 1931.

PUBLICATIONS DE L'INSTITUT INTERNATIONAL
D'AGRICULTURE DE ROME

- Le crédit agricole international, 1930.
Annuaire International de statistique agricole, 1930 et 1931

REVUES ET PÉRIODIQUES

- Revue d'Economie politique, Paris.
Revue Internationale d'Agriculture, Rome.
Affaires étrangères, Paris.
L'Esprit international (publication de la Dotation Carnégie. Paris.
L'Europe nouvelle, Paris.
Revue des Balkans, Paris.
Courrier du Ministère de l'Agriculture, Belgrade.
Economiste, Belgrade.
Archive pour les Sciences juridiques et sociales, Belgrade.
Bankarstvo, Zagreb.
La Nouvelle Europe, Zagreb.
Revue économique et financière, Belgrade.
Norodno Blagostanje, Belgrade.
Privredna Revija, Zagreb.

JOURNAUX

- L'information*, Paris.
Privredni Pregled, Belgrade.
Ingoslovenski Lojd, Zagreb.
Zadrusni Glasnik, Belgrade.
Glasnik Zadruge za poljoprivredni pregled, Belgrade.
Glasnik zavoda za unapredjenje spoljne trgovine, Belgrade.
Trgovinski Glasnik, Belgrade.
Politika, Belgrade.
Vreme, Belgrade.
Iugoslovenski glasnik, Belgrade.
La Yougoslavie, Belgrade.

DOCUMENTS DIVERS

- La loi sur la Banque Agricole du 19 avril 1929.
Lois complémentaires sur la Banque Agricole du 25 février 1930 ; 27 mars 1931 et 5 décembre 1931,
La loi sur le crédit agricole du 12 juin 1925.
La loi sur la Banque hypothécaire d'Etat.
Comptes rendus des séances parlementaires en 1925.
Annuaire statistique de la Fédération des Unions Coopératives (1927-1931).
Superficies productives et rendement des terres cultivées. (publication du Ministère de l'Agriculture). 1929, 1930 et 1931.
Compte rendu de la Direction pour le crédit agricole, 1930 et 1931.
Compte rendu de la Banque hypothécaire d'Etat 1929, 1930 et 1932.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

La situation de l'agriculture en Yougoslavie

CHAPITRE I. — <i>Généralités</i>	13
1. — Population,	14
2. — Répartitions des terres.	15
3. — Cheptel et outillage	16
4. — Production agricole	17
5. — Destination de la production	22
CHAPITRE II. — <i>Caractères généraux de la crise agricole en Yougoslavie</i>	27
1. — La baisse des prix agricoles	31
2. — Diminution du pouvoir d'achat des produits agricoles.	38
3. — L'endettement des agriculteurs	43
4. — Difficulté d'écoulement	52
CHAPITRE III. — <i>Les anciens facteurs du Crédit agricole</i>	63

DEUXIÈME PARTIE

La Banque agricole privilégiée

CHAPITRE I. — <i>La fondation de la Banque agricole</i>	79
1. — Organisation de la Banque	83
VOUTCHO. — <i>La Banque agricole de Yougoslavie.</i>	15

2. — Le capital social	96
3. — Les travaux préliminaires.	103
CHAPITRE II. — <i>La politique de crédit de la Banque</i>	105
1. — La conversion des dettes paysannes.	106
2. — Le concours aux coopératives	110
A) le contrôle des organisations coopératives	119
B) les résultats des révisions	124
CHAPITRE III. — <i>Les opérations de la Banque</i>	127
1. — Les crédits hypothécaires à long terme	127
A) Diversité des conditions pour le développement du crédit hypothécaire.	129
B) Mesures prises pour faciliter le crédit hypothé- caire	135
A. — Les opérations hypothécaires	137
a) Nombre et montant des prêts accordés et versés	137
b) Leur répartition par banovines.	141
c) Leur répartition par montant et terme	143
d) Les gages et leur évaluation	145
2. — Les crédits à moyen terme	153
A. — Les opérations avec les coopératives	156
a) Nombre de demandes.	158
b) Montant des emprunts accordés et versés aux coopératives	162
B. — Autres opérations avec les coopératives.	166
C. — La question des crédits globaux	168
3. — Les crédits à court terme	175
4. — Le taux de l'intérêt de la Banque.	177

TROISIÈME PARTIE

La question du Crédit agricole International

CHAPITRE I. — <i>La Conférence de Varsovie.</i>	189
CHAPITRE II. — <i>Les travaux du Comité financier de la S. D. N.</i>	195
CHAPITRE III. — <i>La collaboration de la Banque Agricole yougoslave.</i>	207
CONCLUSION	211
BIBLIOGRAPHIE	221

